

*Pour diffusion immédiate***Transcontinental inc. annonce ses résultats de l'exercice financier 2018****Faits saillants**

- Les revenus ont augmenté de 616,3 millions de dollars, soit de 30,7 %, passant de 2 007,2 millions de dollars à 2 623,5 millions principalement en raison de l'acquisition transformationnelle de Coveris Americas complétée le 1^{er} mai dernier. Cette hausse a été partiellement atténuée par la vente de nos actifs médias de journaux locaux et régionaux au Québec et la vente de nos activités d'impression de notre usine de Fremont en Californie. Les revenus ajustés, qui excluent la reconnaissance accélérée des revenus reportés de 102,1 millions de dollars, ont augmenté de 514,2 millions, soit de 25,6 %, passant de 2 007,2 millions à 2 521,4 millions.
- Le résultat opérationnel a augmenté de 65,6 millions de dollars, soit de 21,7 %, passant de 302,0 millions de dollars à 367,6 millions. Le résultat opérationnel ajusté, qui exclut la reconnaissance accélérée des revenus reportés, l'amortissement accéléré, les frais de restructuration et autres coûts (gains), la dépréciation d'actifs, l'amortissement des immobilisations incorporelles et le renversement de l'ajustement de la juste valeur des inventaires vendus issus de regroupements d'entreprises, a augmenté de 46,1 millions de dollars, soit de 14,8 %, passant de 310,7 millions de dollars à 356,8 millions.
- Le résultat net a augmenté de 1,9 million de dollars, soit de 0,9 %, passant de 211,5 millions de dollars à 213,4 millions. Le résultat net ajusté, qui exclut la reconnaissance accélérée des revenus reportés, l'amortissement accéléré, les frais de restructuration et autres coûts (gains), la dépréciation d'actifs, l'amortissement des immobilisations incorporelles et le renversement de l'ajustement de la juste valeur des inventaires vendus issus de regroupements d'entreprises, déduction faite des impôts y afférents, a augmenté de 25,7 millions de dollars, soit de 12,0 %, passant de 213,7 millions de dollars à 239,4 millions.
- Conclusion de l'acquisition de Coveris Americas positionnant TC Transcontinental comme un chef de file nord-américain en emballage souple.
- Conclusion d'une entente avec The Hearst Corporation aux termes de laquelle la Société lui a transféré, le 2 avril 2018, l'impression du *San Francisco Chronicle*.
- Finalisation du processus de vente des journaux locaux et régionaux du Québec, ainsi que des propriétés Web s'y rattachant.

Montréal, le 13 décembre 2018 - Transcontinental inc. (TSX : TCL.A TCL.B) annonce ses résultats pour l'exercice financier 2018 clos le 28 octobre 2018.

« Je suis fier de nos résultats financiers en 2018, une année charnière pour notre entreprise grâce à l'acquisition transformationnelle de Coveris Americas, a déclaré François Olivier, président et chef de la direction de TC Transcontinental. Nous avons exécuté notre stratégie d'affaires avec rigueur afin de propulser notre croissance tout en enregistrant, pour une quatrième année consécutive, la meilleure rentabilité de notre histoire.

« Dans le secteur de l'emballage, nous avons investi près de 1,8 milliard de dollars pour des acquisitions stratégiques qui ont hissé la Société au rang des chefs de file nord-américains en emballage souple. Nous avons ainsi connu une augmentation significative de nos résultats financiers, plus particulièrement en raison de la performance de Coveris Americas. Nous gardons d'ailleurs le cap sur nos cibles établies lors de cette transaction et nous poursuivons l'intégration de nos activités en demeurant axés sur la réalisation des synergies anticipées.

« Au chapitre de l'impression, nous sommes très satisfaits de nos résultats de 2018. Ce secteur a une fois de plus connu une année vigoureuse, tant sur le plan des revenus que sur celui de la rentabilité. En effet, en excluant l'effet non monétaire de la fin de la reconnaissance des revenus reportés pour certains journaux, notre rentabilité a été similaire à celle de 2017. En outre, nous constatons que la demande pour notre offre intégrée de services aux détaillants est demeurée relativement stable, ce qui démontre qu'elle crée de la valeur pour nos clients.

« En somme, l'année 2018 aura été porteuse, et nous poursuivrons la mise en œuvre de notre plan à long terme sur de solides fondements. Par ailleurs, nous prévoyons continuer de générer d'importants flux de trésorerie avec nos activités opérationnelles qui seront alloués en priorité à la réduction de notre endettement. »

Faits saillants financiers

(en millions de dollars, sauf les données par action)	T4-2018	T4-2017	Variation en %	2018	2017	Variation en %
Revenus	829,2 \$	527,2 \$	57,3 %	2 623,5 \$	2 007,2 \$	30,7 %
Revenus ajustés ⁽¹⁾	829,2	527,2	57,3	2 521,4	2 007,2	25,6
Résultat opérationnel avant amortissement	153,6	128,5	19,5	536,7	405,4	32,4
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté ⁽¹⁾	162,2	123,3	31,5	459,3	396,7	15,8
Résultat opérationnel	105,5	103,6	1,8	367,6	302,0	21,7
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾	131,6	102,4	28,5	356,8	310,7	14,8
Résultat net	67,0	73,4	(8,7)	213,4	211,5	0,9
Résultat net par action	0,76	0,95	(20,0)	2,59	2,74	(5,5)
Résultat net ajusté ⁽¹⁾	87,0	71,0	22,5	239,4	213,7	12,0
Résultat net ajusté par action ⁽¹⁾	0,99	0,91	8,8	2,91	2,76	5,4

(1) Veuillez consulter la section « Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS » dans le présent communiqué de presse pour les données ajustées présentées ci-dessus.

Résultats de l'exercice financier 2018

Les revenus ont augmenté de 616,3 millions de dollars, soit de 30,7 %, passant de 2 007,2 millions de dollars au cours de l'exercice 2017 à 2 623,5 millions pour la même période en 2018. En excluant l'effet favorable de 102,1 millions de dollars pour la reconnaissance accélérée des revenus reportés en lien avec l'entente conclue avec Hearst en décembre 2017, les revenus ajustés sont passés de 2 007,2 millions de dollars au cours de l'exercice 2017 à 2 521,4 millions pour la même période en 2018, soit une hausse de 25,6 %. Cette hausse est principalement attribuable à la contribution de l'acquisition de Coveris Americas et, dans une moindre mesure, de celles de Multifilm Packaging et de Les Industries Flexipak, ainsi qu'à la croissance interne des revenus du secteur de l'emballage. Cela dit, cette hausse est partiellement contrebalancée par l'effet des cessions et fermetures de journaux locaux, l'effet défavorable du taux de change et, dans une moindre mesure, par la décroissance interne des revenus dans certains créneaux du secteur de l'impression au cours de l'exercice 2018. Les revenus attribuables à notre offre de services aux détaillants canadiens sont demeurés relativement stables.

Le résultat opérationnel a augmenté de 65,6 millions de dollars, soit de 21,7 %, passant de 302,0 millions de dollars au cours de l'exercice 2017 à 367,6 millions pour la même période en 2018. Cette hausse est surtout attribuable à l'effet favorable de la reconnaissance accélérée des revenus reportés qui a été en partie contrebalancée par l'effet défavorable des frais de restructuration et autres coûts (gains) ainsi que par l'amortissement accéléré d'équipements à notre usine d'impression de Fremont en Californie. Le résultat opérationnel ajusté a augmenté de 46,1 millions de dollars, soit de 14,8 %, passant de 310,7 millions de dollars à 356,8 millions. En excluant l'effet favorable de la charge pour la rémunération à base d'actions, qui a baissé de 18,9 millions de dollars en raison de la fluctuation du prix de l'action au cours de l'exercice 2018 par rapport à la même période en 2017, ainsi que l'effet défavorable non monétaire de la fin de la reconnaissance des revenus reportés pour le *San Francisco Chronicle*, *La Presse* et le quotidien *The Globe and Mail* dans les Maritimes de 28,9 millions de dollars, le résultat opérationnel ajusté a augmenté de 56,1 millions de dollars, soit de 18,1 %. Cette hausse est surtout attribuable à la contribution de nos acquisitions et à la croissance interne du résultat opérationnel ajusté en raison de l'effet favorable des initiatives de réduction de coûts dans l'ensemble de la Société, qui ont plus que contrebalancé les baisses de volume ci-dessus mentionnées dans certains créneaux du secteur de l'impression.

Le résultat net a augmenté de 1,9 million de dollars, soit de 0,9 %, passant de 211,5 millions de dollars au cours de l'exercice de 2017 à 213,4 millions pour la même période en 2018. Cette hausse est surtout attribuable à l'augmentation du résultat opérationnel, partiellement contrebalancée par des impôts sur le résultat et des frais financiers plus élevés. Par action, le résultat net est passé de 2,74 \$ à 2,59 \$ principalement en raison de l'effet de l'émission de 10,8 millions d'actions à droit de vote subalterne catégorie A de la Société au début du troisième trimestre de 2018. En ce qui a trait au résultat net ajusté, il a augmenté de 25,7 millions de dollars, soit de 12,0 %, passant de 213,7 millions de dollars au cours de l'exercice 2017 à 239,4 millions pour la même période en 2018. Par action, le résultat net ajusté est passé de 2,76 \$ à 2,91 \$ en raison du résultat opérationnel ajusté plus élevé, partiellement contrebalancé par des frais financiers plus élevés ainsi que par l'effet de l'émission de 10,8 millions d'actions à droit de vote subalterne catégorie A de la Société au début du troisième trimestre de 2018.

Résultats du quatrième trimestre de 2018

Les revenus ont augmenté de 302,0 millions de dollars, soit de 57,3 %, passant de 527,2 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017 à 829,2 millions pour la même période en 2018. Cette hausse est principalement attribuable à la contribution de l'acquisition de Coveris Americas complétée le 1^{er} mai dernier et, dans une moindre mesure, de celles de Multifilm Packaging et de Les Industries Flexipak, ainsi qu'à l'effet favorable de l'augmentation du prix de certains types de papier au sein du secteur de l'impression. Cette hausse est partiellement contrebalancée par l'effet défavorable de 18,4 millions de dollars lié à la vente de nos activités d'impression de journaux en Californie, incluant l'effet non monétaire de 7,3 millions de dollars de la fin de la reconnaissance des revenus reportés et, dans une moindre mesure, par l'effet des cessions et fermetures de journaux locaux. En ce qui a trait à notre croissance interne dans le secteur de l'emballage, elle est demeurée stable au cours du quatrième trimestre de 2018 comparativement au même trimestre l'an dernier. Enfin, les revenus attribuables à notre offre de services aux détaillants canadiens dans le secteur de l'impression sont demeurés relativement stables.

Le résultat opérationnel a augmenté de 1,9 million de dollars, soit de 1,8 %, passant de 103,6 millions au quatrième trimestre de 2017 à 105,5 millions au quatrième trimestre de 2018. Cette augmentation est surtout attribuable à la baisse de la charge de rémunération à base d'actions et à l'effet de l'acquisition de Coveris Americas qui ont été partiellement contrebalancés par l'effet défavorable des frais de restructuration et autres coûts (gains). Le résultat opérationnel ajusté a augmenté de 29,2 millions de dollars, soit de 28,5 %, passant de 102,4 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017 à 131,6 millions au quatrième trimestre de 2018. Cette hausse est principalement attribuable à la contribution des acquisitions, à l'effet favorable de la baisse de la charge pour la rémunération à base d'actions ainsi qu'à l'effet favorable des initiatives de réduction de coûts dans l'ensemble de la Société, partiellement contrebalancée par l'effet non monétaire de la fin de la reconnaissance des revenus reportés du *San Francisco Chronicle*, de *La Presse* et du quotidien *The Globe and Mail* dans les Maritimes. En ce qui a trait à notre secteur de l'emballage, la hausse du coût des matières premières a touché nos activités, menant ainsi à un effet défavorable sur le résultat opérationnel ajusté au cours du trimestre.

Le résultat net a diminué de 6,4 millions de dollars, soit de 8,7 %, passant de 73,4 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017 à 67,0 millions au quatrième trimestre de 2018. Ce recul est surtout attribuable à des frais financiers plus élevés, partiellement contrebalancés par une diminution des impôts sur le résultat et une légère augmentation du résultat opérationnel. Par action, le résultat net est passé de 0,95 \$ à 0,76 \$ en raison des éléments précités, mais aussi en raison de l'effet de l'émission de 10,8 millions d'actions à droit de vote subalterne catégorie A de la Société. En ce qui a trait au résultat net ajusté, il a augmenté de 16,0 millions de dollars, soit de 22,5 %, passant de 71,0 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017 à 87,0 millions au quatrième trimestre de 2018, majoritairement en raison de la hausse du résultat opérationnel ajusté, partiellement contrebalancée par une hausse des frais financiers. Par action, le résultat net ajusté est passé de 0,91 \$ à 0,99 \$ compte tenu de la hausse du résultat net ajusté qui a été partiellement contrebalancée par l'effet de l'émission de 10,8 millions d'actions à droit de vote subalterne catégorie A de la Société.

Pour une information financière plus détaillée, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice clos le 28 octobre 2018* ainsi que les états financiers disponibles à la section « Investisseurs » de notre site web www.tc.tc

Perspectives

Au chapitre du secteur de l'emballage, les acquisitions, notamment celle de Coveris Americas complétée le 1^{er} mai 2018, contribueront de façon significative aux revenus et au résultat opérationnel ajusté pour les deux prochains trimestres par rapport aux trimestres correspondants de l'exercice précédent. En ce qui concerne Coveris Americas, nous prévoyons des revenus similaires à ceux anticipés lors de l'acquisition ainsi qu'une amélioration graduelle de nos marges bénéficiaires au cours des prochains trimestres, et ce, grâce à l'effet des synergies annoncées qui devraient commencer progressivement à compter du début de l'exercice 2019 pour atteindre la cible de 10 millions de dollars américains sur une base annualisée à la fin du deuxième trimestre de 2019 ainsi qu'à une attention accrue portée sur l'efficacité manufacturière. Pour ce qui est de nos activités d'emballage autres que celles de Coveris Americas, nous devrions continuer à générer une croissance interne de nos revenus avec l'aide de notre force de vente bien établie, ce qui devrait aussi contribuer au chapitre de la profitabilité. Le coût des matières premières et les frais de transport pourraient de nouveau avoir un effet défavorable sur les marges bénéficiaires du secteur advenant une hausse soutenue de ceux-ci.

Pour le secteur de l'impression, nous prévoyons que les revenus provenant de notre offre de services aux détaillants canadiens demeureront relativement stables au cours de l'exercice 2019. En ce qui a trait au créneau d'impression de journaux, celui-ci continuera d'être touché par la fin de la reconnaissance des revenus reportés des contrats d'impression de journaux (tableau #4), qui aura un effet non monétaire défavorable sur le résultat opérationnel ajusté de 9,9 millions de dollars au premier trimestre de 2019 et de 4,5 millions au deuxième trimestre de 2019. Aussi, aucun revenu ne sera comptabilisé en 2019 en ce qui a trait aux services de transition avec Hearst, comparativement à des revenus d'environ 9 millions de dollars qui ont été comptabilisés à cet effet au cours de l'exercice 2018. Pour tous les autres créneaux d'impression, nous prévoyons que nos revenus continueront d'être touchés par les mêmes tendances observées au cours des récents trimestres. Enfin, afin de limiter l'effet de ces baisses, nous poursuivrons nos initiatives d'efficacité opérationnelle.

Finalement, nous continuerons de générer d'importants flux de trésorerie de l'ensemble de nos activités opérationnelles, ce qui nous permettra de réduire notre endettement en ligne avec notre stratégie.

Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS

Les données financières ont été préparées en conformité avec les IFRS. Cependant, les données financières utilisées, soit les revenus ajustés, le résultat opérationnel avant amortissement ajusté, le résultat opérationnel ajusté, le résultat net ajusté, le résultat net par action ajusté, l'endettement net et le ratio d'endettement net, pour lesquelles une définition complète est présentée dans le *Rapport de gestion pour l'exercice clos le 28 octobre 2018* et un rapprochement aux données financières conformes aux IFRS est présenté au tableau ci-après, ne sont pas définies par les IFRS et pourraient être calculées différemment par d'autres entreprises. Au cours de la période de trois mois close le 29 juillet 2018, la Société a mis à jour sa définition de certains termes présentés dans les tableaux ci-après, qui exclut désormais l'amortissement des immobilisations incorporelles et le renversement de l'ajustement de la juste valeur des inventaires vendus issus de regroupements d'entreprises. Nous sommes d'avis qu'un grand nombre de nos lecteurs analysent la performance financière des activités de la Société en fonction de ces données financières non conformes aux IFRS puisqu'elles peuvent faciliter la comparaison entre les périodes. Ces mesures doivent être considérées comme un complément aux mesures de performance financière conformes aux IFRS. Elles ne s'y substituent pas et n'y sont pas supérieures.

Nous sommes également d'avis que les revenus ajustés, le résultat opérationnel avant amortissement ajusté, le résultat opérationnel ajusté, qui tient compte de l'incidence des investissements antérieurs en immobilisations corporelles et incorporelles, et le résultat net ajusté sont des indicateurs utiles de la performance de nos opérations. Par ailleurs, la direction utilise également certaines de ces données financières non conformes aux IFRS pour évaluer la performance de ses activités et de ses gestionnaires.

Quant à l'endettement net et au ratio d'endettement net, nous sommes d'avis qu'ils sont des indicateurs utiles pour mesurer l'effet de levier financier et la capacité de la Société à faire face à ses obligations financières.

Rapprochement des revenus - Quatrième trimestre et exercice

(en millions de dollars)	Trois mois clos le		Exercice clos le	
	28 octobre 2018	29 octobre 2017	28 octobre 2018	29 octobre 2017
Revenus	829,2 \$	527,2 \$	2 623,5 \$	2 007,2 \$
Reconnaissance accélérée des revenus reportés ⁽¹⁾	—	—	(102,1)	—
Revenus ajustés	829,2 \$	527,2 \$	2 521,4 \$	2 007,2 \$

(1) En lien avec l'entente conclue avec Hearst le 21 décembre 2017. Veuillez vous référer à la note 31, « Nouvelle entente avec Hearst », des états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 28 octobre 2018.

Rapprochement du résultat opérationnel - Quatrième trimestre et exercice

(en millions de dollars)	Trois mois clos le		Exercice clos le	
	28 octobre 2018	29 octobre 2017	28 octobre 2018	29 octobre 2017
Résultat opérationnel	105,5 \$	103,6 \$	367,6 \$	302,0 \$
Reconnaissance accélérée des revenus reportés ⁽¹⁾	—	—	(102,1)	—
Amortissement accéléré ⁽¹⁾	—	—	22,0	—
Frais de restructuration et autres coûts (gains)	8,6	(7,6)	8,6	(13,6)
Dépréciation d'actifs	—	2,4	6,6	4,9
Amortissement des immobilisations incorporelles issues de regroupements d'entreprises ⁽²⁾	17,5	4,0	44,6	17,4
Renversement de l'ajustement de la juste valeur des inventaires vendus issus de regroupements d'entreprises	—	—	9,5	—
Résultat opérationnel ajusté	131,6 \$	102,4 \$	356,8 \$	310,7 \$
Amortissement ⁽³⁾	30,6	20,9	124,5	86,0
Amortissement accéléré ⁽¹⁾	—	—	(22,0)	—
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté	162,2 \$	123,3 \$	459,3 \$	396,7 \$

(1) En lien avec l'entente conclue avec Hearst le 21 décembre 2017. Veuillez vous référer à la note 31, « Nouvelle entente avec Hearst », des états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 28 octobre 2018.

(2) Les immobilisations incorporelles issues de regroupements d'entreprises incluent les relations avec nos clients, nos marques de commerce et nos ententes de non-concurrence.

(3) L'amortissement présenté exclut celui des immobilisations incorporelles issues de regroupements d'entreprises présenté ci-dessus.

Rapprochement du résultat net - Quatrième trimestre

(en millions de dollars, sauf les données par actions)	Trois mois clos le			
	28 octobre 2018		29 octobre 2017	
	Total	Par action	Total	Par action
Résultat net	67,0 \$	0,76 \$	73,4 \$	0,95 \$
Frais de restructuration et autres coûts (gains), déduction faite des impôts y afférents	6,6	0,08	(6,8)	(0,09)
Dépréciation d'actifs, déduction faite des impôts y afférents	—	—	1,7	0,02
Amortissement des immobilisations incorporelles issues de regroupements d'entreprises, déduction faite des impôts y afférents ⁽¹⁾	13,4	0,15	2,7	0,03
Résultat net ajusté	87,0 \$	0,99 \$	71,0 \$	0,91 \$

(1) Les immobilisations incorporelles issues de regroupements d'entreprises incluent les relations avec nos clients, nos marques de commerce et nos ententes de non-concurrence.

Rapprochement du résultat net - Exercice

(en millions de dollars, sauf les données par actions)	Exercice clos le			
	28 octobre 2018		29 octobre 2017	
	Total	Par action	Total	Par action
Résultat net	213,4	\$ 2,59	211,5	\$ 2,74
Reconnaissance accélérée des revenus reportés, déduction faite des impôts y afférents ⁽¹⁾	(75,4)	(0,91)	—	—
Amortissement accéléré, déduction faite des impôts y afférents ⁽¹⁾	16,3	0,20	—	—
Frais de restructuration et autres coûts (gains), déduction faite des impôts y afférents	3,0	0,04	(12,8)	(0,17)
Dépréciation d'actifs, déduction faite des impôts y afférents	4,9	0,06	3,5	0,05
L'effet de la réforme fiscale américaine sur les impôts différés	36,6	0,44	—	—
Amortissement des immobilisations incorporelles issues de regroupements d'entreprises, déduction faite des impôts y afférents ⁽²⁾	33,4	0,40	11,5	0,14
Renversement de l'ajustement de la juste valeur des inventaires vendus issus de regroupements d'entreprises, déduction faite des impôts y afférents	7,2	0,09	—	—
Résultat net ajusté	239,4	\$ 2,91	213,7	\$ 2,76

(1) En lien avec l'entente conclue avec Hearst le 21 décembre 2017. Veuillez vous référer à la note 31, « Nouvelle entente avec Hearst », des états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 28 octobre 2018.

(2) Les immobilisations incorporelles issues de regroupements d'entreprises incluent les relations avec nos clients, nos marques de commerce et nos ententes de non-concurrence.

Rapprochement de l'endettement net

(en millions de dollars, sauf les ratios)	Au 28 octobre 2018	Au 29 octobre 2017
Dettes à long terme	1 209,8 \$	348,3 \$
Portion courante de la dette à long terme	251,2	—
Trésorerie	(40,5)	(247,1)
Endettement net	1 420,5 \$	101,2 \$
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté (12 derniers mois)	459,3 \$	396,7 \$
Ratio d'endettement net	3,1 x	0,3 x

Dividende

Le conseil d'administration de la Société a déclaré un dividende trimestriel de 0,21 \$ par action sur les actions à droit de vote subalterne catégorie A et sur les actions catégorie B. Ce dividende sera versé le 22 janvier 2019 aux détenteurs d'actions inscrits au registre de la Société à la fermeture des bureaux le 4 janvier 2019.

Conférence téléphonique

À l'occasion de la diffusion de ses résultats de l'exercice financier 2018, la Société tiendra une conférence téléphonique pour la communauté financière aujourd'hui à 16 h 15. Les numéros de téléphone sont le 1 647 788-4922 ou 1 877 223-4471. Les journalistes pourront suivre la conférence en mode « écoute seulement » ou écouter la diffusion audio simultanée sur le site Internet de TC Transcontinental, qui sera ensuite archivée pendant 30 jours. Pour toute demande d'information ou d'entrevue, les médias sont priés de communiquer avec Nathalie St-Jean, conseillère principale aux communications d'entreprise de TC Transcontinental, au 514 954-3581.

Profil

TC Transcontinental est un chef de file en emballage souple en Amérique du Nord et le plus important imprimeur au Canada. La Société est également un leader canadien dans ses activités de médias spécialisés. Depuis plus de 40 ans, TC Transcontinental a comme mission de créer des produits et services de qualité permettant aux entreprises d'attirer, de joindre et de fidéliser leur clientèle cible.

Le respect, le travail d'équipe, la performance et l'innovation sont les valeurs fortes de la Société et de ses employés. L'engagement de TC Transcontinental auprès de ses parties prenantes est d'agir de manière responsable dans la poursuite de ses activités d'affaires.

Transcontinental inc. (TSX : TCL.A/TCL.B), connue sous la marque TC Transcontinental, compte plus de 9000 employés, dont la majorité sont en poste au Canada, aux États-Unis et en Amérique latine. Ses revenus ont été d'environ 2,6 milliards de dollars canadiens pour l'exercice financier clos le 28 octobre 2018. Pour plus d'information, veuillez visiter le site web de TC Transcontinental au www.tc.tc.

Énoncés prospectifs

Nos communications publiques comprennent souvent des énoncés prospectifs, verbaux ou écrits, formulés d'après les attentes de la direction et assujettis à un certain nombre de risques et d'incertitudes intrinsèques, connus ou non. De par leur nature, les énoncés prospectifs reposent sur plusieurs hypothèses tant générales que spécifiques. La Société conseille aux lecteurs de ne pas se fier indûment à ces énoncés, car les résultats ou événements réels pourraient différer de façon importante des attentes exprimées ou sous-entendues dans ces énoncés prospectifs. De tels énoncés prospectifs peuvent comprendre des observations concernant les objectifs de la Société, sa stratégie, ses résultats financiers prévisionnels et des perspectives quant à ses activités. La performance future de la Société pourrait aussi être touchée par un certain nombre de facteurs, dont plusieurs sont hors du contrôle ou de la volonté de la Société. Ces facteurs incluent, entre autres, la conjoncture économique dans le monde, les changements structurels dans les industries où la Société exerce ses activités, le taux de change, la disponibilité des capitaux, les coûts des matières premières, la concurrence, la capacité de la Société à procéder à des transactions stratégiques et à intégrer efficacement les acquisitions à ses activités sans nuire à sa croissance et à sa rentabilité, tout en réalisant les synergies attendues, l'environnement politique, social, réglementaire et législatif, notamment en matière environnementale et de développement durable, la sécurité de ses produits d'emballage utilisés dans l'industrie de l'alimentation, l'innovation dans son offre, la protection de ses droits de propriété intellectuelle, la concentration de ses ventes dans certains segments, la cybersécurité et la protection des données, le recrutement et la rétention du talent dans certains secteurs géographiques et d'activités, la fiscalité, les taux d'intérêt et le niveau d'endettement. Les principaux risques, incertitudes et facteurs qui pourraient avoir une incidence sur les résultats réels sont décrits dans le *Rapport de gestion pour l'exercice clos le 28 octobre 2018* ainsi que dans la plus récente *Notice annuelle*.

Sauf indication contraire de la part de la Société, les énoncés prospectifs ne tiennent pas compte de l'effet potentiel d'éléments non récurrents ou d'autres éléments exceptionnels, ni de cessions, de regroupements d'entreprises ou de fusions ou acquisitions qui pourraient être annoncés après la date du 13 décembre 2018.

Les énoncés prospectifs contenus dans le présent communiqué sont faits conformément aux dispositions prévues dans les lois canadiennes applicables en matière de valeurs mobilières en matière d'exonération.

Les énoncés prospectifs présentés dans ce communiqué sont basés sur les attentes actuelles et sur les données disponibles au 13 décembre 2018. De tels énoncés prospectifs peuvent être également intégrés à d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation en matière de valeurs mobilières au Canada ou à toute autre communication. La direction de la Société décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser ces énoncés, à moins que les autorités ne l'exigent.

Pour renseignements :

Médias

Nathalie St-Jean
Conseillère principale aux communications d'entreprise
TC Transcontinental
Téléphone : 514 954-3581
nathalie.st-jean@tc.tc
www.tc.tc

Communauté financière

Mathieu Hébert
Directeur, Analyse financière et trésorerie
TC Transcontinental
Téléphone : 514 954-4029
mathieu.hebert@tc.tc
www.tc.tc

RAPPORT DE GESTION

Pour l'exercice clos le 28 octobre 2018

Le présent rapport de gestion a pour objectif d'aider le lecteur à mieux comprendre les activités, la stratégie de développement et les perspectives d'avenir de Transcontinental inc., notre façon de gérer les risques, ainsi que d'analyser les résultats et la situation financière de la Société pour l'exercice clos le 28 octobre 2018. Il devrait être lu de concert avec les informations contenues dans les états financiers consolidés annuels et les notes afférentes inclus dans le présent rapport. De l'information additionnelle relative à la Société, y compris son rapport annuel et sa notice annuelle, peut également être obtenue sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

Dans le cadre du présent document, à moins d'indication contraire, l'information financière présentée a été préparée selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») et le terme « dollar » ainsi que le symbole « \$ » désignent des dollars canadiens.

De plus, dans ce présent rapport de gestion, nous utilisons aussi certaines données financières non conformes aux IFRS, pour lesquelles une définition complète est présentée ci-dessous et pour lesquelles un rapprochement aux données financières conformes aux IFRS est présenté dans le tableau #2, à la section « Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS » et à la note 3, « Information sectorielle », des états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 28 octobre 2018. Au cours de l'exercice clos le 28 octobre 2018, la Société a mis à jour sa définition de certains termes présentés dans le tableau ci-dessous, qui exclut désormais l'amortissement des immobilisations incorporelles et le renversement de l'ajustement de la juste valeur des inventaires vendus issus de regroupements d'entreprises. Ces mesures doivent être considérées comme un complément aux mesures de performance financière conformes aux IFRS. Elles ne s'y substituent pas et n'y sont pas supérieures.

Termes utilisés	Définitions
Revenus ajustés	Revenus excluant la reconnaissance accélérée des revenus reportés ⁽¹⁾
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté	Résultat opérationnel avant amortissement excluant la reconnaissance accélérée des revenus reportés ⁽¹⁾ , les frais de restructuration et autres coûts (gains), la dépréciation d'actifs et le renversement de l'ajustement de la juste valeur des inventaires vendus issus de regroupements d'entreprises
Résultat opérationnel ajusté	Résultat opérationnel excluant la reconnaissance accélérée des revenus reportés ⁽¹⁾ , l'amortissement accéléré ⁽¹⁾ , les frais de restructuration et autres coûts (gains), la dépréciation d'actifs ainsi que l'amortissement des immobilisations incorporelles et le renversement de l'ajustement de la juste valeur des inventaires vendus issus de regroupements d'entreprises
Marge du résultat opérationnel ajusté	Résultat opérationnel ajusté divisé par les revenus ajustés
Impôts sur le résultat ajusté	Impôts sur le résultat excluant les impôts portant sur la reconnaissance accélérée des revenus reportés ⁽¹⁾ , l'amortissement accéléré ⁽¹⁾ , les frais de restructuration et autres coûts (gains), la dépréciation d'actifs, l'amortissement des immobilisations incorporelles et le renversement de l'ajustement de la juste valeur des inventaires vendus issus de regroupements d'entreprises ainsi que l'effet de la réforme fiscale américaine sur les impôts différés
Résultat net ajusté	Résultat net, excluant la reconnaissance accélérée des revenus reportés ⁽¹⁾ , l'amortissement accéléré ⁽¹⁾ , les frais de restructuration et autres coûts (gains), la dépréciation d'actifs, l'amortissement des immobilisations incorporelles et le renversement de l'ajustement de la juste valeur des inventaires vendus issus de regroupements d'entreprises, déduction faite des impôts sur le résultat y afférents, ainsi que l'effet de la réforme fiscale américaine sur les impôts différés
Endettement net	Somme de la dette à long terme et de la portion courante de la dette à long terme, déduction faite de la trésorerie
Ratio d'endettement net	Endettement net divisé par le résultat opérationnel avant amortissement ajusté des 12 derniers mois

(1) En lien avec l'entente conclue avec The Hearst Corporation le 21 décembre 2017. Veuillez vous référer à la note 31, « Nouvelle entente avec Hearst », des états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 28 octobre 2018.

Finalement, afin de faciliter la lecture de ce rapport, les termes « TC Transcontinental », « Transcontinental », « Société », « nous », « notre » et « nos » désignent tous Transcontinental inc. et ses filiales et coentreprises.

MISE EN GARDE AU SUJET DES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Nos communications publiques comprennent souvent des énoncés prospectifs, verbaux ou écrits, formulés d'après les attentes de la direction et assujettis à un certain nombre de risques et d'incertitudes intrinsèques, connus ou non. De par leur nature, les énoncés prospectifs reposent sur plusieurs hypothèses tant générales que spécifiques. La Société conseille aux lecteurs de ne pas se fier indûment à ces énoncés, car les résultats ou événements réels pourraient différer de façon importante des attentes exprimées ou sous-entendues dans ces énoncés prospectifs. Ces énoncés prospectifs comprennent notamment des énoncés relatifs à nos objectifs à moyen terme, nos perspectives, nos stratégies pour atteindre

ces objectifs, de même que des énoncés relatifs à nos opinions, projets, prévisions, attentes, estimations et intentions. Les mots « peuvent », « pourraient », « devraient », « seraient », « hypothèses », « plan », « stratégie », « perspectives », « croire », « projeter », « estimer », « chercher », « prévoir », « s'attendre à », « avoir l'intention », « objectif » et l'emploi du futur et du conditionnel, ainsi que les mots et expressions semblables, visent à dénoter des énoncés prospectifs. De tels énoncés prospectifs peuvent aussi comprendre des observations concernant les résultats financiers prévisionnels et les perspectives quant à ses activités et les économies où elle opère. La performance future de la Société pourrait également être touchée par un certain nombre de facteurs, dont plusieurs sont hors du contrôle ou de la volonté de la Société. Les principaux risques, incertitudes et facteurs qui pourraient avoir une incidence sur les résultats réels sont décrits dans le *Rapport de gestion pour l'exercice clos le 28 octobre 2018* et dans la plus récente notice annuelle.

Sauf indication contraire de la part de la Société, les énoncés prospectifs ne tiennent pas compte de l'effet potentiel d'éléments non récurrents ou d'autres éléments exceptionnels, ni de cessions, ni de regroupements d'entreprises, ni de fusions ou acquisitions qui pourraient être annoncées ou conclues après la date du 13 décembre 2018.

Ces énoncés prospectifs sont faits conformément aux dispositions prévues dans les lois canadiennes applicables en matière de valeurs mobilières en matière d'exonération.

Les énoncés prospectifs présentés dans ce rapport de gestion sont basés sur les attentes actuelles et sur les données disponibles au 13 décembre 2018. Des énoncés prospectifs peuvent être également intégrés à d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation en matière de valeurs mobilières au Canada ou à toute autre communication. La direction de la Société décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser ces énoncés, à moins que les autorités ne l'exigent.

PROFIL DE TC TRANSCONTINENTAL

TC Transcontinental est un chef de file en emballage souple en Amérique du Nord et le plus important imprimeur au Canada. La Société est également un leader canadien dans ses activités de médias spécialisés. Depuis plus de 40 ans, TC Transcontinental a comme mission de créer des produits et services de qualité permettant aux entreprises d'attirer, de joindre et de fidéliser leur clientèle cible.

Le respect, le travail d'équipe, la performance et l'innovation sont les valeurs fortes de la Société et de ses employés. L'engagement de TC Transcontinental auprès de ses parties prenantes est d'agir de manière responsable dans la poursuite de ses activités d'affaires.

Transcontinental inc. (TSX : TCL.A TCL.B), connue sous la marque TC Transcontinental, compte plus de 9000 employés, dont la majorité sont en poste au Canada, aux États-Unis et en Amérique latine. Ses revenus ont été d'environ 2,6 milliards de dollars canadiens pour l'exercice financier clos le 28 octobre 2018. Pour plus d'information, veuillez visiter le site web de TC Transcontinental au www.tc.tc.

PRÉAMBULE

À compter du troisième trimestre de 2018, en lien avec les changements dans la structure organisationnelle et à la suite de l'acquisition de Coveris Americas, les secteurs d'activité de la Société ont été modifiés. La direction regroupe désormais ses activités en trois secteurs, soit ceux de l'emballage, de l'impression et des médias. La Société a procédé au retraitement de l'information sectorielle correspondante pour les périodes antérieures. Les activités d'impression et d'emballage étaient présentées auparavant sous le secteur de l'impression et de l'emballage. Le secteur des médias, qui était présenté séparément dans le passé, est maintenant regroupé avec certains coûts du siège social ainsi qu'avec l'élimination des ventes intersectorielles sous la rubrique Autres.

Le secteur de l'emballage

TC Emballages Transcontinental, le secteur de l'emballage de TC Transcontinental, se positionne comme un chef de file nord-américain en emballage souple et œuvre également au Guatemala, au Mexique, en Équateur, au Royaume-Uni, en Nouvelle-Zélande et en Chine. Ce secteur compte plus de 4000 employés, dont la majorité sont en poste aux États-Unis. Sa plateforme comprend un atelier de prémédia et 28 usines de production qui se spécialisent dans l'extrusion, le laminage, l'impression et la transformation. TC Emballages Transcontinental offre une vaste gamme de produits de plastique souple et de produits de papier, y compris des pellicules en rouleaux, des sacs et sachets, des films et sacs thermorétractables, et des revêtements spécialisés. Ce secteur dessert des marchés variés, notamment ceux des produits laitiers, du café, de la viande et de la volaille, de la nourriture pour animaux, de l'agriculture, des boissons, de la confiserie, des produits industriels, des produits de consommation et des supermarchés.

Le secteur de l'impression

TC Imprimeries Transcontinental, le secteur de l'impression de TC Transcontinental, est le premier imprimeur au Canada et l'un des plus importants en Amérique du Nord. Ce secteur compte plus de 4300 employés et dispose d'un réseau de 16 usines à la fine pointe de la technologie. TC Imprimeries Transcontinental propose une offre de services intégrée pour les détaillants, incluant les services de prémédia, l'impression de circulaires et de produits marketing sur le lieu de vente, et la distribution de porte en porte par l'entremise du Publisac au Québec, et de Targeo, un service pancanadien de courtage en distribution. Ce secteur offre aussi une gamme de solutions d'impression novatrices en matière de journaux, de magazines, de livres en couleurs et de produits marketing personnalisés et de masse.

Le secteur des médias

TC Media, le secteur des médias de TC Transcontinental, est un leader dans ses activités de médias spécialisés au Canada, avec des marques phares pour les milieux des affaires, de la finance et de la construction, incluant un volet événementiel. Ce secteur, qui emploie plus de 350 personnes, se positionne également comme le plus important éditeur d'ouvrages pédagogiques de langue française au Canada.

FAITS SAILLANTS DE L'EXERCICE 2018

Tableau #1 :

(en millions de dollars, sauf les données par action)	2018	2017	Variation en \$	Variation en %
Revenus	2 623,5 \$	2 007,2 \$	616,3 \$	30,7 %
Revenus ajustés ⁽¹⁾	2 521,4	2 007,2	514,2	25,6
Résultat opérationnel avant amortissement	536,7	405,4	131,3	32,4
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté ⁽¹⁾	459,3	396,7	62,6	15,8
Résultat opérationnel	367,6	302,0	65,6	21,7
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾	356,8	310,7	46,1	14,8
Résultat net	213,4	211,5	1,9	0,9
Résultat net par action	2,59	2,74	(0,15)	(5,5)
Résultat net ajusté ⁽¹⁾	239,4	213,7	25,7	12,0
Résultat net ajusté par action ⁽¹⁾	2,91	2,76	0,15	5,4

(1) Veuillez consulter le tableau #2 dans la section « Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS » dans le présent Rapport de gestion pour les données ajustées présentées ci-dessus.

- Les revenus ont augmenté de 616,3 millions de dollars, soit de 30,7 %, passant de 2 007,2 millions de dollars à 2 623,5 millions principalement en raison de l'acquisition transformationnelle de Coveris Americas complétée le 1^{er} mai dernier qui a été partiellement atténuée par la vente de nos actifs médias de journaux locaux et régionaux au Québec et la vente de nos activités d'impression de notre usine de Fremont en Californie. Les revenus ajustés, qui excluent la reconnaissance accélérée des revenus reportés de 102,1 millions de dollars, ont augmenté de 514,2 millions, soit de 25,6 %, passant de 2 007,2 millions à 2 521,4 millions.
- Le résultat opérationnel a augmenté de 65,6 millions de dollars, soit de 21,7 %, passant de 302,0 millions de dollars à 367,6 millions principalement en raison de la reconnaissance accélérée des revenus reportés qui a été en partie contrebalancée par l'effet défavorable des frais de restructuration et autres coûts (gains) ainsi qu'à l'amortissement accéléré d'équipements à notre usine d'impression de Fremont en Californie. En ce qui a trait au résultat opérationnel ajusté, il est passé de 310,7 millions de dollars à 356,8 millions, soit une hausse de 46,1 millions de dollars ou de 14,8 %, principalement en raison de l'acquisition de Coveris Americas.
- Le résultat net a augmenté de 1,9 million de dollars, soit de 0,9 %, passant de 211,5 millions de dollars à 213,4 millions. Par action, il est passé de 2,74 \$ à 2,59 \$, en raison de l'effet de l'émission de 10,8 millions d'actions à droit de vote subalterne catégorie A. En ce qui a trait au résultat net ajusté, il a augmenté de 25,7 millions de dollars, soit de 12,0 %, passant de 213,7 millions de dollars à 239,4 millions surtout en raison de l'acquisition de Coveris Americas, contrebalancée par des frais financiers plus élevés découlant de cette acquisition. Par action, il est passé de 2,76 \$ à 2,91 \$.
- Le 1^{er} mai 2018, TC Transcontinental a conclu l'acquisition de Coveris Americas, devenant ainsi un chef de file nord-américain en emballage souple. L'entreprise a ainsi acquis 21 installations de production situées aux États-Unis, au Canada, au Guatemala, au Mexique, en Équateur, au Royaume-Uni, en Nouvelle-Zélande et en Chine pour 1,32 milliard de dollars américains (1,69 milliard de dollars canadiens) et a accueilli 3100 employés.

- La Société a financé la contrepartie d'achat, de même que les frais liés à l'acquisition de Coveris Americas au moyen de la combinaison: 1) de liquidités pour un total de 228,0 millions de dollars; 2) d'un montant prélevé sur les facilités de crédit existantes pour un montant de 222,3 millions de dollars; 3) d'un montant prélevé sur de nouvelles facilités de crédit pour un montant de 965,0 millions de dollars (750,0 millions de dollars américains); et 4) du produit net d'un placement auprès du public par voie de prise ferme portant sur des reçus de souscription de 274,9 millions de dollars.
- Conclusion d'une entente avec The Hearst Corporation aux termes de laquelle la Société lui a transféré, le 2 avril 2018, l'impression du *San Francisco Chronicle*. TC Transcontinental a reçu un paiement en espèces de 42,8 millions de dollars américains à titre de compensation pour la résiliation du contrat d'impression avant terme, pour la vente de certains de ses équipements d'impression ainsi que pour les services de transition.
- Finalisation du processus de vente des journaux locaux et régionaux du Québec, ainsi que des propriétés Web s'y rattachant.

RAPPROCHEMENT DES DONNÉES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS

(non auditées)

Les données financières ont été préparées en conformité avec les IFRS. Cependant, les données financières utilisées, soit les revenus ajustés, le résultat opérationnel avant amortissement ajusté, le résultat opérationnel ajusté, le résultat net ajusté, le résultat net par action ajusté, l'endettement net et le ratio d'endettement net, pour lesquelles un rapprochement est présenté au tableau ci-après, ne sont pas définies par les IFRS et pourraient être calculées différemment par d'autres entreprises. Au cours du troisième trimestre de 2018, la Société a mis à jour sa définition de certains termes présentés dans les tableaux ci-après, qui exclut désormais l'amortissement des immobilisations incorporelles et le renversement de l'ajustement de la juste valeur des inventaires vendus issus de regroupements d'entreprises. Nous sommes d'avis qu'un grand nombre de nos lecteurs analysent la performance financière des activités de la Société en fonction de ces données financières non conformes aux IFRS puisqu'elles peuvent faciliter la comparaison entre les périodes. Ces mesures doivent être considérées comme un complément aux mesures de performance financière conformes aux IFRS. Elles ne s'y substituent pas et n'y sont pas supérieures.

Nous sommes également d'avis que les revenus ajustés, le résultat opérationnel avant amortissement ajusté, le résultat opérationnel ajusté, qui tient compte de l'incidence des investissements antérieurs en immobilisations corporelles et incorporelles, et le résultat net ajusté sont des indicateurs utiles de la performance de nos opérations. Par ailleurs, la direction utilise également certaines de ces données financières non conformes aux IFRS pour évaluer la performance de ses activités et de ses gestionnaires.

Quant à l'endettement net et au ratio d'endettement net, nous sommes d'avis qu'ils sont des indicateurs utiles pour mesurer l'effet de levier financier et la capacité de la Société à faire face à ses obligations financières.

Tableau #2 :

Rapprochement des revenus - Quatrième trimestre et exercice

(en millions de dollars)	Trois mois clos le		Exercice clos le	
	28 octobre 2018	29 octobre 2017	28 octobre 2018	29 octobre 2017
Revenus	829,2 \$	527,2 \$	2 623,5 \$	2 007,2 \$
Reconnaissance accélérée des revenus reportés ⁽¹⁾	—	—	(102,1)	—
Revenus ajustés	829,2 \$	527,2 \$	2 521,4 \$	2 007,2 \$

(1) En lien avec l'entente conclue avec Hearst le 21 décembre 2017. Veuillez vous référer à la note 31, « Nouvelle entente avec Hearst », des états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 28 octobre 2018.

Rapprochement du résultat opérationnel - Quatrième trimestre et exercice

(en millions de dollars)	Trois mois clos le		Exercice clos le	
	28 octobre 2018	29 octobre 2017	28 octobre 2018	29 octobre 2017
Résultat opérationnel	105,5 \$	103,6 \$	367,6 \$	302,0 \$
Reconnaissance accélérée des revenus reportés ⁽¹⁾	—	—	(102,1)	—
Amortissement accéléré ⁽¹⁾	—	—	22,0	—
Frais de restructuration et autres coûts (gains)	8,6	(7,6)	8,6	(13,6)
Dépréciation d'actifs	—	2,4	6,6	4,9
Amortissement des immobilisations incorporelles issues de regroupements d'entreprises ⁽²⁾	17,5	4,0	44,6	17,4
Renversement de l'ajustement de la juste valeur des inventaires vendus issus de regroupements d'entreprises	—	—	9,5	—
Résultat opérationnel ajusté	131,6 \$	102,4 \$	356,8 \$	310,7 \$
Amortissement ⁽³⁾	30,6	20,9	124,5	86,0
Amortissement accéléré ⁽¹⁾	—	—	(22,0)	—
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté	162,2 \$	123,3 \$	459,3 \$	396,7 \$

(1) En lien avec l'entente conclue avec Hearst le 21 décembre 2017. Veuillez vous référer à la note 31, « Nouvelle entente avec Hearst », des états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 28 octobre 2018.

(2) Les immobilisations incorporelles issues de regroupements d'entreprises incluent les relations avec nos clients, nos marques de commerce et nos ententes de non-concurrence.

(3) L'amortissement présenté exclut celui des immobilisations incorporelles issues de regroupements d'entreprises présenté ci-dessus.

Rapprochement du résultat net - Exercice

(en millions de dollars, sauf les données par actions)	Exercice clos le			
	28 octobre 2018		29 octobre 2017	
	Total	Par action	Total	Par action
Résultat net	213,4 \$	2,59 \$	211,5 \$	2,74 \$
Reconnaissance accélérée des revenus reportés, déduction faite des impôts y afférents ⁽¹⁾	(75,4)	(0,91)	—	—
Amortissement accéléré, déduction faite des impôts y afférents ⁽¹⁾	16,3	0,20	—	—
Frais de restructuration et autres coûts (gains), déduction faite des impôts y afférents	3,0	0,04	(12,8)	(0,17)
Dépréciation d'actifs, déduction faite des impôts y afférents	4,9	0,06	3,5	0,05
L'effet de la réforme fiscale américaine sur les impôts différés	36,6	0,44	—	—
Amortissement des immobilisations incorporelles issues de regroupements d'entreprises, déduction faite des impôts y afférents ⁽²⁾	33,4	0,40	11,5	0,14
Renversement de l'ajustement de la juste valeur des inventaires vendus de regroupements d'entreprises, déduction faite des impôts y afférents	7,2	0,09	—	—
Résultat net ajusté	239,4 \$	2,91 \$	213,7 \$	2,76 \$

(1) En lien avec l'entente conclue avec Hearst le 21 décembre 2017. Veuillez vous référer à la note 31, « Nouvelle entente avec Hearst », des états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 28 octobre 2018.

(2) Les immobilisations incorporelles issues de regroupements d'entreprises incluent les relations avec nos clients, nos marques de commerce et nos ententes de non-concurrence.

Rapprochement du résultat net - Quatrième trimestre

(en millions de dollars, sauf les données par actions)	Trois mois clos le			
	28 octobre 2018		29 octobre 2017	
	Total	Par action	Total	Par action
Résultat net	67,0 \$	0,76 \$	73,4 \$	0,95 \$
Frais de restructuration et autres coûts (gains), déduction faite des impôts y afférents	6,6	0,08	(6,8)	(0,09)
Dépréciation d'actifs, déduction faite des impôts y afférents	—	—	1,7	0,02
Amortissement des immobilisations incorporelles issues de regroupements d'entreprises, déduction faite des impôts y afférents ⁽¹⁾	13,4	0,15	2,7	0,03
Résultat net ajusté	87,0 \$	0,99 \$	71,0 \$	0,91 \$

(1) Les immobilisations incorporelles issues de regroupements d'entreprises incluent les relations avec nos clients, nos marques de commerce et nos ententes de non-concurrence.

Rapprochement de l'endettement net

(en millions de dollars, sauf les ratios)	Au 28 octobre 2018	Au 29 octobre 2017
Dette à long terme	1 209,8 \$	348,3 \$
Portion courante de la dette à long terme	251,2	—
Trésorerie	(40,5)	(247,1)
Endettement net	1 420,5 \$	101,2 \$
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté (12 derniers mois)	459,3 \$	396,7 \$
Ratio d'endettement net	3,1 x	0,3 x

ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS - EXERCICE

Revenus

Les revenus ont augmenté de 616,3 millions de dollars, soit de 30,7 %, passant de 2 007,2 millions de dollars au cours de l'exercice de 2017 à 2 623,5 millions pour la même période en 2018. Cette hausse est principalement attribuable à la contribution des acquisitions, notamment celle de Coveris Americas, ainsi qu'à l'effet favorable de la reconnaissance accélérée des revenus reportés d'un montant de 102,1 millions de dollars en lien avec l'entente conclue avec Hearst en décembre 2017. Cette hausse a été partiellement contrebalancée par l'effet des cessions et fermetures, l'effet défavorable du taux de change et, dans une moindre mesure, par la décroissance interne des revenus dans certains créneaux du secteur de l'impression. En excluant l'effet favorable de la reconnaissance accélérée des revenus reportés, les revenus ajustés ont augmenté de 514,2 millions de dollars, soit de 25,6 %, pour atteindre 2 521,4 millions de dollars. Une analyse plus approfondie des revenus ajustés est présentée à la section « Analyse des résultats sectoriels - exercice ».

Charges opérationnelles et autres charges

Les charges opérationnelles ont augmenté de 461,1 millions de dollars, soit de 28,6 %, au cours de l'exercice de 2018, comparativement à la même période en 2017. En excluant la charge pour la rémunération à base d'actions, qui a diminué de 18,9 millions de dollars en raison de la variation du prix de l'action au cours de ces mêmes périodes, les charges opérationnelles ont augmenté de 480,0 millions de dollars, soit de 29,8 %. Cette hausse est surtout attribuable aux charges opérationnelles de Coveris Americas.

Les frais de restructuration et autres coûts (gains) sont passés d'un gain de 13,6 millions de dollars au cours de l'exercice de 2017 à une charge de 8,6 millions pour la même période en 2018. L'effet défavorable est surtout attribuable à des coûts d'acquisition et d'intégration de 26,0 millions de dollars liés à la transaction de Coveris Americas, partiellement contrebalancés par des gains plus élevés reliés à la vente de certaines activités médias en 2018.

La charge de dépréciation d'actifs a augmenté de 1,7 million de dollars, passant de 4,9 millions de dollars au cours de l'exercice de 2017 à 6,6 millions pour la même période en 2018. Cette hausse est surtout attribuable à l'enregistrement d'une charge de dépréciation des immobilisations corporelles en lien avec la fermeture d'une usine du secteur de l'impression en 2018.

L'amortissement a augmenté de 65,7 millions de dollars, passant de 103,4 millions de dollars au cours de l'exercice de 2017 à 169,1 millions pour la même période en 2018, surtout en raison de l'acquisition de Coveris Americas et de l'amortissement accéléré en lien avec l'entente conclue avec Hearst.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel a augmenté de 65,6 millions de dollars, soit de 21,7 %, passant de 302,0 millions de dollars au cours de l'exercice de 2017 à 367,6 millions pour la même période en 2018. Cette hausse est surtout attribuable à l'effet favorable de la reconnaissance accélérée des revenus reportés qui a été en partie contrebalancée par l'effet défavorable des frais de restructuration et autres coûts (gains) ainsi que par l'amortissement accéléré d'équipements à notre usine d'impression de Fremont en Californie. Le résultat opérationnel ajusté a augmenté de 46,1 millions de dollars, soit de 14,8 %, passant de 310,7 millions de dollars à 356,8 millions pour la même période en 2018. Une analyse plus approfondie du résultat opérationnel ajusté est présentée à la section « Analyse des résultats sectoriels - exercice ».

Frais financiers nets

Les frais financiers nets ont augmenté de 18,8 millions de dollars, passant de 17,7 millions de dollars au cours de l'exercice de 2017 à 36,5 millions pour la même période en 2018. Cette hausse est surtout attribuable à l'augmentation de la dette à compter du troisième trimestre de 2018, partiellement contrebalancée par une hausse des revenus d'intérêt et des gains nets de change plus élevés.

Impôts sur le résultat

Les impôts sur le résultat ont augmenté de 44,7 millions de dollars, passant de 73,1 millions de dollars au cours de l'exercice 2017 à 117,8 millions pour la même période en 2018, en raison de la hausse du résultat opérationnel et de l'effet de la réforme fiscale américaine sur les impôts différés. Le 22 décembre 2017, une réforme fiscale aux États-Unis, soit la loi intitulée *Tax Cuts and Jobs Act*, est entrée en vigueur. Celle-ci réduit le taux d'impôt statutaire fédéral des sociétés aux États-Unis à partir du 1^{er} janvier 2018, le faisant passer d'un taux progressif pouvant aller jusqu'à 35 % à un taux fixe de 21 %, qui a eu pour effet de réduire de 36,6 millions la valeur des actifs d'impôts différés reconnus précédemment. En ce qui a trait aux impôts sur le résultat ajusté, ils s'établissent à 81,2 millions de dollars au cours de l'exercice 2018, soit un taux d'imposition effectif de 25,4 %, comparativement à 79,6 millions de dollars pour la même période de 2017, ou un taux d'imposition effectif de 27,0 %. Cette baisse du taux d'imposition effectif est surtout attribuable à la baisse du taux d'impôt statutaire fédéral aux États-Unis ainsi qu'à la répartition géographique du résultat avant impôts.

Résultat net

Le résultat net a augmenté de 1,9 million de dollars, soit de 0,9 %, passant de 211,5 millions de dollars au cours de l'exercice de 2017 à 213,4 millions pour la même période en 2018. Cette hausse est surtout attribuable à l'augmentation du résultat opérationnel, partiellement contrebalancée par des impôts sur le résultat et des frais financiers plus élevés. Par action, le résultat net est passé de 2,74 \$ à 2,59 \$ principalement en raison de l'effet de l'émission de 10,8 millions d'actions à droit de vote subalterne catégorie A de la Société au début du troisième trimestre de 2018. En ce qui a trait au résultat net ajusté, il a augmenté de 25,7 millions de dollars, soit de 12,0 %, passant de 213,7 millions de dollars au cours de l'exercice 2017 à 239,4 millions pour la même période en 2018. Par action, le résultat net ajusté est passé de 2,76 \$ à 2,91 \$ en raison du résultat opérationnel ajusté plus élevé, partiellement contrebalancé par des frais financiers plus élevés ainsi que par l'effet de l'émission de 10,8 millions d'actions à droit de vote subalterne catégorie A de la Société au début du troisième trimestre de 2018.

ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS - QUATRIÈME TRIMESTRE

Revenus

Les revenus ont augmenté de 302,0 millions de dollars, soit de 57,3 %, passant de 527,2 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017 à 829,2 millions pour la même période en 2018. Cette hausse est principalement attribuable à l'acquisition de Coveris Americas complétée le 1^{er} mai dernier et, dans une moindre mesure, à l'effet favorable de l'augmentation du prix de certains types de papier au sein du secteur de l'impression. Cette hausse a été légèrement atténuée par l'effet des cessions des journaux locaux, de la vente de nos activités d'impression en Californie à Hearst ainsi que de la décroissance interne des revenus dans certains créneaux du secteur de l'impression.

Charges opérationnelles et autres charges

Les charges opérationnelles ont augmenté de 263,1 millions de dollars au quatrième trimestre de 2018, soit de 65,1 %, comparativement à la même période en 2017. Cette augmentation est surtout attribuable à l'effet des acquisitions, plus particulièrement celle de Coveris Americas. En excluant la charge pour la rémunération à base d'actions, qui a diminué de 13,1 millions de dollars en raison de la variation du prix de l'action au cours de ces mêmes périodes, les charges opérationnelles ont augmenté de 276,2 millions de dollars, soit de 68,4 %.

Les frais de restructuration et autres coûts (gains) sont passés d'un gain de 7,6 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017 à une charge de 8,6 millions au quatrième trimestre de 2018. L'effet défavorable est principalement attribuable à des gains réalisés lors de la vente de journaux locaux au sein de notre secteur des médias en 2017 ainsi qu'à des coûts engagés dans le cadre de l'acquisition et de l'intégration de Coveris Americas au quatrième trimestre de 2018.

Aucune charge de dépréciation d'actifs n'a été enregistrée au quatrième trimestre de 2018 comparativement à une charge de 2,4 millions au trimestre correspondant en 2017. Cette charge était relative à du matériel de production et à des immobilisations incorporelles au sein des activités d'édition de journaux dans le secteur des médias.

L'amortissement a augmenté de 23,2 millions de dollars, passant de 24,9 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017 à 48,1 millions au quatrième trimestre de 2018, principalement en raison de Coveris Americas.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel a augmenté de 1,9 million de dollars, soit de 1,8 %, passant de 103,6 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017 à 105,5 millions au quatrième trimestre de 2018. Cette augmentation est surtout attribuable à la baisse de la charge de rémunération à base d'actions et à l'effet de l'acquisition de Coveris Americas qui ont été partiellement contrebalancés par l'effet défavorable des frais de restructuration et autres coûts (gains) expliqués à la rubrique précédente. Par ailleurs, le résultat opérationnel ajusté a augmenté de 29,2 millions de dollars, soit de 28,5 %, passant de 102,4 millions de dollars à 131,6 millions. Une analyse plus approfondie du résultat opérationnel ajusté est présentée à la section « Analyse des résultats sectoriels - quatrième trimestre ».

Frais financiers nets

Les frais financiers nets ont augmenté de 11,7 millions de dollars, passant de 4,3 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017 à 16,0 millions au quatrième trimestre de 2018, principalement en raison de l'augmentation de la dette à long terme afin de financer l'acquisition de Coveris Americas, légèrement contrebalancée par le renversement de frais financiers relativement à une révision d'avis de cotation.

Impôts sur le résultat

Les impôts sur le résultat ont diminué de 3,7 millions de dollars, passant de 26,2 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017 à 22,5 millions au quatrième trimestre de 2018 en raison de la baisse du résultat avant quote-part du résultat net dans des coentreprises et impôts sur le résultat. En ce qui a trait aux impôts sur le résultat ajusté, ils sont passés de 27,4 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017, soit un taux d'imposition effectif de 27,9 %, à 28,9 millions de dollars au quatrième trimestre de 2018, ou un taux d'imposition effectif de 24,9 %. Cette baisse du taux d'imposition effectif est surtout attribuable à la répartition géographique du résultat avant impôts ainsi qu'à la baisse du taux d'impôt statutaire fédéral aux États-Unis.

Résultat net

Le résultat net a diminué de 6,4 millions de dollars, soit de 8,7 %, passant de 73,4 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017 à 67,0 millions au quatrième trimestre de 2018. Ce recul est surtout attribuable à des frais financiers plus élevés, partiellement contrebalancés par une diminution des impôts sur le résultat et une légère augmentation du résultat opérationnel. Par action, le résultat net est passé de 0,95 \$ à 0,76 \$ en raison des éléments précités, mais aussi en raison de l'effet de l'émission de 10,8 millions d'actions à droit de vote subalterne catégorie A de la Société. En ce qui a trait au résultat net ajusté, il a augmenté de 16,0 millions de dollars, soit de 12,0 %, passant de 71,0 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017 à 87,0 millions au quatrième trimestre de 2018, majoritairement en raison de la hausse du résultat opérationnel ajusté, partiellement contrebalancée par une hausse des frais financiers. Par action, le résultat net ajusté est passé de 0,91 \$ à 0,99 \$ en raison de la hausse du résultat net ajusté qui a été partiellement contrebalancée par l'effet de l'émission de 10,8 millions d'actions à droit de vote subalterne catégorie A de la Société.

ANALYSE DES RÉSULTATS SECTORIELS - EXERCICE

(non audités)

Tableau #3 :

(en millions de dollars)	Secteur de l'emballage	Secteur de l'impression	Autres	Résultats consolidés
Revenus ajustés ⁽¹⁾ - Exercice clos le 29 octobre 2017	308,2 \$	1 501,0 \$	198,0 \$	2 007,2 \$
Acquisitions/cessions et fermetures	670,3	(44,9)	(103,0)	522,4
Activités existantes				
Fin de la reconnaissance des revenus reportés des contrats d'impression de <i>La Presse</i> et <i>The Globe and Mail</i> dans les Maritimes	—	(9,8)	—	(9,8)
Taux de change	(5,7)	(2,7)	—	(8,4)
Croissance interne (décroissance)	3,8	(0,5)	6,7	10,0
Revenus ajustés ⁽¹⁾ - Exercice clos le 28 octobre 2018	976,6 \$	1 443,1 \$	101,7 \$	2 521,4 \$
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾ - Exercice clos le 29 octobre 2017	28,0 \$	305,8 \$	(23,1) \$	310,7 \$
Acquisitions/cessions et fermetures	53,6	(19,3)	(10,9)	23,4
Activités existantes				
Fin de la reconnaissance des revenus reportés des contrats d'impression de <i>La Presse</i> et <i>The Globe and Mail</i> dans les Maritimes	—	(9,8)	—	(9,8)
Taux de change	(0,5)	(0,1)	—	(0,6)
Rémunération à base d'actions	—	—	18,9	18,9
Croissance interne (décroissance)	(1,5)	0,7	15,0	14,2
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾ - Exercice clos le 28 octobre 2018	79,6 \$	277,3 \$	(0,1) \$	356,8 \$

(1) Veuillez consulter le tableau #2 dans la section « Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS » dans le présent Rapport de gestion pour les données ajustées présentées ci-dessus.

Note : Retraitement de données aux lignes Acquisitions/cessions et fermetures ainsi que Croissance interne (décroissance) relativement à l'effet de la fin de la reconnaissance des revenus reportés en ce qui a trait aux contrats d'impression de journaux, soit *San Francisco Chronicle*, *La Presse* et *The Globe and Mail* dans les Maritimes.

Secteur de l'emballage

Les revenus du secteur de l'emballage ont augmenté de 668,4 millions de dollars, passant de 308,2 millions de dollars au cours de l'exercice 2017 à 976,6 millions pour la même période en 2018. Cette hausse est surtout attribuable à la contribution de l'acquisition de Coveris Americas et, dans une moindre mesure, de celles de Multifilm Packaging et de Les Industries Flexipak. La croissance interne des revenus découlant de l'augmentation de volume au sein de nos activités existantes a été plus que contrebalancée par l'effet défavorable de la variation du taux de change.

Le résultat opérationnel ajusté a augmenté de 51,6 millions de dollars, passant de 28,0 millions de dollars au cours de l'exercice 2017 à 79,6 millions pour la même période en 2018. Cette hausse est attribuable à la contribution de nos acquisitions, plus particulièrement celle de Coveris Americas complétée le 1^{er} mai dernier. En ce qui a trait à cette dernière, les marges bénéficiaires sont inférieures à celles de nos activités existantes, ce qui eu comme effet de réduire la marge du résultat opérationnel ajusté du secteur, qui est passée de 9,1 % au cours de l'exercice 2017 à 8,2 % pour la même période en 2018. Finalement, en ce qui a trait à la décroissance interne, la hausse du coût des matières premières combinée à l'ajout de capacité manufacturière ont plus que contrebalancé l'effet favorable de la croissance interne des revenus.

Secteur de l'impression

Les revenus ajustés du secteur de l'impression ont diminué de 57,9 millions de dollars, soit de 3,9 %, passant de 1 501,0 millions de dollars au cours de l'exercice de 2017 à 1 443,1 millions pour la même période en 2018. Cette baisse s'explique principalement par l'effet défavorable de 44,9 millions de dollars lié à la vente de nos activités d'impression de journaux à Hearst, incluant l'effet non monétaire défavorable de 19,1 millions de dollars relativement à la fin de la reconnaissance des revenus reportés (tableau #4). De plus, la fin de la reconnaissance des revenus reportés pour les journaux *La Presse* et *The Globe and Mail* dans les Maritimes a eu un effet non monétaire défavorable de 9,8 millions de dollars au cours de l'exercice 2018 (tableau #4). Excluant les éléments précités ainsi que l'effet de change défavorable, les revenus ont légèrement diminué de 0,5 million de dollars principalement en raison d'une baisse du volume d'impression dans certains créneaux, en lien avec les mêmes tendances qu'observées au cours des derniers exercices, partiellement contrebalancée par les revenus de transition et de location provenant de Hearst ainsi

que la hausse du coût de certains types de papier. En ce qui a trait aux revenus attribuables à notre offre de services aux détaillants canadiens, ils sont demeurés relativement stables.

Le résultat opérationnel ajusté a diminué de 28,5 millions de dollars, soit de 9,3 %, passant de 305,8 millions de dollars au cours de l'exercice de 2017 à 277,3 millions pour la même période en 2018. Cette baisse s'explique principalement par l'effet défavorable de 19,3 millions de dollars lié à la vente de nos activités d'impression de journaux à Hearst, incluant l'effet non monétaire de 19,1 millions de dollars (tableau #4), ainsi que par l'effet défavorable de la reconnaissance des revenus reportés liés à la fin des contrats d'impression de *La Presse* et *The Globe and Mail* dans les Maritimes de 9,8 millions de dollars (tableau #4). Excluant les éléments précités ainsi que l'effet de change défavorable, le résultat opérationnel ajusté a augmenté de 0,7 million de dollars. Cette légère hausse est principalement due à des revenus de transition et de location provenant de Hearst ainsi qu'à la fermeture d'une usine à Montréal en janvier 2018, combinés à d'autres mesures d'efficacité opérationnelle qui ont plus que contrebalancé le recul des revenus des autres créneaux du secteur de l'impression expliqué précédemment. La marge du résultat opérationnel ajusté du secteur est ainsi passée de 20,4 % au cours de l'exercice de 2017 à 19,2 % pour la même période en 2018. En excluant l'effet non monétaire défavorable de la reconnaissance des revenus reportés en 2018, la marge du résultat opérationnel ajusté aurait augmenté à 20,8 %.

Tableau #4 :

Le tableau ci-dessous présente l'effet non monétaire sur les revenus et sur le résultat opérationnel ajusté de la reconnaissance des revenus reportés découlant des contrats d'impression du *San Francisco Chronicle*, *La Presse* et *The Globe and Mail* dans les Maritimes, du premier trimestre de 2018 jusqu'au deuxième trimestre de 2019. Cette reconnaissance de revenus reportés provient du fait que la Société a encaissé plus de 260,0 millions de dollars de ces clients entre décembre 2012 et décembre 2015 qui ont été reconnus sur la durée restante respective de leur contrat en contrepartie de la modification de certaines clauses.

(en millions de dollars)	2018					2019	
	T1	T2	T3	T4	Cumul.	T1	T2
Contrat d'impression du <i>San Francisco Chronicle</i> ⁽¹⁾							
Exercice précédent	8,5 \$	7,7 \$	7,9 \$	7,3 \$	31,4 \$	7,9 \$	4,4 \$
Exercice courant	7,9	4,4	—	—	12,3	—	—
Variation nette défavorable	0,6 \$	3,3 \$	7,9 \$	7,3 \$	19,1 \$	7,9 \$	4,4 \$
Contrats d'impression de <i>La Presse</i> et <i>The Globe and Mail</i> dans les Maritimes ⁽²⁾							
Exercice précédent	2,9 \$	2,9 \$	4,5 \$	5,8 \$	16,1 \$	3,0 \$	1,1 \$
Exercice courant	3,0	1,1	1,1	1,1	6,3	1,0	1,0
Variation nette défavorable (favorable)	(0,1) \$	1,8 \$	3,4 \$	4,7 \$	9,8 \$	2,0 \$	0,1 \$
Variation nette défavorable total de ces contrats sur les revenus et le résultat opérationnel ajusté	0,5 \$	5,1 \$	11,3 \$	12,0 \$	28,9 \$	9,9 \$	4,5 \$

(1) La variation nette du contrat d'impression du *San Francisco Chronicle* est présentée, à compter du mois d'avril 2018, à la ligne Acquisitions/cessions et fermetures dans les tableaux #3 et #5, et ce, jusqu'en mars 2019.

(2) La variation nette des contrats d'impression de *La Presse* et *The Globe and Mail* dans les Maritimes est présentée à la ligne Fin des contrats d'impression de *La Presse* et *The Globe and Mail* dans les Maritimes dans les tableaux #3 et #5.

Autres

Les revenus de la rubrique Autres ont diminué de 96,3 millions de dollars, passant de 198,0 millions de dollars au cours de l'exercice de 2017 à 101,7 millions pour la même période en 2018. Cette baisse est surtout attribuable à l'effet de la vente de nos actifs médias dans les provinces de l'Atlantique et de journaux locaux et régionaux au Québec et à la décroissance interne des revenus dans le secteur des médias en raison du marché publicitaire. Cette baisse est partiellement contrebalancée par une diminution des transactions intersectorielles entre le secteur des médias et celui de l'impression. Le résultat opérationnel ajusté s'est amélioré de 23,0 millions de dollars, passant de -23,1 millions de dollars au cours de l'exercice 2017 à -0,1 million pour la même période en 2018 en raison de la contribution de nos activités existantes, partiellement contrebalancée par l'effet défavorable de la cession d'activités. En ce qui a trait à nos activités existantes, le résultat opérationnel ajusté a augmenté de 33,9 millions de dollars au cours de l'exercice 2018 comparativement à 2017. Cette hausse est attribuable à l'effet favorable de la baisse de 18,9 millions de dollars de la charge de rémunération à base d'actions en raison de la variation du prix de l'action au cours de l'exercice de 2018 par rapport à la même période en 2017 en plus de nos initiatives de réduction de coûts liées à nos activités d'édition de journaux locaux et régionaux de même

qu'au siège social qui ont plus que contrebalancé l'effet de la vente de nos activités d'édition de journaux locaux et régionaux de 10,9 millions de dollars au cours de l'exercice de 2018.

ANALYSE DES RÉSULTATS SECTORIELS - QUATRIÈME TRIMESTRE

(non audités)

Tableau #5 :

(en millions de dollars)	Secteur de l'emballage	Secteur de l'impression	Autres	Résultats consolidés
Revenus - Quatrième trimestre de 2017	79,5 \$	399,8 \$	47,9 \$	527,2 \$
Acquisitions/cessions et fermetures	334,9	(18,4)	(20,1)	296,4
Activités existantes				
Fin de la reconnaissance des revenus reportés des contrats d'impression de <i>La Presse</i> et <i>The Globe and Mail</i> dans les Maritimes	—	(4,7)	—	(4,7)
Taux de change	3,3	1,0	—	4,3
Croissance interne (décroissance)	(0,1)	2,0	4,1	6,0
Revenus - Quatrième trimestre de 2018	417,6 \$	379,7 \$	31,9 \$	829,2 \$
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾ - Quatrième trimestre de 2017	8,1 \$	92,8 \$	1,5 \$	102,4 \$
Acquisitions/cessions et fermetures	27,1	(7,9)	(3,6)	15,6
Activités existantes				
Fin de la reconnaissance des revenus reportés des contrats d'impression de <i>La Presse</i> et <i>The Globe and Mail</i> dans les Maritimes	—	(4,7)	—	(4,7)
Taux de change	0,1	0,1	—	0,2
Rémunération à base d'actions	—	—	13,1	13,1
Croissance interne (décroissance)	(0,7)	(0,3)	6,0	5,0
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾ - Quatrième trimestre de 2018	34,6 \$	80,0 \$	17,0 \$	131,6 \$

(1) Veuillez consulter le tableau #2 à la section « Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS » dans le présent Rapport de gestion pour les données ajustées présentées ci-dessus.

Secteur de l'emballage

Les revenus du secteur de l'emballage ont augmenté de 338,1 millions de dollars, passant de 79,5 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017 à 417,6 millions au quatrième trimestre de 2018. Cette hausse importante est surtout attribuable à la contribution de l'acquisition de Coveris Americas et, dans une moindre mesure, de celles de Multifilm Packaging et de Les Industries Flexipak. En ce qui a trait à notre croissance interne, elle est demeurée stable au cours du quatrième trimestre de 2018 comparativement au même trimestre l'an dernier.

Le résultat opérationnel ajusté a augmenté de 26,5 millions de dollars, passant de 8,1 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017 à 34,6 millions au quatrième trimestre de 2018. Cette hausse est attribuable à la contribution de nos acquisitions, notamment celle de Coveris Americas, partiellement contrebalancée par l'effet de la hausse du coût des matières premières qui a touché nos activités au cours du quatrième trimestre. Par conséquent, la marge du résultat opérationnel ajusté du secteur est passée de 10,2 % au quatrième trimestre de 2017 à 8,3 % au quatrième trimestre de 2018.

Secteur de l'impression

Les revenus du secteur de l'impression ont diminué de 20,1 millions de dollars, soit de 5,0 %, passant de 399,8 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017 à 379,7 millions au quatrième trimestre de 2018. Cette baisse s'explique principalement par l'effet défavorable de 18,4 millions de dollars lié à la vente de nos activités d'impression de journaux à Hearst, incluant l'effet non monétaire défavorable de 7,3 millions lié à la fin de la reconnaissance des revenus reportés (tableau #4). De plus, la fin de la reconnaissance des revenus reportés pour les journaux *La Presse* et *The Globe and Mail* dans les Maritimes a aussi contribué à la baisse des revenus ajustés avec un effet défavorable de 4,7 millions dollars (tableau #4). Excluant les éléments précités, les revenus ont augmenté de 2,0 millions de dollars s'expliquant surtout par les revenus de transition et de location provenant de Hearst ainsi que par la hausse du coût de certains types de papier qui ont été partiellement contrebalancés par la baisse d'impression de journaux, de magazines et de produits commerciaux. En ce qui a trait aux revenus attribuables à notre offre de services aux détaillants canadiens, ils sont demeurés relativement stables.

Le résultat opérationnel ajusté a diminué de 12,8 millions de dollars, soit de 13,8 %, passant de 92,8 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017 à 80,0 millions au quatrième trimestre de 2018. Cette diminution est surtout attribuable à l'effet défavorable de 7,9 millions de dollars lié à la vente de nos activités d'impression de journaux à Hearst, dont 7,3 millions s'explique par l'effet non monétaire défavorable de la fin de la reconnaissance des revenus reportés (tableau #4). De plus, la fin de la reconnaissance des revenus reportés des contrats d'impression de journaux *La Presse* et *The Globe and Mail* dans les Maritimes a eu un effet défavorable de 4,7 millions de dollars sur le résultat opérationnel ajusté au cours du quatrième trimestre de 2018 (tableau #4). En excluant les éléments précités ainsi que l'effet du taux de change, le résultat opérationnel ajusté aurait légèrement diminué de 0,3 million de dollars. Cette stabilité s'explique par les revenus de transition et de location avec Hearst ainsi que par l'effet de la fermeture d'une usine à Montréal en janvier 2018 combinée à d'autres mesures d'efficacité opérationnelle, qui ont été contrebalancés par le recul des revenus des autres créneaux du secteur de l'impression expliqué précédemment. Il est à noter que la hausse des revenus liée à l'augmentation du prix de certains types de papier n'a aucun effet sur la profitabilité, car le coût du papier est refacturé au client. En raison des éléments précités, la marge du résultat opérationnel ajusté du secteur est passée de 23,2 % au quatrième trimestre de 2017 à 21,1 % au quatrième trimestre de 2018. En excluant l'effet non monétaire défavorable de la reconnaissance des revenus reportés au quatrième trimestre de 2018, la marge du résultat opérationnel ajusté aurait augmenté à 23,5 %.

Autres

Les revenus de la rubrique Autres ont diminué de 16,0 millions de dollars, passant de 47,9 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017 à 31,9 millions au quatrième trimestre de 2018. Cette baisse est surtout attribuable à l'effet de la vente de nos journaux locaux et régionaux au Québec, partiellement contrebalancée par une diminution des transactions intersectorielles. Le résultat opérationnel ajusté s'est amélioré de 15,5 millions de dollars, passant de 1,5 million de dollars au quatrième trimestre de 2017 à 17,0 millions au quatrième trimestre de 2018 en raison de la contribution de nos activités existantes partiellement contrebalancée par l'effet défavorable de la cession d'activités. Au chapitre de nos activités existantes, le résultat opérationnel ajusté a augmenté de 19,1 millions de dollars au quatrième trimestre de 2018 comparativement à celui de 2017. Cette hausse est surtout attribuable à l'effet favorable de 13,1 millions de dollars de la charge de rémunération à base d'actions en plus de nos initiatives de réduction de coûts liées à nos activités d'édition de journaux locaux et régionaux de même qu'au siège social qui ont plus que contrebalancé l'effet de la vente de nos activités d'édition de journaux locaux et régionaux de 3,6 millions de dollars au quatrième trimestre de 2018.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

(non audités)

Le tableau #6 présente un résumé des principales informations financières consolidées tirées des états financiers consolidés annuels non audités de la Société ainsi que certaines données financières qui ne sont pas définies par les IFRS pour chacun des huit derniers trimestres.

Tableau #6 :

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	2018				2017			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Revenus	829,2 \$	757,9 \$	534,7 \$	501,7 \$	527,2 \$	477,7 \$	498,7 \$	503,6 \$
Revenus ajustés ⁽¹⁾	829,2	757,9	472,4	461,9	527,2	477,7	498,7	503,6
Résultat opérationnel avant amortissement	153,6	89,7	138,7	154,7	128,5	93,7	94,2	89,0
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté ⁽¹⁾	162,2	116,4	89,7	91,0	123,3	95,4	90,1	87,9
Marge du résultat opérationnel avant amortissement ajusté ⁽¹⁾	19,6 %	15,4 %	19,0 %	19,7 %	23,4 %	20,0 %	18,1 %	17,5 %
Résultat opérationnel	105,5	39,6	99,0	123,5	103,6	68,2	67,8	62,4
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾	131,6	84,6	70,3	70,3	102,4	74,2	68,2	65,9
Marge du résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾	15,9 %	11,1 %	14,9 %	15,2 %	19,4 %	15,5 %	13,7 %	13,1 %
Résultat net	67,0 \$	19,3 \$	68,9 \$	58,2 \$	73,4 \$	49,0 \$	46,4 \$	42,7 \$
Résultat net par action	0,76	0,22	0,89	0,75	0,95	0,64	0,60	0,55
Résultat net ajusté ⁽¹⁾	87,0	52,1	48,5	51,8	71,0	52,9	45,5	44,3
Résultat net ajusté par action ⁽¹⁾	0,99	0,59	0,63	0,67	0,91	0,68	0,59	0,58
En % de l'exercice	35 %	20 %	22 %	23 %	33 %	25 %	21 %	21 %

(1) Veuillez consulter le tableau #2 dans la section « Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS » dans le présent Rapport de gestion pour les données ajustées présentées ci-dessus.

La variabilité des données financières des périodes intermédiaires est influencée par plusieurs facteurs, notamment :

- l'incidence des acquisitions, cessions et fermetures réalisées dans le cadre de notre transformation;
- l'effet du taux de change;
- l'incidence de la variation du prix de l'action sur la charge reliée à la rémunération à base d'actions;
- l'incidence des éléments d'ajustement présentés au tableau #2 à la section « Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS ».

En excluant l'incidence des éléments ci-dessus mentionnés, nous constatons une légère diminution de nos revenus ajustés au chapitre du secteur de l'impression. Cette baisse résulte principalement d'une réduction des dépenses publicitaires dans les médias imprimés, ayant ainsi un effet négatif sur le tirage ou le nombre de pages de certaines publications imprimées. La réduction des dépenses publicitaires découle de l'incidence des nouveaux médias et de la migration des revenus publicitaires vers de nouvelles plateformes. Toutefois, cette tendance a été atténuée par la stabilité des revenus attribuables à notre offre de services aux détaillants canadiens. De nombreux détaillants considèrent encore la circulaire imprimée comme l'outil de marketing de choix pour générer de l'achalandage en magasin. De plus, étant donné le caractère saisonnier des activités d'impression, nous constatons un volume plus élevé au quatrième trimestre.

En ce qui a trait aux données financières relatives à la profitabilité, la tendance haussière de celles-ci s'explique par de nombreuses mesures d'efficacité opérationnelle et de rationalisation qui ont été mises en œuvre au cours des dernières années dans le cadre de notre transformation.

SITUATION FINANCIÈRE, LIQUIDITÉS ET STRUCTURE DU CAPITAL

(non auditées)

Tableau #7 :

(en millions de dollars)	Trois mois clos le		Exercice clos le	
	28 octobre 2018	29 octobre 2017	28 octobre 2018	29 octobre 2017
Activités opérationnelles				
Flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles avant variation des éléments hors caisse liés aux opérations et des impôts sur le résultat payés	163,6 \$	126,3 \$	539,2 \$	410,9 \$
Variation des éléments hors caisse liés aux opérations	(68,4)	0,5	(184,8)	(31,0)
Impôts sur le résultat payés	(5,9)	(15,4)	(41,9)	(55,8)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	89,3 \$	111,4 \$	312,5 \$	324,1 \$
Activités d'investissement				
Regroupements d'entreprises, nets de la trésorerie acquise	43,0 \$	— \$	(1 573,3) \$	(15,9) \$
Cessions d'entreprises	—	9,3	35,0	33,7
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(21,8)	(8,7)	(59,4)	(33,2)
Cessions d'immobilisations corporelles	(0,3)	0,1	24,7	7,1
Augmentation des immobilisations incorporelles	(3,7)	(1,7)	(20,6)	(15,6)
Dividendes reçus de co-entreprises	—	—	3,4	—
Sortie nette de trésorerie à l'acquisition d'une entreprise associée	(2,5)	—	(2,5)	—
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	14,7 \$	(1,0) \$	(1 592,7) \$	(23,9) \$
Activités de financement				
Augmentation de la dette à long terme, net de frais d'émission	(0,1) \$	— \$	958,9 \$	— \$
Remboursement de la dette à long terme	(1,2)	—	(164,0)	(0,2)
Augmentation (diminution) nette de la facilité de crédit, net de frais d'émission	(47,4)	—	128,4	—
Frais financiers de la dette à long terme	(13,7)	(2,8)	(35,0)	(16,2)
Produit de l'émission d'actions en contrepartie de reçus de souscription, net de frais d'émission	—	—	274,9	—
Levée d'options d'achat d'actions	—	2,2	—	7,6
Dividendes	(18,5)	(15,6)	(68,6)	(60,9)
Rachat d'actions	(10,7)	—	(23,6)	—
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(91,6) \$	(16,2) \$	1 071,0 \$	(69,7) \$
Incidence des écarts de taux de change sur la trésorerie libellée en monnaies étrangères	0,4 \$	0,1 \$	2,6 \$	(0,1) \$
Variation nette de la trésorerie	12,8 \$	94,3 \$	(206,6) \$	230,4 \$
Situation financière				
			Au 28 octobre 2018	Au 29 octobre 2017
Endettement net ⁽¹⁾			1 420,5 \$	101,2 \$
Ratio d'endettement net ⁽¹⁾			3,1 x	0,3 x
Cote de crédit				
DBRS			BBB (bas)	BBB (bas)
Perspectives			Stables	Stables
Standard and Poor's			BBB-	BBB-
Perspectives			Négatives	Stables
États consolidés de la situation financière				
			Au 28 octobre 2018	Au 29 octobre 2017
Actif courant			943,1 \$	780,2 \$
Passif courant			717,3	365,3
Actif total			3 782,2	2 136,7
Passif total			2 148,1	918,0

(1) Veuillez consulter le tableau #2 à la section « Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS » dans le présent Rapport de gestion pour les données ajustées présentées ci-dessus.

ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIÈRE, LIQUIDITÉS ET STRUCTURE DU CAPITAL - EXERCICE

Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles

Les flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles avant variation des éléments hors caisse liés aux opérations et des impôts sur le résultat payés sont passés de 410,9 millions de dollars au cours de l'exercice de 2017 à 539,2 millions pour la même période en 2018 principalement en raison de la reconnaissance accélérée des revenus reportés dans le cadre de la transaction avec Hearst ainsi qu'à la contribution des acquisitions, notamment celle de Coveris Americas. En ce qui a trait à la variation défavorable des éléments hors caisse liés aux opérations, ils sont passés de -31,0 millions de dollars au cours de l'exercice de 2017 à -184,8 millions pour la même période en 2018 majoritairement en raison des revenus reportés découlant de la fin de nos contrats d'impression de journaux, plus particulièrement celui avec Hearst mentionné ci-haut. De plus, un décalage défavorable au chapitre des débiteurs et des créditeurs ont aussi contribué à la variation des éléments hors caisse liés aux opérations. Par conséquent, les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles ont diminué, passant de 324,1 millions au cours de l'exercice de 2017 à 312,5 millions au cours de l'exercice de 2018.

Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement

Les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement sont passés de 23,9 millions de dollars au cours de l'exercice de 2017 à 1 592,7 millions pour la même période en 2018, surtout en raison de l'acquisition de Coveris Americas complétée le 1^{er} mai dernier ainsi qu'à des investissements plus élevés en immobilisations corporelles au cours de l'exercice de 2018, plus particulièrement au cours des deux derniers trimestres de 2018 découlant de l'acquisition de Coveris Americas.

Flux de trésorerie liés aux activités de financement

Les flux de trésorerie liés aux activités de financement sont passés d'un déboursé de 69,7 millions de dollars au cours de l'exercice de 2017 à un encaissement de 1 071,0 millions pour la même période en 2018. Cette hausse est surtout attribuable à l'émission de prêts à terme de 750 millions de dollars américains (965,0 millions de dollars canadiens) et à l'émission d'actions dans le cadre d'un placement public de 274,9 millions, net de frais d'émission dans le cadre de l'acquisition de Coveris Americas le 1^{er} mai 2018.

Instruments d'emprunt

L'endettement net est passé de 101,2 millions de dollars au 29 octobre 2017 à 1 420,5 millions au 28 octobre 2018. Cette hausse est attribuable à l'émission de prêts à terme de 750,0 millions de dollars américains (980,9 millions de dollars canadiens) ainsi qu'à un tirage de 130,8 millions de dollars sur notre facilité de crédit de 400,0 millions de dollars afin de financer l'acquisition de Coveris Americas. Par conséquent, notre ratio d'endettement net s'établit à 3,1x au 28 octobre 2018 comparativement à 0,3x au 29 octobre 2017.

Les billets non garantis de premier rang de 250 millions de dollars qui viennent à échéance dans moins d'un an, soit en mai 2019, sont dorénavant présentés comme portion courante de la dette à long terme.

Le 13 juillet 2018, la Société a modifié certaines conditions des Débentures - Fonds de solidarité FTQ Série 1 - 5,58 % et Série 2 - 4,011 % de 50,0 millions de dollars chacune, en les unifiant en une seule débenture « Débenture unifiée - Fonds de solidarité FTQ » de 100,0 millions de dollars, portant intérêt au taux de 4,784 % l'an, payable semestriellement et échéant au 1^{er} février 2028. Des frais de financement de 0,5 million de dollars ont été encourus et sont amortis selon la méthode de l'intérêt effectif sur la durée de la Débenture unifiée.

Obligations contractuelles et engagements commerciaux

Tableau # 8 :

Type de contrat (en millions de dollars)	2019	2020	2021	2022	2023 et suivantes	Total
Dette à long terme	251,2 \$	148,5 \$	344,8 \$	475,1 \$	248,0 \$	1 467,6 \$
Contrats de location de locaux et autres engagements	30,5	23,7	20,3	13,1	28,7	116,3
Créditeurs et charges à payer	431,6	—	—	—	—	431,6
Obligations totales	713,3 \$	172,2 \$	365,1 \$	488,2 \$	276,7 \$	2 015,5 \$

La Société prévoit verser des cotisations estimées à un montant de 3,1 millions de dollars à ses régimes à prestations définies au cours de l'exercice se terminant le 27 octobre 2019, considérant qu'elle prévoit utiliser des lettres de crédit à même ses facilités de crédit, en garantie des cotisations non versées au titre de l'insuffisance de solvabilité des régimes à prestations définies. Le montant réel versé pourrait différer de l'estimation selon

les résultats des évaluations actuarielles, le rendement des placements, la volatilité des taux d'actualisation, les exigences réglementaires et d'autres facteurs.

Capital social

Tableau # 9 :

Actions émises et en circulation	Au 28 octobre 2018	Au 30 novembre 2018
Catégorie A (droit de vote subalterne)	73 359 454	73 359 654
Catégorie B (droit de vote multiple)	13 980 926	13 980 726

Dans le cadre de l'acquisition de Coveris Americas, la Société a émis 10 810 000 reçus de souscription en date du 20 avril 2018 par voie d'un placement public. Le prix par bon de souscription est de 26,60 \$ pour un produit net de placement de 274,9 millions de dollars. Le 1^{er} mai 2018, à la clôture finale de la transaction de Coveris Americas, chaque reçu de souscription a donné à son porteur le droit de recevoir, sans contrepartie additionnelle ni mesure à prendre, une action à droit de vote subalterne catégorie A de la Société.

Dans le cadre de son programme de rachat d'actions qui est arrivé à terme le 16 avril 2018, la Société a racheté 529 610 actions à droit de vote subalterne catégorie A à un prix moyen pondéré de 24,50 \$ pour une contrepartie totale en espèces de 12,9 millions de dollars au cours de l'exercice financier 2018.

En septembre 2018, la Société a été autorisée à racheter sur le marché libre, pour annulation, entre le 1^{er} octobre 2018 et le 30 septembre 2019, jusqu'à concurrence de 1 000 000 de ses actions à droit de vote subalterne catégorie A et jusqu'à concurrence de 189 344 actions catégorie B, représentant approximativement 1,35 % des 73 850 034 actions à droit de vote subalterne catégorie A émises et en circulation et des 13 983 026 actions catégorie B émises et en circulation au 18 septembre 2018. Dans le cadre de ce programme de rachat d'actions, la Société a racheté 492 680 actions à droit de vote subalterne catégorie A à un prix moyen pondéré de 21,56 \$ pour une contrepartie totale en espèces de 10,7 millions de dollars au cours de l'exercice financier 2018.

Au cours de l'exercice financier 2018, la Société a racheté sur le marché libre un total de 1 022 290 actions à droit de vote subalterne catégorie A pour une contrepartie en espèces de 23,6 millions de dollars.

ANALYSE DES LIQUIDITÉS - QUATRIÈME TRIMESTRE

Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles

Les flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles avant variation des éléments hors caisse liés aux opérations et des impôts sur le résultat payés sont passés de 126,3 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017 à 163,6 millions au quatrième trimestre de 2018. Cette hausse est principalement attribuable à la contribution des acquisitions, notamment celle de Coveris Americas. Les éléments hors caisse liés aux opérations sont passés de 0,5 million de dollars au quatrième trimestre de 2017 à -68,4 millions au quatrième trimestre de 2018. Cette variation défavorable est principalement liée à un reclassement de 34,8 millions de dollars d'une somme payée à la date d'acquisition de Coveris Americas au nom du vendeur, et dans une moindre mesure, à un décalage défavorable des débiteurs ainsi qu'à la rémunération à base d'actions à payer en raison de la variation du prix de l'action. Au net, les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles ont diminué, passant de 111,4 millions au quatrième trimestre de 2017 à 89,3 millions au quatrième trimestre de 2018.

Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement

Les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement sont passés d'une sortie de fonds de 1,0 million de dollars au quatrième trimestre de 2017 comparativement à une entrée de fonds de 14,7 millions au quatrième trimestre de 2018. Cette variation favorable est principalement liée à un reclassement de 34,8 millions de dollars d'une somme payée à la date d'acquisition de Coveris Americas au nom du vendeur expliquée à la rubrique précédente.

Flux de trésorerie liés aux activités de financement

Les flux de trésorerie liés aux activités de financement sont passés d'un déboursé de 16,2 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017 à un déboursé de 91,6 millions au quatrième trimestre de 2018, surtout en raison d'un remboursement de 47,4 millions de dollars sur notre facilité de crédit de 400,0 millions afin de financer un fonds de roulement plus élevé au quatrième trimestre ainsi qu'au rachat d'actions de 10,7 millions au quatrième trimestre de 2018.

MODIFICATIONS DES NORMES COMPTABLES

Normes comptables nouvelles ou modifiées non encore adoptées

La Société procède actuellement à une évaluation détaillée de l'incidence du changement des normes suivantes sur ses états financiers consolidés :

- IFRS 9 « Instruments financiers »
- IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients »

La Société n'a pas encore déterminé l'incidence de l'adoption des changements aux normes comptables énumérées ci-dessous. L'évaluation de l'effet sur nos états financiers consolidés de ces nouvelles ou de ces changements de normes est toujours en cours.

- IFRS 16 « Contrats de location »
- Modifications à l'IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions »
- Modification, réduction ou liquidation d'un régime (modifications d'IAS 19)
- IFRIC 23 « Incertitude relative aux traitements fiscaux »

Veuillez vous référer à la note 2 afférente aux états financiers consolidés annuels pour de plus amples informations.

RISQUES ET INCERTITUDES

La gestion des risques auxquels la Société est exposée dans le cours normal de ses activités joue un rôle prépondérant dans le cadre des décisions prises par la direction en ce qui a trait aux acquisitions, aux investissements de capitaux, aux dispositions d'actifs, au regroupement d'usines et aux efforts de synergies entre ses segments d'activité ou d'autres activités d'exploitation. Elle guide également les décisions touchant les mesures de réduction des coûts, la diversification des produits et la pénétration de nouveaux marchés, ainsi que certains mouvements de trésorerie.

En plus du réexamen périodique des risques et de l'efficacité des mesures de contrôle et de prévention déjà implantées, la direction évalue également de nouveaux facteurs de risque. Elle détermine la probabilité que ceux-ci se matérialisent et leurs effets potentiels, et s'assure de mettre en œuvre des stratégies et processus pour gérer de façon proactive ces nouveaux risques. Un rapport sur le programme de gestion de risques est présenté régulièrement au Comité d'audit et au conseil d'administration.

Les principaux risques et incertitudes auxquels la Société est exposée et nos mesures d'atténuation sont décrits ci-après. Ces risques et incertitudes sont d'ordre stratégiques, opérationnels ou financiers et sont susceptibles d'avoir une incidence significative sur nos opérations, nos résultats financiers, notre situation financière, nos flux de trésorerie ou encore notre réputation. Nous prévenons le lecteur que la liste ci-après n'est pas exhaustive et que les risques et incertitudes ne sont pas présentés dans un ordre particulier.

Changements aux derniers risques publiés

Dans le contexte de notre stratégie d'affaires visant la transformation de la Société, nous avons complété l'acquisition de Coveris Americas le 1^{er} mai 2018. Par conséquent, les changements aux risques déjà identifiés, ainsi que les risques additionnels qui pourraient avoir une incidence sur les résultats réels sont décrits ci-dessous. En ce qui a trait aux mesures ou aux stratégies que la Société prend en vue d'atténuer les risques identifiés ci-après, la Société a aussi mis en place un plan d'intégration de Coveris Americas, lequel plan sera ajusté s'il y a lieu.

Intégration de Coveris Americas

Même si la direction estime pouvoir réussir à intégrer Coveris Americas, rien ne garantit que ce sera le cas. La Société pourrait rencontrer des obstacles dans l'exécution de sa stratégie d'intégration. L'intégration pourrait aussi accaparer l'attention de la direction et l'empêcher de se consacrer suffisamment à d'autres occasions stratégiques et aux questions opérationnelles.

Plus précisément, l'intégration et la gestion de la Société après le regroupement de Coveris Americas sont exposées à de nombreux risques capables de nuire à la croissance et à la rentabilité de la Société, notamment : (i) le risque que la direction soit incapable de gérer les activités de Coveris Americas; (ii) le risque que les systèmes opérationnels, financiers et administratifs de la Société soient incompatibles avec les systèmes de Coveris Americas ou qu'elle encoure des difficultés à les intégrer et à les gérer efficacement; (iii) le risque que l'acquisition nécessite des ressources financières qui seraient sinon affectées au développement d'autres aspects de la Société; (iv) le risque que l'intégration entraîne des problèmes d'exploitation, des frais, des charges, des dettes ou la perte de contrats et de clients; et (v) le risque que des membres de la direction ou des employés clés de la Société quittent après l'acquisition.

De plus, même si la direction estime que les synergies de coûts annuelles s'élèveront à environ 20,0 millions de dollars américains et qu'elles seront réalisées dans les 24 mois suivant l'acquisition, la mention des synergies de coûts annuelles estimatives ne doit pas être considérée comme une promesse de la Société de réaliser ces synergies, et encore moins de les réaliser dans un délai de 24 mois. La direction continue d'évaluer et de préciser les synergies que l'acquisition lui fera réaliser, de sorte que les synergies de coûts réelles pourraient être différentes des estimations actuelles. En outre, les frais nécessaires à la réalisation des synergies et le fondement de ces synergies pourraient différer sensiblement des estimations, si bien que la Société ne peut pas garantir aux investisseurs que les synergies de coûts annuelles prévues seront réalisées. Étant donné ces incertitudes, les investisseurs ne doivent pas se fier indûment aux estimations de la Société concernant les synergies de coûts annuelles.

La performance financière future dépend en partie de notre capacité d'intégrer efficacement les activités de l'entreprise acquise à nos activités existantes et de réaliser les économies et autres synergies attendues. L'incapacité de déceler et de corriger les faiblesses opérationnelles ou financières de l'entreprise acquise ou de réaliser les économies projetées pourrait avoir une incidence défavorable sur nos résultats d'exploitation et nos flux de trésorerie. L'omission d'étendre nos systèmes et contrôles opérationnels ou d'intégrer le personnel approprié à un rythme conforme à notre croissance pourrait aussi nuire à nos résultats d'exploitation.

Risques stratégiques

Croissance interne à long terme - Notre capacité de générer une croissance interne dans notre secteur de l'emballage

Le long cycle de vente qui caractérise certains verticaux représente un défi important à notre capacité de générer une croissance interne au sein de notre secteur de l'emballage. Ceci pourrait avoir un effet défavorable sur notre capacité d'accroître rapidement la taille de ce secteur. Pour mitiger ce risque, la Société a investi dans sa force de vente. Celle-ci veille au développement des affaires avec nos clients actuels et à l'accroissement de notre bassin de clients potentiels. Nous avons également recruté des talents en marketing, en matière de technologies liées à l'emballage et des ressources expérimentées dans différents verticaux.

Concurrence au sein de l'industrie de l'emballage - Le niveau d'expertise et de ressources plus importantes à la disposition de grandes entreprises, dont les opérations sont intégrées, pour le développement de produits

L'industrie de l'emballage est très compétitive. Certains de nos compétiteurs disposent d'une expérience et d'un savoir-faire technique additionnels, d'installations de production à la fine pointe de la technologie, d'une force de vente plus importante et d'autres ressources dédiées au développement de produits, notamment au chapitre des formats et des types d'emballages. Par ailleurs, notre capacité d'évoluer avec les changements technologiques et d'effectuer des investissements appropriés en recherche et développement pourrait entraîner pour la Société des coûts importants et avoir un effet défavorable sur notre rythme de croissance dans cette industrie. Nous avons déjà investi dans de nouvelles capacités, dans notre force de vente et dans l'acquisition de talents.

Acquisitions - Notre capacité d'identifier adéquatement les opportunités et de compléter des acquisitions dans l'emballage

Notre stratégie de croissance dans l'emballage repose principalement sur notre capacité à compléter des acquisitions et sur la croissance interne des activités existantes. Nous devons être en mesure de cibler des opportunités intéressantes, à une valeur raisonnable, et de concurrencer avec des sociétés financières privées et d'autres compagnies qui opèrent dans l'industrie de l'emballage et qui sont actives en matière d'acquisitions. L'incapacité à identifier adéquatement les opportunités et à compléter des acquisitions pourrait avoir un effet défavorable sur le développement de notre axe de croissance. Afin d'atténuer ce risque, la Société compte sur une équipe expérimentée et dédiée au développement d'opportunités.

Clientèle - L'effet d'une consolidation de la clientèle

Notre clientèle ou clientèle potentielle pourrait faire l'objet d'une acquisition. Il est possible que l'acquéreur transfère la production dans les opérations de son fournisseur actuel. Une consolidation de la clientèle pourrait avoir un effet sur notre résultat net. Nous pouvons, par ailleurs, être temporairement protégés par la longueur du cycle de vente dans certains marchés de l'emballage. Pour ce qui est du secteur de l'impression, un potentiel regroupement d'entreprises ou de consolidation de bannières pourrait aussi avoir un effet sur le nombre de circulaires imprimées et distribuées.

La circulaire imprimée - L'effet du développement et de l'adoption de produits numériques sur la demande des services liés aux détaillants

Au cours des dernières années, certains détaillants canadiens ont expérimenté les circulaires interactives, les campagnes numériques et les programmes de loyauté. L'effet de ces initiatives sur nos activités d'impression de circulaires et nos services de prémédia et de distribution a été faible jusqu'à présent, car la circulaire imprimée demeure un véhicule marketing de choix pour les détaillants afin de générer de l'achalandage en magasin. Cependant, un changement majeur dans les habitudes des consommateurs ou de la stratégie de marketing de nos clients, notamment

le recours au commerce électronique, pourrait entraîner une baisse significative du nombre de pages ou de la fréquence des circulaires imprimées par la Société. Une telle baisse pourrait avoir un effet défavorable sur nos résultats financiers. Afin de mitiger ce risque, nous demeurons à l'affût des tendances quant aux comportements des consommateurs, ainsi que des investissements prévus par les détaillants en matière de développement d'une plateforme de commerce électronique. De plus, nous continuons à développer et à bonifier notre offre aux détaillants et nous poursuivons continuellement la mise en œuvre de mesures d'amélioration d'efficacité opérationnelle, notamment en maximisant l'utilisation de nos équipements les plus performants.

Publicité numérique - L'effet du développement et de l'adoption de produits numériques sur la demande de nos autres produits imprimés

Les plateformes numériques sont devenues des incontournables pour joindre les consommateurs et les annonceurs ont à leur disposition une plus grande variété de canaux où investir leurs budgets publicitaires. Une baisse de la part relative des produits imprimés dans le budget publicitaire total et un recul du lectorat au profit du numérique pourrait entraîner une diminution de la demande pour les produits imprimés. Cette diminution de la demande pourrait avoir un effet défavorable notamment sur les résultats financiers de nos activités d'impression de journaux, de magazines et de produits commerciaux. Afin de mitiger ce risque, nous visons constamment à optimiser notre plateforme en fonction du rythme de décroissance du volume d'impression.

Concurrence au sein de l'industrie de l'impression - L'augmentation de la concurrence dans le marché canadien

La concurrence porte sur le prix, la qualité des produits et services, les délais, ainsi que sur l'étendue des services offerts. Certains des créneaux d'impression dans lesquels la Société œuvre sont fortement concurrentiels, sans compter que la présence de concurrents américains pourrait s'accroître, notamment, en raison de leur capacité excédentaire. Une augmentation de la concurrence dans le marché canadien pourrait avoir un effet défavorable sur nos parts de marché et résultats financiers. Pour réduire ce risque et demeurer concurrentielle, la Société poursuit continuellement la mise en œuvre de mesures d'amélioration d'efficacité opérationnelle, notamment en maximisant l'utilisation de ses équipements les plus performants. De plus, la Société travaille de façon continue à sécuriser ses relations avec ses clients par l'entremise, entre autres, de renouvellement anticipé des contrats à long terme et de l'amélioration continue de la qualité de ses produits.

Clients majeurs - Le changement des habitudes de consommation ou la perte d'un client majeur

Certains créneaux dans lesquels opère la Société ont des clients qui représentent une portion importante de nos revenus. C'est le cas pour le créneau d'impression de circulaires où quelques détaillants canadiens peuvent individuellement représenter une portion importante des revenus du secteur de l'impression. De plus, dans le secteur de l'emballage, quelques clients peuvent également représenter individuellement une portion importante des revenus du secteur de l'emballage. Un changement dans les habitudes de consommation d'un client majeur ou la perte d'un client majeur pourrait avoir un effet défavorable sur le résultat net. Afin de mitiger ce risque, la Société maintient des relations solides et à long terme avec ses principaux clients et tente régulièrement de renouveler ses contrats significatifs de façon anticipée.

Détention du contrôle - Conflit d'intérêts entre l'actionnaire de contrôle et les autres actionnaires

Au 28 octobre 2018, Capinabel inc., société sous le contrôle de M. Rémi Marcoux, détenait directement ou indirectement 14,50 % des actions en circulation et 71,21 % des droits de vote rattachés aux actions participantes en circulation de Transcontinental inc. Étant donné la détention du contrôle de cet actionnaire, il est possible que dans certaines situations, les intérêts de l'actionnaire détenant le contrôle ne correspondent pas à ceux des autres détenteurs d'actions participantes de Transcontinental inc.

Risques opérationnels

Intégration des acquisitions - L'intégration des acquisitions pourrait perturber nos activités opérationnelles

Les acquisitions ont été et continuent d'être un élément important de la stratégie de croissance de la Société. Cependant, l'intégration d'acquisitions comporte généralement des risques et ceux-ci peuvent augmenter en fonction de la taille, du secteur et du type d'acquisition. Les activités d'intégration pourraient causer des perturbations temporaires au chapitre de la production, nous faire perdre des contrats importants et influencer la rétention du personnel ou nos relations avec les clients. De plus, les synergies identifiées pourraient ne pas être réalisées complètement ou pourraient nécessiter du temps additionnel pour se matérialiser. Toutefois, pour limiter les effets des risques liés à l'intégration des acquisitions, la Société a mis en place un ensemble strict de critères d'acquisition et s'appuie sur des équipes de vérification diligente expérimentées et des méthodes d'intégration rigoureuses.

Cybersécurité et protection des données - Une intrusion dans nos systèmes d'information pourrait perturber nos activités opérationnelles, nuire à notre réputation et entraîner des poursuites judiciaires

Dans le cours normal de ses activités, la Société est tributaire du fonctionnement continu et ininterrompu de ses systèmes, des centres d'hébergement des données, des services infonuagiques et du matériel informatique. De plus, elle reçoit, manipule et transmet des données sensibles, y compris des informations confidentielles relatives à la Société et à ses clients et fournisseurs, ainsi que des renseignements personnels de ses employés.

Advenant que la Société fasse l'objet d'une cybermenace, d'une violation, d'accès non autorisés, de virus, ou d'autres atteintes à la sécurité, d'erreurs humaines, d'actes de sabotage ou d'autres événements similaires, il pourrait y avoir un effet défavorable sur les activités de la Société, notamment des perturbations ou des pannes de systèmes. Cela pourrait également affecter négativement les résultats, causer des dommages considérables à la réputation de la Société et potentiellement entraîner des poursuites judiciaires.

La récurrence des tentatives de cyberattaques est de plus en plus fréquente et leur nature évolue et se raffine continuellement, augmentant ainsi le risque que nos opérations soient perturbées et que nos données soient compromises. De plus, il se pourrait qu'un tel événement ne soit pas détecté assez rapidement pour limiter l'étendue de l'information susceptible à l'infraction. D'ailleurs, les exigences des autorités réglementaires deviennent de plus en plus strictes en matière de protection contre de possibles intrusions. La nécessité de se conformer à de nouvelles exigences pourrait aussi avoir une répercussion financière pour la Société. La confiance des clients en la sécurité de l'information détenue par la Société et des transactions est primordiale afin de maintenir notre réputation et notre compétitivité sur le marché.

Nous mitigeons ces risques en nous assurant de maintenir un environnement technologique de qualité et fiable pour nos clients internes et externes, notamment en ajustant notre politique en matière de sécurité, en déployant des correctifs de sécurité et en investissant dans notre infrastructure informatique. D'ailleurs, nous avons fait l'acquisition d'un outil qui cartographie nos possibles vulnérabilités, nous permettant ainsi d'établir des priorités de correctifs. Nous effectuons également, de façon ponctuelle, des tests pour simuler une attaque à nos systèmes informatiques afin de vérifier nos différents contrôles de sécurité. En outre, nous effectuons des évaluations périodiques de nos contrôles informatiques afin de nous assurer qu'ils sont conformes aux standards. Enfin, pour mieux prévenir et contrôler les effets de ce risque, la Société a adopté différentes mesures, dont un programme obligatoire de formation continue et de sensibilisation auprès de ses employés en plus de l'embauche d'un chef de la sécurité de l'information qui a pour mandat la sécurité, la disponibilité et l'intégrité des systèmes d'information et des données de la Société.

Perturbation opérationnelle - Une perturbation opérationnelle pourrait nuire à notre capacité de respecter nos échéanciers

La Société concentre de plus en plus la production de certains produits vers ses usines les plus performantes et, advenant un sinistre à un de ces emplacements, elle pourrait ne pas pouvoir respecter des délais de production. Le respect de nos échéanciers pourrait aussi être touché par un bris d'équipement majeur, une erreur humaine, un conflit de travail, des problèmes de transport ou des difficultés d'approvisionnement. L'ampleur de l'effet de ces risques sur nos résultats dépendra de certains facteurs, dont la nature de la perturbation, la durée et l'usine touchée par l'événement en question. Cependant, la Société a mis en place des plans de contingence pour nos emplacements devant livrer des produits de façon quotidienne et nous détenons des polices d'assurance qui pourraient dédommager une partie des coûts reliés à certains sinistres.

Recrutement et rétention du talent - La difficulté à attirer et à retenir les employés clés dans les principaux secteurs exploités

Des tendances sociales et démographiques rendent plus difficiles le recrutement et la rétention de personnel qualifié dans certains secteurs géographiques. Nous pouvons constater une diminution du bassin de talents, un accroissement de la mobilité de la main-d'œuvre, un recours croissant aux technologies et une forte demande pour de nouveaux ensembles de compétences. Considérant la transformation de la Société, ce risque est d'autant plus important puisqu'elle a un besoin pour des compétences spécifiques, notamment techniques pour le développement de produits, afin de faire croître le secteur de l'emballage. Par conséquent, dans le cadre d'un processus continu de revue du leadership, la Société a mis en place des plans de perfectionnement pour ses gestionnaires à potentiel élevé et susceptibles d'être promus. Des objectifs précis sont établis et des occasions de développement et de nouveaux défis destinés à accélérer leur développement leur sont offerts. Enfin, les membres de la haute direction sont évalués sur la mise en place de plans de relève pour les postes clés et la Société effectue une revue du leadership afin de soutenir les défis organisationnels et d'être en mesure d'identifier, sur une base continue, des successeurs.

Efficacité opérationnelle - Incapacité de maintenir ou d'améliorer notre efficacité opérationnelle

La Société doit continuer d'améliorer son efficacité opérationnelle afin de demeurer concurrentielle. Peu importe le degré d'efficience qu'elle a déjà atteint, rien ne garantit qu'elle soit en mesure de le faire de façon continue. En outre, la nécessité de réduire les coûts d'exploitation peut entraîner des coûts relativement à la réduction d'effectifs, à la fermeture ou consolidation des installations, ou à l'amélioration de l'équipement et de la technologie. Au cours des dernières années, la Société a réduit de façon significative ses actifs manufacturiers dans son secteur de l'impression

afin d'améliorer l'efficacité de ses usines les plus performantes. Bien qu'il existe toujours des opportunités d'amélioration de l'efficacité opérationnelle au sein de chaque usine et que la Société ait des gestionnaires expérimentés pour établir et exécuter de tels plans d'amélioration, il se pourrait que les initiatives disponibles pour répondre à une baisse de volume soient insuffisantes et aient moins d'effets favorables sur la structure de coûts fixes.

Conformité à la réglementation gouvernementale - Des modifications ou l'adoption de nouvelles réglementations

La Société est assujettie à de nombreuses réglementations qui peuvent être modifiées par les autorités gouvernementales. Une modification de la réglementation ou l'adoption de nouvelles réglementations plus strictes pourrait entraîner une augmentation significative des coûts pour la Société afin de s'y conformer. Depuis l'acquisition de Coveris Americas le 1^{er} mai 2018, la Société exploite maintenant 21 installations additionnelles dans le monde, dont certaines dans de nouvelles régions, notamment au Royaume-Uni, au Guatemala, au Mexique, en Équateur, en Nouvelle-Zélande et en Chine. Par conséquent, la Société est dorénavant exposée à des risques additionnels associés à différents cadres juridiques, politiques, fiscaux, sociaux, culturels et réglementaires. La Société pourrait aussi devoir augmenter ses effectifs et sa rémunération, ou faire des investissements dans des matières premières ou des équipements. La Société bénéficie également de certains programmes d'aide gouvernementale. Tout changement dans les règles d'application de ces programmes gouvernementaux pourrait avoir des incidences importantes sur le résultat net de la Société.

Importations et exportations - Contrôles des importations et des exportations, droits, tarifs ou taxes

Certains de nos produits sont assujettis à des contrôles des exportations et ne peuvent être exportés qu'après l'obtention du permis d'exportation requis ou moyennant une exemption à cet égard. À défaut de se conformer aux lois régissant les permis d'exportation, les douanes et les sanctions économiques ou en cas de manquement à d'autres lois, l'entreprise pourrait être passible de lourdes sanctions civiles et pénales, y compris à des amendes et à des peines d'emprisonnement pour les employés et les gestionnaires responsables, et perdre ses privilèges d'exportation ou d'importation. L'omission de nos distributeurs d'obtenir les permis d'importation, d'exportation ou de réexportation requis pourrait aussi avoir des répercussions sur l'entreprise, du fait des sanctions imposées et du tort causé à notre réputation. L'obtention du permis d'exportation requis pour une vente en particulier peut demander du temps et entraîner la perte d'une occasion de vente.

En outre, des lois sur le contrôle des exportations interdisent l'expédition de certains produits vers des pays ou à des gouvernements ou des individus frappés d'embargo, sous peine de sanction. La Société ne peut pas garantir qu'un tel envoi n'aura jamais lieu, ce qui aurait des conséquences négatives et pourrait notamment entraîner des enquêtes gouvernementales, des pénalités, des amendes ou des sanctions civiles ou pénales et porter atteinte à la réputation de l'entreprise. L'activité mondiale de la Société pourrait aussi souffrir si des droits d'importation et d'exportation, des barrières tarifaires ou des mesures protectionnistes étaient imposés de manière imprévisible. Tout changement dans la réglementation sur les exportations et importations, les sanctions économiques ou la législation régissant de telles questions, toute modification dans l'application ou la portée de la réglementation existante ou tout changement concernant les pays, les gouvernements, les individus ou les technologies visés par de telles réglementations pourrait réduire notre capacité d'exporter ou de vendre nos produits à des clients existants ou potentiels ayant des activités à l'étranger. Toute limitation de la capacité de l'entreprise d'exporter ou de vendre ses produits pourrait nuire à nos activités, à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation.

Réglementation - Sécurité et qualité des produits d'emballage destinés à l'industrie de l'alimentation

La Société est un fournisseur de produits d'emballage souple utilisés, principalement, par l'industrie de l'alimentation. Elle est donc exposée aux risques de cette industrie, tels que des erreurs d'étiquetage et de présence de substances étrangères, ainsi que de certains problèmes d'hygiène et de salubrité dont la contamination des aliments par des organismes causant des maladies, ou pathogènes, comme la bactérie E. coli, la salmonelle et la listeria. La Société pourrait donc être concernée par un éventuel rappel de produits. Une telle situation pourrait exposer la Société à des réclamations au titre de la responsabilité civile, à une publicité défavorable, à des enquêtes ou à l'intervention de la part des gouvernements, ce qui aurait une incidence défavorable significative sur la situation financière, le résultat net et la réputation de la Société. La Société gère activement ces risques en employant des matériaux appropriés, en s'assurant de la mise en place de contrôles et de procédés dans ses installations de fabrication et en maintenant une couverture d'assurance responsabilité. Nous veillons également à la conformité de nos produits aux lois et règlements. Nos produits finis sont sujets à la législation et à la réglementation par certains organismes gouvernementaux, dont Santé Canada et la Food and Drug Administration (FDA) aux États-Unis, qui sont responsables de la protection de la santé publique dans le domaine alimentaire. Aux États-Unis, le Consumer Product Safety Commission (CPSC) réglemente aussi certains produits d'emballage à travers des lois comme le Consumer Product Safety Act et le Poison Prevention Packaging Act. Au Canada, l'emballage et l'étiquetage des produits alimentaires ainsi que la sécurité des matériaux utilisés pour l'emballage des aliments sont réglementés par Santé Canada à travers des lois comme la Loi sur l'emballage et l'étiquetage des produits de consommation et la Loi sur les aliments et drogues. Par ailleurs, en faisant partie de la chaîne d'approvisionnement alimentaire, nous reconnaissons la nécessité de soutenir nos clients de l'industrie de l'alimentation avec des informations et assurances spécifiques. Nous nous engageons à travailler avec eux et à leur fournir toutes les informations nécessaires afin de comprendre et de minimiser les risques

dans leurs processus. À cet effet, et afin de mitiger davantage les risques, ainsi que d'assurer la confiance du consommateur à l'égard de nos produits, certaines de nos usines ont obtenu la certification SQF (Safe Quality Food), sont certifiées AIB International ou détiennent la certification GMI (Graphic Measures International).

Risques environnementaux - Des modifications ou l'adoption de nouvelles réglementations et des changements aux habitudes de consommation

Des changements dans les lois et règlements régissant les matériaux autorisés dans les emballages et le recyclage des emballages en plastique pourraient nuire à nos activités s'ils étaient applicables à grande échelle sur les principaux marchés de l'entreprise. Des changements dans les lois et règlements établissant les restrictions et les conditions d'utilisation applicables aux aliments, aux boissons et aux produits pharmaceutiques, agricoles ou autres, de même qu'aux matériaux qui entrent en contact avec eux, ou encore applicables à l'utilisation des matériaux et des agents entrant dans la fabrication de nos produits pourraient aussi nuire à nos activités. Des lois et des actions volontaires visant à réduire les déchets de plastique pourraient réduire la demande pour certains emballages en plastique, faire augmenter les coûts de fabrication ou autrement se répercuter sur nos activités. Des lois et des initiatives à venir pourraient avoir des incidences négatives importantes. Des exemples de telles réglementations comprennent, notamment, des limites d'émissions atmosphériques plus restrictives, des seuils de contamination de l'eau plus bas, des exigences supplémentaires pour la décontamination des sols ou le recyclage du papier et du plastique. L'arrivée de la réglementation sur la responsabilité élargie des producteurs (REP) dans plusieurs provinces du Canada a également eu un effet sur le paysage de l'industrie de l'impression et de l'emballage. Cette réglementation utilise des incitations financières pour encourager les fabricants à concevoir des produits respectueux de l'environnement en tenant les producteurs responsables de la gestion de la fin de vie de leurs produits. Enfin, la tendance est à l'élimination graduelle des sacs de plastique légers à usage unique dans de nombreuses juridictions à travers le monde.

De plus, les activités d'impression et d'édition de la Société nécessitent une utilisation quotidienne d'une grande quantité de papier. Quant à nos activités d'emballage souple et de distribution, celles-ci requièrent l'usage d'importantes quantités de plastique. Certains consommateurs et certains de nos clients pourraient être préoccupés par les possibles répercussions d'une grande utilisation de papier et de plastique sur l'environnement et pourraient faire davantage entendre leur voix pour la protection de l'environnement et pour promouvoir le développement durable. De telles préoccupations pourraient porter atteinte à notre réputation, entraîner une révision et un ajustement de nos pratiques ainsi que des coûts opérationnels additionnels.

Dans le but de mitiger les risques environnementaux, la Société s'efforce de se positionner à l'avant-plan de son industrie par son engagement en faveur de la protection de l'environnement et collabore avec ses parties prenantes pour mettre en œuvre de nouvelles initiatives pour réduire son empreinte environnementale. À cet égard, nous avons adopté en 1993 notre politique environnementale et nous avons également mis en place notre politique en matière d'achat de papiers en 2007, dont la portée a été élargie en 2012. Nous sommes également membre de la *Sustainable Packaging Coalition*, un organisme qui rassemble des entreprises, des établissements d'enseignement et des agences gouvernementales afin d'élargir notre compréhension collective des emballages écoresponsables. De plus, notre participation renouvelée à des initiatives en faveur de la transparence, comme le *Carbon Disclosure Project*, confirme notre engagement à divulguer notre gouvernance et notre performance par rapport aux enjeux liés aux changements climatiques. De plus, nous investissons continuellement afin de développer des produits recyclables ou compostables au sein du secteur de l'emballage en plus de tenter d'utiliser davantage de fibre recyclée au sein du secteur de l'impression.

Matières premières, énergie et coûts de transport - Une hausse significative du coût des matières premières et de l'énergie consommée

Le papier, la résine, le film plastique, l'encre et les plaques sont les principales matières premières utilisées par les secteurs de l'impression et de l'emballage et elles représentent une partie importante de nos coûts. De plus, ce secteur consomme de l'énergie, plus particulièrement de l'électricité, du gaz naturel et du pétrole. Une hausse significative de prix des matières premières, de l'énergie ou des coûts de transport a des effets défavorables sur les opérations. Pour mitiger ce risque, certaines de nos ententes avec des clients comportent des clauses d'indexation des prix de vente au gré des fluctuations. Cependant, l'effet sur notre résultat net sera influencé par notre capacité de modifier les prix et d'améliorer notre efficacité opérationnelle afin de contrebalancer les hausses de prix des matières premières ou des coûts de transport. De plus, l'augmentation de ces prix peut avoir un effet défavorable si elle entraîne un changement des habitudes d'achat des clients. En ce qui concerne une hausse significative de prix de l'énergie, la Société poursuit continuellement ses initiatives pour trouver de nouvelles façons de réduire ses coûts énergétiques.

Dans le but de nous assurer d'un approvisionnement stable à un coût compétitif à travers nos secteurs de l'impression et de l'emballage, nous avons volontairement consolidé nos fournisseurs de papier, de résine, de film plastique et d'encre. Par conséquent, la Société pourrait également être exposée à un risque d'approvisionnement si certains de nos fournisseurs éprouaient de l'instabilité financière ou des perturbations dans leurs propres opérations. Cependant, la Société fait affaire avec des fournisseurs majeurs et établis dans leurs industries respectives afin d'assurer la disponibilité de nos matières premières.

Recours aux services de sous-traitants pour ses activités de distribution - Une perturbation opérationnelle pourrait nuire à nos résultats d'exploitation ainsi qu'à notre réputation

Le succès de la Société dépend dans une large mesure de la solidité de son réseau de distribution. L'entreprise compte sur des fournisseurs indépendants pour l'entreposage de ses produits et leur livraison à ses clients. L'omission d'un sous-traitant d'entreposer correctement nos produits ou de les livrer adéquatement et à temps à des clients pourrait avoir une incidence négative sur nos résultats d'exploitation. Des retards de distribution, des grèves, des facteurs perturbant le transport (des intempéries, par exemple) et des ralentissements pourraient perturber nos activités, ce qui pourrait avoir des effets défavorables importants sur nos activités, nos résultats d'exploitation, notre situation financière et nos flux de trésorerie et nuire à notre réputation.

Protection des droits de propriété intellectuelle - Incapacité à protéger nos droits par des brevets, marques de commerce et accords de confidentialité pourrait nuire à nos activités

La protection des procédés, appareils et autres technologies nous appartenant en exclusivité est importante. Si nous sommes incapables de faire respecter nos droits de propriété intellectuelle, notre position concurrentielle pourrait en souffrir, car des concurrents imitant nos produits pourraient les proposer à des prix plus intéressants que les nôtres en plus d'occasionner des coûts importants.

La Société compte aussi sur des savoir-faire exclusifs non brevetés, sur l'innovation technologique et sur d'autres secrets commerciaux pour développer et maintenir sa position concurrentielle. Rien ne garantit que nos accords de confidentialité ne seront pas violés ni qu'ils protégeront bien nos secrets commerciaux ou nos savoir-faire exclusifs et assureront des recours adéquats en cas d'utilisation ou de communication non autorisée de ces secrets commerciaux et de ces savoir-faire exclusifs. De plus, rien ne garantit que des tiers ne prendront pas connaissance de ces secrets commerciaux par une recherche indépendante ou d'autres moyens légaux.

Par ailleurs, les brevets, les marques de commerce et les autres droits de propriété intellectuelle de la Société pourraient ne pas lui conférer d'avantage concurrentiel. Nous pourrions devoir affecter des ressources considérables à la surveillance de nos droits de propriété intellectuelle. Notre position concurrentielle pourrait être minée si elle n'était pas en mesure de détecter des contrefaçons et de faire respecter nos droits de propriété intellectuelle rapidement ou du tout. Des concurrents pourraient éviter de violer les droits de propriété intellectuelle de l'entreprise en trouvant des solutions de contournement ou en mettant au point des technologies différentes. Il pourrait s'avérer impossible ou très difficile de faire respecter des droits de propriété intellectuelle dans certains pays, ce qui pourrait aider des concurrents à gagner des parts de marché et entraîner des pertes de revenu.

Litiges, respect de la vie privée et droit d'auteur - La Société est assujettie à des risques juridiques en lien avec ses activités

La Société pourrait être impliquée dans des litiges ou des procédures judiciaires résultant de nos activités. De plus, dans le cadre de nos efforts de restructuration, nous risquons d'être impliqués dans des litiges pour des cas de relations de travail. Du côté des secteurs de l'impression et de l'emballage, l'impression d'information erronée par la Société et du non-respect des spécifications d'un client pourrait conduire à la réception de réclamations judiciaires. De même, lors de nos activités d'acquisition, les passifs non identifiés et les obligations judiciaires importantes représentent également un risque en tant que successeur. Bien que la Société provisionne pour ces litiges, nous ne pouvons pas assurer que toutes les réclamations sont provisionnées aux coûts de règlement, ayant potentiellement un effet défavorable additionnel sur le résultat net.

La loi canadienne anti-pourriel exige le consentement du destinataire afin d'envoyer des messages électroniques commerciaux. De plus, la Société doit également respecter la législation sur les droits d'auteur. Cependant, il pourrait survenir des situations qui feraient en sorte que certaines des activités de la Société ne respectent pas la vie privée des utilisateurs et d'autres personnes ou que certaines règles de droit d'auteur ne soient pas respectées avec la publication de différents contenus dans les divers médias de la Société. Bien que la Société ait mis en place des contrôles stricts à ces égards, tout manquement en ce qui concerne la collecte, l'utilisation, la divulgation, la sécurité des renseignements personnels, et la protection des droits d'auteur ou d'autres questions de confidentialité pourrait nuire à sa réputation et à son résultat net.

Risques financiers

Cycles économiques - L'effet des cycles économiques sur la demande pour nos produits

Les activités de la Société sont exposées aux cycles économiques et aux conditions de marché difficiles, car une portion significative de ses revenus dépend, directement ou indirectement, des dépenses publicitaires des annonceurs. La conjoncture économique globale, des changements des habitudes d'achat des consommateurs ainsi que des changements structurels significatifs, notamment la consolidation de certaines industries et l'adoption de plateformes numériques, touchent également les industries de nos principaux clients, ce qui pourrait avoir un effet défavorable sur les produits offerts par la Société. De plus, avec l'acquisition de Coveris Americas le 1^{er} mai 2018, la Société œuvre maintenant dans de

nouveaux pays, notamment au Royaume-Uni, au Guatemala, au Mexique, en Équateur, en Nouvelle-Zélande et en Chine. Les risques économiques propres à chaque pays peuvent aussi avoir un effet sur nos résultats d'exploitation. Toutefois, la Société croit qu'elle atténue ce risque par la nature même de la composition de ses activités puisqu'une importante partie de sa clientèle se retrouve dans des secteurs d'activité moins cycliques, tels que l'alimentation. De plus, puisque la Société est un chef de file dans ses marchés, nous croyons ainsi pouvoir limiter notre exposition aux cycles économiques sans toutefois éliminer les effets défavorables ou l'ampleur de ceux-ci.

Crédit - Mauvaises créances de certains clients

Certains facteurs, tels que les conditions économiques et des changements au sein de certaines industries, pourraient exposer la Société au risque de crédit relatif aux créances à recevoir de certains de ses clients, affectant ainsi sa capacité de recouvrement selon les termes de paiement établis. Afin de limiter ce risque, la Société a mis en place des contrôles stricts en matière de crédit. La haute direction analyse et révisé régulièrement la situation financière de sa clientèle et applique des procédures d'évaluation rigoureuses pour tout nouveau client. Une limite de crédit spécifique par client est établie et révisée régulièrement par la Société pour les clients importants ou considérés à risque. De plus, en raison de la diversification de ses produits, de sa clientèle et de sa couverture géographique, la Société estime qu'elle est protégée contre une concentration du risque de crédit. La Société possède également une police d'assurance-crédit couvrant certains clients pour un montant maximum de 25,0 millions de dollars de pertes combinées par année. Les conditions de la police comprennent les clauses usuelles et comportent des limites quant aux montants pouvant être réclamés par événement et par année de couverture.

Liquidités - Disponibilité des capitaux à un coût raisonnable

La Société et ses filiales sont exposées au risque de liquidités, c'est-à-dire le risque qu'elles ne soient pas en mesure de remplir leurs obligations financières lorsqu'elles deviennent exigibles, ou de les remplir, mais à un coût excessif. La clôture de l'acquisition de Coveris Americas le 1^{er} mai 2018 a entraîné une hausse importante de notre dette consolidée en raison de l'augmentation de son financement par emprunt. Par conséquent, notre niveau d'endettement net pourrait avoir des incidences importantes, en particulier les suivantes :

- limiter notre capacité d'obtenir un financement supplémentaire, notamment pour notre fonds de roulement, nos dépenses en immobilisations, le service de notre dette, nos acquisitions et nos besoins généraux;
- limiter notre capacité de s'adapter à l'évolution de la conjoncture des marchés et nous rendre moins concurrentiels par rapport à nos concurrents moins endettés;
- accroître nos frais financiers et réduire notre rentabilité;
- ne pas être en mesure de verser des dividendes sur nos actions à droit de vote subalterne catégorie A et nos actions catégorie B;
- être vulnérable à un ralentissement économique général;
- rendre plus difficile le respect nos engagements au titre de notre dette.

La concrétisation de l'une ou l'autre de ces circonstances pourrait avoir une incidence négative importante sur nos activités, notre situation financière, nos perspectives et/ou nos résultats d'exploitation. De plus, nous pourrions ne pas être en mesure d'atteindre nos objectifs de croissance stratégiques si nous ne disposons pas des ressources en capital nécessaires pour financer notre stratégie de croissance interne et par acquisitions. En outre, le non-respect des clauses restrictives établies par les prêteurs de nos nouvelles facilités de crédit pourrait entraîner des pertes financières, une hausse des coûts ou des défauts croisés, ce qui pourrait avoir une incidence négative importante sur nos activités, notre situation financière, nos perspectives et/ou nos résultats d'exploitation. Les conditions de nos facilités de crédit nous autorisent à contracter des dettes supplémentaires dans certaines circonstances, mais pourraient nous imposer certaines restrictions qui limiteront notre capacité d'exploiter notre entreprise.

Le risque est toutefois atténué pour la Société car elle bénéficie d'une situation financière saine avec un ratio d'endettement net de 3,1x au 28 octobre 2018 et qu'elle prévoit continuer à générer d'importants flux de trésorerie opérationnels. De plus, au 28 octobre 2018, la Société a toujours accès à son crédit à terme rotatif d'un montant de 400,0 millions de dollars (dont 269,2 millions sont disponibles) qui vient à échéance en février 2023. Toutefois, il est à noter que la capacité et le coût de financement de la Société sont tributaires des cotes de crédit attribuées à la Société par différentes agences de cotation.

Taux d'intérêt - La hausse des taux d'intérêt sur le marché relativement à nos instruments financiers

La Société est exposée aux risques du marché liés aux hausses des taux d'intérêt. La dette à taux variable porte intérêt à des taux fondés sur le taux LIBOR ou sur les taux des acceptations bancaires. À la fin de l'exercice 2018, la portion à taux fixe de la dette à long terme de la Société représentait 24,6 % de la dette totale.

Taux de change - Les fluctuations des taux de change

La dépréciation du dollar canadien face au dollar américain au cours des dernières années a engendré une augmentation de la valeur des ventes aux États-Unis et créé certaines opportunités d'affaires, car la majorité des coûts de la Société sont engagés en dollars canadiens. De plus, nos récentes acquisitions aux États-Unis ont augmenté la part des revenus et des profits de la Société en dollars américains. Quant à l'appréciation du dollar américain, celle-ci offre une certaine protection à la Société contre la concurrence étrangère au sein du secteur de l'impression. Toutefois, une éventuelle reprise de la devise canadienne aurait un effet négatif sur le résultat net. Afin de minimiser les risques de fluctuations à court terme des devises étrangères, la Société veille à appairer les entrées et les sorties de fonds dans une même devise et maintient en place un programme de couverture de change utilisant des produits dérivés.

Fiscalité - Des changements aux lois fiscales pourraient nuire à notre rentabilité

La Société doit payer des impôts dans plusieurs juridictions. Divers facteurs pourraient faire augmenter nos charges fiscales dans l'avenir, notamment des changements dans la composition du bénéfice dans des pays aux taux d'imposition différents. La Société se penche régulièrement sur ces questions pour déterminer si elle évalue correctement ses obligations fiscales. Des évaluations inexactes pourraient avoir des conséquences importantes sur ses activités, sa situation financière, ses perspectives ou ses résultats d'exploitation. Des changements aux lois ou à la manière dont les autorités fiscales les interprètent, dans certains cas avec effet rétroactif, pourraient avoir des conséquences. Par exemple, l'imposition d'impôts additionnels, la hausse du taux de l'impôt sur le revenu ou d'autres impôts ou l'abolition d'incitatifs fiscaux dont l'entreprise bénéficie dans un territoire où elle exerce ses activités pourraient faire augmenter notre taux d'imposition effectif et nuire fortement à notre rentabilité. Tout changement aux lois fiscales, à l'interprétation qu'en font les autorités fiscales ou aux règles comptables pourrait avoir une incidence négative importante sur l'impôt dû au titre de périodes passées et futures. Enfin, des contrôles fiscaux dont l'entreprise pourrait faire l'objet dans l'un ou l'autre des territoires où nous exerçons nos activités pourraient modifier défavorablement notre taux d'imposition effectif, ce qui pourrait se répercuter négativement sur nos activités, notre situation financière, nos perspectives ou nos résultats d'exploitation.

Fiscalité - Des contestations d'autorités fiscales ou des modifications dans les taux d'imposition statutaires en vigueur

La Société estime que tous les frais réclamés par les différentes entités du groupe sont raisonnables, déductibles et que le coût et la déduction du coût en capital utilisés pour les biens amortissables de ces entités ont été calculés correctement. Dans le cours normal des activités de la Société, les autorités fiscales procèdent à des vérifications continues et, à cet égard, rien ne garantit que les autorités fiscales ne contesteront pas la position de la Société relativement à certaines questions fiscales. Si elles ont gain de cause, ces contestations pourraient avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, son résultat net et sa situation financière, ainsi que sur le rendement pour les actionnaires.

Si les taux d'impôt d'une période future augmentaient ou diminuaient dans un territoire quelconque, notre charge d'impôts sur le résultat de cette même période augmenterait ou diminuerait en conséquence. De plus, nos actifs et passifs d'impôt différé augmenteraient ou diminueraient parallèlement aux hausses ou aux baisses de taux d'impôt, ce qui aurait des répercussions sur les impôts sur le résultat. Par ailleurs, une baisse ou une hausse du taux d'impôt se traduirait par une hausse ou une baisse de notre bénéfice net annuel comparativement à ce qu'il aurait été autrement.

Régimes de retraite - L'effet de fluctuations majeures des marchés sur la solvabilité des régimes de retraite

Au 28 octobre 2018, la quasi-totalité des employés actifs de la Société participait à des régimes de retraite à cotisations définies. Toutefois, les risques relatifs aux régimes à prestations définies sont toujours assumés par la Société. La capitalisation des régimes de retraite à prestations définies est calculée selon des estimations actuarielles et est soumise aux restrictions découlant des règlements fiscaux et autres règlements pertinents. Les estimations actuarielles effectuées durant l'exercice tiennent compte d'hypothèses relatives aux prévisions salariales jusqu'à la retraite et du taux de rendement à long terme prévu des actifs des régimes. L'obligation au titre des prestations définies, la juste valeur des actifs des régimes et la composition des actifs des régimes sont mesurées à la date des états financiers annuels. La Société poursuit sa stratégie d'investissement afin de limiter l'exposition de nos actifs à des fluctuations majeures qui affecteraient la solvabilité des régimes.

Tests de dépréciation - Résultats des tests de dépréciation sur la valeur des actifs

Les IFRS exigent que la Société effectue des tests de dépréciation de l'actif à long terme s'il existe un quelconque indice qu'un actif ou un groupe d'actifs ait pu se déprécier. Toute baisse de valeur provenant des tests de dépréciation aurait un effet défavorable sur le résultat net de la Société, sans toutefois avoir un effet important sur sa conformité au ratio d'endettement qu'elle doit respecter aux termes de ses facilités de crédit actuelles ou sur sa capacité d'emprunt.

CONTRÔLE ET PROCÉDURE DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Le président et chef de la direction ainsi que le chef de la direction financière de la Société sont responsables de la mise en place et du respect des contrôles et procédures de communication de l'information au sein de la Société.

Nos contrôles et procédures de présentation de l'information sont conçus de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'information que nous sommes tenus de fournir est consignée, traitée, résumée et rapportée au cours des délais prévus dans les lois sur les valeurs mobilières du Canada et que des contrôles et procédures sont élaborés pour s'assurer que cette information est accumulée et communiquée à la direction de manière à permettre la prise de décisions au moment opportun à l'égard de l'information à fournir.

L'efficacité de la conception et du fonctionnement des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société a été évaluée au sens du Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs (le « Règlement 52-109 ») au 28 octobre 2018. Sur la base de cette évaluation, le président et chef de la direction ainsi que le chef de la direction financière de la Société ont conclu que la conception et le fonctionnement des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société étaient efficaces au 28 octobre 2018.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le président et chef de la direction ainsi que le chef de la direction financière de la Société sont responsables de la mise en place et du maintien d'un contrôle interne adéquat. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière (« CIIF ») a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la Société et à la préparation des états financiers consolidés conformément aux IFRS.

L'efficacité de la conception et du fonctionnement du CIIF a été évaluée au 28 octobre 2018, conformément au cadre et aux critères énoncés dans le document intitulé Internal Control - Integrated Framework qu'a publié le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (« COSO ») en 2013, un modèle de contrôle reconnu, et aux exigences du Règlement 52-109. Sur la base de cette évaluation, le président et chef de la direction ainsi que le chef de la direction financière de la Société ont conclu que la conception et le fonctionnement du CIIF étaient efficaces au 28 octobre 2018.

Tout système de contrôle interne, quelle que soit la qualité de sa conception, comporte des limites intrinsèques. Par conséquent, même les systèmes considérés comme efficaces ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable à l'égard de la présentation de l'information financière et de la préparation des états financiers.

Conformément aux dispositions du Règlement 52-109, la direction a limité l'étendue de sa conception des contrôles et procédures de communication de l'information et du CIIF de la Société afin d'exclure les contrôles, les politiques et les procédures de Coveris Americas, une mesure acceptée par l'Autorité des marchés financiers (AMF) durant la première année suivant l'acquisition d'une entreprise, le temps de permettre à une société de procéder à son intégration.

Coveris Americas, qui emploie 3100 employés, exploite 21 installations de production fabriquant une vaste gamme de produits de plastique souple et de produits de papier. Ces installations sont situées aux États-Unis, au Canada, au Guatemala, au Mexique, en Équateur, au Royaume-Uni, en Nouvelle-Zélande et en Chine. Acquise le 1^{er} mai 2018, Coveris Americas a généré des revenus de 629,9 millions de dollars et un résultat opérationnel de 13,2 millions au cours de l'exercice de 2018.

Des informations additionnelles relatives à cette acquisition sont présentées dans le tableau #10.

Tableau #10 :

(en millions de dollars)	Coveris Americas
État de la situation financière	Au 28 octobre 2018
Actifs courants	370,0
Actifs non courants	1 762,5
Passifs courants	139,2
Passifs non courants	113,0
État du résultat	Exercice clos le 28 octobre 2018
Revenus	629,9
Résultat opérationnel avant amortissement	65,6
Résultat opérationnel	13,2

Veuillez vous référer à la note 4 des états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 28 octobre 2018 pour obtenir des informations supplémentaires relatives à cette acquisition.

Au cours de l'exercice clos le 28 octobre 2018, sauf les faits susmentionnés, aucune modification touchant le CIIF qui a eu ou est susceptible d'avoir une incidence importante sur ce contrôle n'a été portée à l'attention de la direction de la Société, y compris le président et chef de la direction ainsi que le chef de la direction financière de la Société.

PERSPECTIVES

Au chapitre du secteur de l'emballage, les acquisitions, notamment celle de Coveris Americas complétée le 1^{er} mai 2018, contribueront de façon significative aux revenus et au résultat opérationnel ajusté pour les deux prochains trimestres par rapport aux trimestres correspondants de l'exercice précédent. En ce qui concerne Coveris Americas, nous prévoyons des revenus similaires à ceux anticipés lors de l'acquisition ainsi qu'une amélioration graduelle de nos marges bénéficiaires au cours des prochains trimestres, et ce, grâce à l'effet des synergies annoncées qui devraient commencer progressivement à compter du début de l'exercice 2019 pour atteindre la cible de 10 millions de dollars américains sur une base annualisée à la fin du deuxième trimestre de 2019 ainsi qu'à une attention accrue portée sur l'efficacité manufacturière. Pour ce qui est de nos activités d'emballage autres que celles de Coveris Americas, nous devrions continuer à générer une croissance interne de nos revenus avec l'aide de notre force de vente bien établie, ce qui devrait aussi contribuer au chapitre de la profitabilité. Le coût des matières premières et les frais de transport pourraient de nouveau avoir un effet défavorable sur les marges bénéficiaires du secteur advenant une hausse soutenue de ceux-ci.

Pour le secteur de l'impression, nous prévoyons que les revenus provenant de notre offre de services aux détaillants canadiens demeureront relativement stables au cours de l'exercice 2019. En ce qui a trait au créneau d'impression de journaux, celui-ci continuera d'être touché par la fin de la reconnaissance des revenus reportés des contrats d'impression de journaux (tableau #4), qui aura un effet non monétaire défavorable sur le résultat opérationnel ajusté de 9,9 millions de dollars au premier trimestre de 2019 et de 4,5 millions au deuxième trimestre de 2019. Aussi, aucun revenu ne sera comptabilisé en 2019 en ce qui a trait aux services de transition avec Hearst, comparativement à des revenus d'environ 9 millions de dollars qui ont été comptabilisés à cet effet au cours de l'exercice 2018. Pour tous les autres créneaux d'impression, nous prévoyons que nos revenus continueront d'être touchés par les mêmes tendances observées au cours des récents trimestres. Enfin, afin de limiter l'effet de ces baisses, nous poursuivrons nos initiatives d'efficacité opérationnelle.

Finalement, nous continuerons de générer d'importants flux de trésorerie de l'ensemble de nos activités opérationnelles, ce qui nous permettra de réduire notre endettement en ligne avec notre stratégie.

Au nom de la direction,

(s) Donald LeCavalier
Le chef de la direction financière

Le 13 décembre 2018



KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.
Tour KPMG, Bureau 1500
600, boul. de Maisonneuve Ouest
Montréal (Québec) H3A 0A3
Canada

Téléphone (514) 840-2100
Télécopieur (514) 840-2187
Internet www.kpmg.ca

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Aux actionnaires de Transcontinental inc.

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Transcontinental inc., qui comprennent les états consolidés de la situation financière aux 28 octobre 2018 et 29 octobre 2017, les états consolidés du résultat, du résultat global, des variations des capitaux propres et les flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes, qui comprennent un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève de notre jugement, et notamment de notre évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, nous prenons en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.



Page 2

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée de Transcontinental inc. aux 28 octobre 2018 et 29 octobre 2017, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

*KPMG A.R.L. / S.E.N.C.R.L.**

Le 13 décembre 2018

Montréal, Canada

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT

Exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017
(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

	Notes	28 octobre 2018	29 octobre 2017
Revenus		2 623,5 \$	2 007,2 \$
Charges opérationnelles	5	2 071,6	1 610,5
Frais de restructuration et autres coûts (gains)	6	8,6	(13,6)
Dépréciation d'actifs	7	6,6	4,9
Résultat opérationnel avant amortissement		536,7	405,4
Amortissement	8 & 31	169,1	103,4
Résultat opérationnel		367,6	302,0
Frais financiers nets	9	36,5	17,7
Résultat avant quote-part du résultat net dans des coentreprises et impôts sur le résultat		331,1	284,3
Quote-part du résultat net dans des coentreprises, déduction faite des impôts y afférents		0,1	0,3
Impôts sur le résultat	10	117,8	73,1
Résultat net		213,4 \$	211,5 \$
Résultat net par action - de base		2,59 \$	2,74 \$
Résultat net par action - dilué		2,58 \$	2,73 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation - de base (en millions)	22	82,5	77,3
Nombre moyen pondéré d'actions - dilué (en millions)	22	82,6	77,5

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

Exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017
(en millions de dollars canadiens)

	Notes	28 octobre 2018	29 octobre 2017
Résultat net		213,4 \$	211,5 \$
Autres éléments du résultat global			
Éléments qui seront reclassés au résultat net			
Variation nette liée aux couvertures de flux de trésorerie			
Variation nette de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie		(0,6)	2,3
Reclassement de la variation nette de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie au cours des périodes antérieures, portée au résultat net au cours de la période considérée		(0,5)	1,3
Impôts sur le résultat y afférents		(0,3)	1,0
		(0,8)	2,6
Écarts de conversion cumulés			
Gains nets (pertes nettes) de change latents sur la conversion des états financiers des établissements étrangers		13,9	(19,5)
Gains nets (pertes nettes) sur la couverture de l'investissement net dans les établissements étrangers		(0,7)	3,4
Impôts sur le résultat y afférents		(0,6)	0,9
		13,8	(17,0)
Éléments qui ne seront pas reclassés au résultat net			
Variations liées aux régimes à prestations définies			
Écarts actuariels au titre des régimes à prestations définies		5,1	8,6
Impôts sur le résultat y afférents		1,8	2,4
		3,3	6,2
Autres éléments du résultat global	24	16,3	(8,2)
Résultat global		229,7 \$	203,3 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

Exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017
(en millions de dollars canadiens)

	Notes	Capital social	Surplus d'apport	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global	Total des capitaux propres
Solde au 29 octobre 2017		371,6 \$	1,1 \$	851,5 \$	(5,5) \$	1 218,7 \$
Résultat net		—	—	213,4	—	213,4
Autres éléments du résultat global	24	—	—	—	16,3	16,3
Apports des actionnaires et contributions aux actionnaires						
Rachat d'actions	21	(7,1)	—	(16,5)	—	(23,6)
Dividendes	21	—	—	(68,6)	—	(68,6)
Émission d'actions, net de frais d'émission	21	277,9	—	—	—	277,9
Solde au 28 octobre 2018		642,4 \$	1,1 \$	979,8 \$	10,8 \$	1 634,1 \$
Solde au 31 octobre 2016		361,9 \$	3,2 \$	700,9 \$	2,7 \$	1 068,7 \$
Résultat net		—	—	211,5	—	211,5
Autres éléments du résultat global	24	—	—	—	(8,2)	(8,2)
Apports des actionnaires et contributions aux actionnaires						
Levée d'options d'achat d'actions	21	9,7	(2,1)	—	—	7,6
Dividendes	21	—	—	(60,9)	—	(60,9)
Solde au 29 octobre 2017		371,6 \$	1,1 \$	851,5 \$	(5,5) \$	1 218,7 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017

(en millions de dollars canadiens)

	Notes	Au 28 octobre 2018	Au 29 octobre 2017 ⁽¹⁾
Actifs courants			
Trésorerie		40,5 \$	247,1 \$
Débiteurs	11	565,4	380,6
Impôts sur le résultat à recevoir		6,9	17,2
Stocks	12	305,6	116,9
Frais payés d'avance et autres actifs courants		24,7	18,4
		943,1	780,2
Immobilisations corporelles et immeubles de placement			
	13	888,6	500,8
Immobilisations incorporelles			
	14	747,1	171,1
Goodwill	4 & 15	1 150,0	505,0
Impôts différés	10	18,4	139,0
Autres éléments d'actif	16	35,0	40,6
		3 782,2 \$	2 136,7 \$
Passifs courants			
Créditeurs et charges à payer	17	431,6 \$	304,7 \$
Provisions	19	3,7	6,4
Impôts sur le résultat à payer		14,8	9,5
Revenus reportés et dépôts		16,0	44,7
Portion courante de la dette à long terme	18	251,2	—
		717,3	365,3
Dette à long terme			
	18	1 209,8	348,3
Impôts différés			
	10	98,4	44,1
Provisions			
	19	2,3	1,3
Autres éléments du passif	20	120,3	159,0
		2 148,1	918,0
Capitaux propres			
Capital social	21	642,4	371,6
Surplus d'apport		1,1	1,1
Résultats non distribués		979,8	851,5
Cumul des autres éléments du résultat global	24	10,8	(5,5)
		1 634,1	1 218,7
		3 782,2 \$	2 136,7 \$

⁽¹⁾ Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée au cours de l'exercice.

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017
(en millions de dollars canadiens)

	Notes	28 octobre 2018	29 octobre 2017
Activités opérationnelles			
Résultat net		213,4 \$	211,5 \$
Ajustements pour rapprocher le résultat net et les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles :			
Dépréciation d'actifs	7	6,6	4,9
Amortissement	8	193,5	127,8
Frais financiers de la dette à long terme	9	40,7	17,5
Gains nets à la cession d'actifs		(5,1)	(1,2)
Gains nets sur cessions d'entreprises	4 & 6	(37,5)	(24,1)
Impôts sur le résultat	10	117,8	73,1
Variation nette de change et autres		9,8	1,4
Flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles avant variation des éléments hors caisse liés aux opérations et des impôts sur le résultat payés			
		539,2	410,9
Variation des éléments hors caisse liés aux opérations ⁽¹⁾	25	(184,8)	(31,0)
Impôts sur le résultat payés		(41,9)	(55,8)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		312,5	324,1
Activités d'investissement			
Regroupements d'entreprises, nets de la trésorerie acquise	4	(1 573,3)	(15,9)
Cessions d'entreprises	4	35,0	33,7
Acquisitions d'immobilisations corporelles		(59,4)	(33,2)
Cessions d'immobilisations corporelles		24,7	7,1
Augmentation des immobilisations incorporelles		(20,6)	(15,6)
Dividendes reçus de co-entreprises		3,4	—
Sortie nette de trésorerie à l'acquisition d'une entreprise associée		(2,5)	—
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(1 592,7)	(23,9)
Activités de financement			
Augmentation de la dette à long terme, net de frais d'émission		958,9	—
Remboursement de la dette à long terme	4 & 18	(164,0)	(0,2)
Augmentation nette de la facilité de crédit, net de frais d'émission	18	128,4	—
Frais financiers de la dette à long terme		(35,0)	(16,2)
Produit de l'émission d'actions en contrepartie de reçus de souscription, net de frais d'émission	21	274,9	—
Levée d'options d'achat d'actions	21	—	7,6
Dividendes	21	(68,6)	(60,9)
Rachat d'actions	21	(23,6)	—
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		1 071,0	(69,7)
Incidence des écarts de taux de change sur la trésorerie libellée en monnaies étrangères			
		2,6	(0,1)
Variation nette de la trésorerie			
		(206,6)	230,4
Trésorerie au début de l'exercice			
		247,1	16,7
Trésorerie à la fin de l'exercice			
		40,5 \$	247,1 \$
Activités d'investissement sans effet sur la trésorerie			
Variation nette des acquisitions d'immobilisations financées par des créditeurs		1,3 \$	(0,4) \$

⁽¹⁾ Ce montant inclut la reconnaissance accélérée du solde d'ouverture au 29 octobre 2017 des revenus reportés dans le cadre de la transaction avec Hearst pour l'exercice clos le 28 octobre 2018 (note 31).

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

1 INFORMATIONS GÉNÉRALES

Transcontinental inc. (la « Société ») est constituée en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions. Les actions à droit de vote subalterne catégorie A et les actions catégorie B se négocient à la Bourse de Toronto. Le siège social de la Société est situé au 1, Place Ville Marie, bureau 3240, Montréal (Québec), Canada H3B 0G1.

La Société est un chef de file en emballage souple en Amérique du Nord et le plus important imprimeur au Canada. La Société exerce principalement ses activités au Canada, aux États-Unis, en Amérique latine, au Royaume-Uni, en Australie et en Nouvelle-Zélande dans trois secteurs distincts : le secteur de l'emballage, le secteur de l'impression et le secteur des médias. Les principales activités de la Société sont décrites à la note 3 « Information sectorielle ».

Le conseil d'administration de la Société a approuvé les présents états financiers consolidés le 13 décembre 2018.

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Mode de présentation

Les présents états financiers consolidés ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »).

Les méthodes comptables adoptées dans les présents états financiers consolidés annuels sont fondées sur les IFRS publiées, en vigueur et qui ont été adoptées par la Société au 28 octobre 2018. Toute modification subséquente des méthodes comptables, prenant effet dans les états financiers consolidés de la Société après le 28 octobre 2018, pourrait donner lieu au retraitement des présents états financiers consolidés annuels.

Les états financiers consolidés IFRS ont été établis conformément aux principales méthodes comptables ci-dessous :

a) Base d'évaluation

Les états financiers consolidés ont été établis selon la méthode du coût historique, qui est généralement fondé sur la juste valeur de la contrepartie cédée en échange des actifs, sauf pour ce qui est des éléments suivants :

- les instruments financiers dérivés et les contreparties conditionnelles qui ont été évalués selon leur juste valeur;
- le passif lié à la rémunération à base d'action qui a été évalué selon IFRS 2, *Païement fondé sur des actions*, et
- les passifs au titre des régimes à prestations définies, qui sont constatés au net de la juste valeur des actifs des régimes à prestations définies et de la valeur actualisée des obligations liées à ces régimes.

b) Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société, de ses filiales et de ses coentreprises. Les méthodes comptables décrites ont été appliquées de manière constante et uniforme par toutes les filiales et les coentreprises.

i) Filiales

Les filiales représentent toutes les entités que la Société contrôle. Il y a contrôle lorsque la Société est exposée ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité émettrice, et qu'elle a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité émettrice de manière à influencer considérablement sur le montant des rendements qu'elle obtient. Les filiales sont entièrement consolidées à compter de la date à laquelle la Société en obtient le contrôle, et cessent d'être consolidées à la date à laquelle le contrôle prend fin. Au besoin, des ajustements sont apportés aux états financiers des filiales afin que leurs méthodes comptables soient conformes à celles de la Société. Une entité consolidée intégralement mais qui n'est pas détenue en totalité par la Société, donne lieu à une participation ne donnant pas le contrôle qui est présentée distinctement à l'état consolidé du résultat et à l'état consolidé de la situation financière.

Les principales filiales détenues par la Société sont les suivantes :

	Détention
Imprimeries Transcontinental inc. (Canada)	100,0 %
Imprimeries Transcontinental 2007 inc. (Québec)	100,0
Imprimeries Transcontinental 2005 S.E.N.C. (Québec)	100,0
Transcontinental Printing Corporation (Delaware)	100,0
Médias Transcontinental inc. (Québec)	100,0
Médias Transcontinental S.E.N.C. (Québec)	100,0
Transcontinental Interactif inc. (Canada)	100,0
TC Transcontinental Packaging Inc. (Delaware)	100,0
Transcontinental US LLC (Delaware)	100,0

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

ii) Coentreprises

Les coentreprises représentent les entités sur lesquelles la Société exerce un contrôle conjoint en vertu d'accords contractuels qui requièrent le consentement unanime des parties pour les décisions portant sur les activités qui ont une incidence importante sur les rendements de l'entité et dans lesquelles la Société a des droits sur l'actif net. Les coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Les participations de la Société dans des coentreprises sont dans le secteur des médias et leur effet sur l'actif, le passif, les revenus et les dépenses consolidés de la Société est négligeable.

c) Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, et leurs résultats d'opérations sont inclus dans les états financiers consolidés à compter de la date d'acquisition. La contrepartie transférée correspond au total de la juste valeur des actifs acquis, des instruments de capitaux propres émis, des passifs contractés ou repris par la Société et des contreparties conditionnelles, à la date d'acquisition, en échange du contrôle de l'entité acquise. L'excédent de la contrepartie transférée sur la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs pris en charge est comptabilisé à titre de goodwill. Les coûts de transaction attribuables à l'acquisition sont comptabilisés au résultat net au moment où ils sont engagés.

Si l'accord comprend une contrepartie conditionnelle, celle-ci est évaluée à la juste valeur à la date d'acquisition et est ajoutée à la contrepartie transférée, et un passif du même montant est comptabilisé. Toute variation ultérieure de la juste valeur de la contrepartie conditionnelle sera comptabilisée au résultat net en Frais de restructuration et autres coûts (gains).

Si la comptabilisation initiale du regroupement d'entreprises est inachevée au moment de la publication de l'information financière pour la période au cours de laquelle l'acquisition survient, la Société présente les montants provisoires pour les éléments pour lesquels l'évaluation est inachevée. L'achèvement de l'évaluation de ces éléments sera pris en compte à titre d'ajustement des actifs acquis et des passifs assumés au cours de la période d'évaluation, et les ajustements devront être appliqués rétroactivement. La période d'évaluation correspond à la période entre la date d'acquisition et la date à laquelle la Société a reçu les informations complètes sur les faits et circonstances qui prévalaient à la date d'acquisition.

Si un regroupement d'entreprises est réalisé en étapes, la Société réévalue la part qu'elle détenait au préalable dans l'entité acquise à la juste valeur à la date d'acquisition et inscrit le profit ou la perte en résultant, s'il y a lieu, au résultat net.

Dans le cas de regroupements d'entreprises à moins de 100 %, une participation ne donnant pas le contrôle est évaluée soit à la juste valeur, soit à la quote-part de la participation ne donnant pas le contrôle dans l'actif net identifiable de l'entité acquise. Le choix de la base d'évaluation se fait transaction par transaction.

d) Constatation des revenus

Les revenus sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, diminués du montant estimatif des rabais et autres réductions similaires accordés aux clients.

Dans le cadre de la vente de biens, la Société constate ses revenus lorsque les critères suivants sont respectés :

- il y a eu transfert des risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens;
- la Société n'est plus impliquée dans la gestion ni dans le contrôle effectif des biens vendus;
- le montant des revenus peut être évalué de façon fiable;
- il est probable que les avantages économiques associés à la transaction iront à la Société;
- les coûts engagés ou à engager dans le cadre de la vente de biens peuvent être évalués de façon fiable.

Dans le cadre de la prestation de services, la Société constate ses revenus lorsque les critères suivants sont respectés :

- le montant des revenus peut être évalué de façon fiable;
- le degré d'avancement de l'activité peut être évalué de façon fiable;
- il est probable que les avantages économiques associés à la transaction iront à la Société;
- les coûts engagés ou à engager dans le cadre de la prestation de services peuvent être évalués de façon fiable.

i) Dans les secteurs de l'impression et de l'emballage, les revenus sont constatés comme suit :

Produits d'impression et produits d'emballages:

Les revenus provenant de la vente de produits d'impression et de produits d'emballages sont constatés au moment où les produits sont expédiés ou livrés selon l'entente conclue avec le client.

Revenus de distribution :

Les revenus de distribution de porte en porte sont constatés à la date de livraison du matériel publicitaire.

Revenus de prémédia :

Les revenus de prémédia sont constatés lorsque les services ont été rendus, selon l'entente conclue avec le client.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

ii) Dans le secteur des médias, les revenus sont constatés comme suit :

Revenus de publicité :

Les revenus de publicité sont constatés à la date de parution dans le cas d'une publication quotidienne ou hebdomadaire ou à la date de sortie dans le cas d'une publication mensuelle.

Revenus d'abonnement :

Les revenus d'abonnement sont constatés linéairement, sur la base des contrats, soit la période pendant laquelle les services seront rendus. Ainsi, les montants encaissés sont comptabilisés dans les abonnements perçus d'avance, et sont par la suite virés aux résultats en fonction de la durée des abonnements.

Revenus en kiosque :

Les revenus en kiosque sont constatés au moment de la livraison, déduction faite d'une provision pour retours.

Revenus de vente de livres :

Les revenus de vente de livres sont constatés au moment où les livres sont expédiés aux clients, déduction faite d'une provision pour retours.

Revenus de production de publications sur mesure :

Les revenus de production de publications sur mesure sont constatés lorsque les produits sont expédiés ou livrés, ou lorsque les services ont été rendus, selon l'entente conclue avec le client. Les revenus de mise à jour des publications numériques sont constatés à l'avancement des travaux.

Revenus d'utilisation des outils informatisés :

Les revenus d'utilisation des outils informatisés sont constatés en fonction du volume d'utilisation, de l'espace stockage ou des rapports générés, selon l'entente conclue avec le client. Les revenus ainsi facturés tiennent également compte d'escomptes liés aux échelles d'utilisation.

e) Opérations d'échange

Dans le cours normal de ses activités, la Société offre de la publicité en échange de biens ou de services. Les revenus ainsi générés sont mesurés à la juste valeur des biens ou des services reçus ou cédés, lorsque la juste valeur des biens ou services reçus ne peut être évaluée de façon fiable. Pour l'exercice clos le 28 octobre 2018, la Société a constaté un montant de 1,5 million de dollars à titre d'opérations d'échange (2,3 millions pour l'exercice clos le 29 octobre 2017).

f) Impôts sur le résultat

La Société comptabilise les impôts sur le résultat selon la méthode du passif fiscal. La charge d'impôts représente la somme de l'impôt exigible et de l'impôt différé. Elle est comptabilisée aux résultats, sauf dans la mesure où elle se rapporte à des éléments constatés directement dans les capitaux propres, auquel cas elle est comptabilisée dans les capitaux propres.

i) Impôt exigible

L'impôt exigible est l'impôt qui devra vraisemblablement être payé ou récupéré au titre du résultat imposable de la période, d'après les taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture des états financiers, et il comprend également tout ajustement de la charge ou du recouvrement d'impôt concernant les exercices antérieurs. Le résultat imposable diffère du résultat comptabilisé à l'état consolidé du résultat en raison d'éléments de produits et de charges qui sont imposables ou déductibles au cours d'autres périodes, ou d'éléments qui ne seront jamais imposables, ni déductibles.

ii) Impôt différé

L'impôt différé est déterminé en fonction des différences temporaires entre les valeurs comptables et les bases fiscales des actifs et passifs, et est mesuré aux taux d'impôt qui devraient s'appliquer dans la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé, en fonction des taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture des états financiers. Aucun impôt différé n'est comptabilisé relativement aux différences temporaires suivantes : la comptabilisation initiale d'actifs ou de passifs dans le cadre d'une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui ne touche ni le résultat comptable, ni le résultat imposable, ainsi que les différences qui se rapportent à des participations dans des filiales ou des entités contrôlées conjointement, dans la mesure où il est probable que ces différences ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible. En outre, aucun impôt différé n'est comptabilisé au titre des différences temporaires qui résultent de la comptabilisation initiale du goodwill. La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à chaque fin de période et une réduction de la valeur comptable des actifs d'impôt différé est comptabilisée lorsqu'il est probable que ces actifs ne seront pas réalisés.

g) Aide gouvernementale

Les crédits d'impôt à l'investissement liés à l'acquisition d'immobilisations corporelles ou incorporelles sont constatés en réduction du coût de l'actif sous-jacent. Les crédits d'impôt à l'investissement liés aux charges opérationnelles sont constatés en réduction de ces dernières. L'aide gouvernementale liée à l'édition est constatée en réduction des coûts d'édition.

h) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse et les placements très liquides ayant une échéance initiale de moins de trois mois.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

i) Stocks

Les stocks sont évalués au coût ou à la valeur nette de réalisation, selon le moins élevé des deux montants. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti, et comprend le coût d'acquisition des matières premières et les coûts de transformation, tels la main d'œuvre directe et une portion des frais généraux de production.

j) Rabais des fournisseurs

La Société comptabilise les rabais des fournisseurs en réduction du coût des biens ou services reçus et réduit les charges opérationnelles figurant à l'état consolidé du résultat et les stocks connexes figurant à l'état consolidé de la situation financière. Ces rabais sont estimés en fonction des volumes d'achats prévus.

k) Immobilisations corporelles et immeubles de placement

Les immobilisations corporelles et les immeubles de placement sont comptabilisés au coût diminué du cumul de l'amortissement et des dépréciations. Le coût comprend les dépenses directement attribuables à l'acquisition de l'immobilisation corporelle. Les coûts, tels que les coûts d'emprunt, directement encourus pour l'acquisition ou la construction d'immobilisations corporelles, sont capitalisés jusqu'à ce que l'actif soit prêt pour son utilisation prévue, et sont amortis sur la durée d'utilité de l'actif correspondant. Les immobilisations corporelles en cours de construction ne sont pas amorties tant qu'elles ne sont pas mises en service.

Les immobilisations corporelles et immeubles de placement sont amortis selon le mode linéaire, sur les durées d'utilité estimatives suivantes :

Bâtiments	20-40 ans
Améliorations locatives	Durée du bail
Matériel de production	3-15 ans
Matériel de production loué en vertu de contrats de location-financement	3-15 ans
Autres équipements	2-5 ans

Lorsque des parties importantes d'une immobilisation corporelle ont des durées d'utilité différentes, elles sont comptabilisées comme une composante distincte de l'actif, et amorties sur leur durée d'utilité respective.

Les modes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont révisés et ajustés prospectivement, le cas échéant, à chaque date de clôture des états financiers.

l) Contrats de location

Les contrats de location sont classés en tant que contrat de location-financement s'ils transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété du bien loué. Les autres contrats de location sont classés en tant que contrats de location simple.

Une immobilisation corporelle détenue en vertu d'un contrat de location-financement est initialement comptabilisée au moindre de la juste valeur de l'actif ou de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. L'immobilisation corporelle louée est par la suite comptabilisée de la même façon que les autres actifs similaires détenus par la Société. Le passif correspondant à payer au bailleur est comptabilisé comme une dette découlant d'un contrat de location-financement et une charge financière est imputée aux résultats sur la durée du contrat.

Les contrats de location simple sont comptabilisés aux résultats selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location.

m) Immobilisations incorporelles

i) Immobilisations incorporelles identifiables acquises lors d'un regroupement d'entreprises

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises lors d'un regroupement d'entreprises sont inscrites à la juste valeur au moment de l'acquisition, et elles sont comptabilisées au coût diminué du cumul de l'amortissement et des dépréciations par la suite.

ii) Immobilisations incorporelles générées en interne

Les immobilisations incorporelles générées en interne consistent en des coûts de prépublication d'ouvrages et des coûts liés à des projets en technologie. Le coût d'une immobilisation incorporelle générée en interne comprend tous les coûts directement attribuables nécessaires pour créer, produire et préparer l'immobilisation afin qu'elle puisse être exploitée de la manière prévue par la direction. Les dépenses engagées dans le cadre d'activités de recherche sont comptabilisées en charges dans la période au cours de laquelle elles sont engagées. Les dépenses engagées dans le cadre d'activités de développement sont aussi comptabilisées en charges dans la période au cours de laquelle elles sont engagées, sauf si elles démontrent tous les critères de comptabilisation à l'actif. Le montant initial comptabilisé à titre d'immobilisation incorporelle générée en interne est égal à la somme des dépenses engagées à partir de la date à laquelle l'actif a satisfait pour la première fois à tous les critères de comptabilisation à l'actif.

Après leur comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles générées en interne sont comptabilisées au coût diminué du cumul de l'amortissement et des dépréciations.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée sont amorties selon les modes et durées d'utilité estimatives suivants :

	Durée / Taux	Mode
Relations d'affaires	4-12 ans	Linéaire
Coûts de prépublication d'ouvrages	Maximum 7 ans	En fonction de l'historique des ventes
Titres d'ouvrages pédagogiques	6-9 ans	En fonction de l'historique des ventes
Contrats d'impression acquis	Durée du contrat	Linéaire
Ententes de non-concurrence	2-5 ans	Linéaire
Coûts liés à des projets en technologie	3-7 ans	Linéaire

Les modes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont révisés et ajustés prospectivement, le cas échéant, à chaque date de clôture des états financiers.

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée ne sont pas amorties. Elles comprennent principalement des noms commerciaux acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises d'édition de livres. La valeur attribuée aux noms commerciaux est fondée sur la réputation qu'une publication s'est bâtie historiquement. Étant donné que cette valeur n'est pas affectée par le passage du temps, il est impossible de la répartir systématiquement dans le temps. Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée sont soumises à un test de dépréciation annuellement, ou plus fréquemment si des changements de situation indiquent une dépréciation potentielle.

iii) Goodwill

Le goodwill est comptabilisé au coût, qui représente l'excédent de la contrepartie transférée sur la juste valeur des actifs nets identifiables de l'entité acquise, et au coût diminué du cumul des dépréciations par la suite. Le goodwill a une durée d'utilité indéterminée et n'est pas amorti.

n) Dépréciation d'actifs non financiers

La Société passe en revue la valeur comptable de ses actifs non financiers autres que ses stocks et ses actifs d'impôt différé à chaque date de clôture des états financiers, afin de déterminer s'il existe une indication de dépréciation potentielle.

Les immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée acquises dans le cadre de regroupements d'entreprises sont attribuées aux unités génératrices de trésorerie (« UGT »), et sont soumises à un test de dépréciation annuellement, ou plus fréquemment si des changements de situation indiquent une dépréciation potentielle. Si de tels changements existent, leur valeur recouvrable est estimée.

Le goodwill acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises est alloué, à compter de la date d'acquisition, aux groupes d'UGT qui bénéficieront des synergies du regroupement. Pour les besoins des tests de dépréciation, les actifs non financiers qui ne peuvent être soumis à un test de dépréciation individuel sont regroupés pour former le plus petit groupe d'actifs qui génère, par leur utilisation continue, des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs. Chaque groupe d'UGT auquel le goodwill est affecté ne peut être plus grand qu'un secteur opérationnel, et représente le niveau le plus bas auquel le goodwill fait l'objet d'un suivi dans le cadre de la gestion interne.

La valeur recouvrable d'une UGT (ou groupe d'UGT) représente la plus élevée entre sa valeur d'utilité et sa juste valeur diminuée des coûts de sortie. La valeur d'utilité est déterminée à l'aide de l'actualisation des flux de trésorerie futurs estimés, par application d'un taux d'actualisation qui reflète les appréciations actuelles du marché, de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'UGT (ou groupe d'UGT). La juste valeur diminuée des coûts de sortie est déterminée à l'aide d'un multiple de capitalisation du bénéficiaire avant impôts, intérêts et amortissement (« BAIIA »), de sociétés comparables et dont les activités sont similaires à celles de chaque UGT (ou groupe d'UGT).

Les actifs corporatifs de la Société ne génèrent pas d'entrées de flux de trésorerie séparés. Ils sont testés pour fins de dépréciation au niveau de regroupement d'UGT le plus bas auquel ils peuvent être alloués de façon raisonnable et constante d'une période à l'autre. S'il y a un indicateur qu'un actif corporatif pourrait être déprécié, alors la valeur recouvrable est déterminée au niveau de l'UGT (ou groupe d'UGT) auquel il a été alloué.

Sauf en cas d'indicateur de dépréciation identifié au cours de l'exercice qui nécessiterait que la Société procède à un test à une date antérieure à celle prévue annuellement, la Société effectue le test annuel de dépréciation au cours du dernier trimestre de chaque exercice en se basant sur la valeur nette comptable des actifs de la Société au premier jour du dernier trimestre de chaque exercice.

Le calcul détaillé le plus récent effectué lors d'une période antérieure de la valeur recouvrable d'une UGT (ou groupe d'UGT) à laquelle un goodwill a été alloué peut être utilisé dans le test de dépréciation de cette UGT (ou groupe d'UGT) au cours de la période considérée, à condition que tous les critères suivants soient satisfaits :

- les actifs et les passifs constituant l'UGT (ou le groupe d'UGT) n'ont pas sensiblement varié depuis le calcul le plus récent de la valeur recouvrable;
- le calcul le plus récent de la valeur recouvrable a abouti à un montant qui excède, de façon substantielle, la valeur comptable de l'UGT (ou du groupe d'UGT);
- sur la base d'une analyse des événements qui se sont produits et de l'évolution des circonstances depuis le calcul le plus récent de la valeur recouvrable, il est très peu probable qu'une détermination actuelle de la valeur recouvrable aboutirait à un montant inférieur à la valeur comptable actuelle de l'UGT (ou du groupe d'UGT).

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif, d'une UGT (ou groupe d'UGT) excède sa valeur recouvrable estimée. Les pertes de valeur sont comptabilisées au résultat net. Les pertes de valeur comptabilisées sont d'abord réparties en réduction de la valeur comptable du goodwill affecté aux UGT (ou groupe d'UGT), puis en réduction de la valeur comptable des autres actifs de l'UGT (ou groupe d'UGT) au prorata. Les pertes de valeur liées au goodwill ne sont pas reprises. Les actifs non financiers ayant subi des pertes de valeur au cours de périodes antérieures sont réévalués à chaque date de clôture, afin de déterminer s'il existe des indications qui confirment que la perte a diminué ou bien qu'elle n'existe plus. Une perte de valeur est reprise s'il y a des changements dans les estimations ayant servi à déterminer la valeur recouvrable, et que ces changements seront soutenus dans le futur. Une perte de valeur n'est reprise que dans la mesure où la valeur comptable de l'actif n'excède pas la valeur comptable qui aurait été déterminée, après amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

o) Coûts d'acquisition de contrats

Les coûts d'acquisition de contrats sont amortis selon le mode linéaire sur la durée du contrat, en réduction des revenus. Lorsque des changements importants affectent les contrats sous-jacents, incluant une réduction de la rentabilité prévue, la Société évalue la valeur de réalisation des coûts d'acquisition de contrats afin de déterminer si ceux-ci ont subi une perte de valeur. Les coûts d'acquisition de contrats sont inclus dans les autres éléments d'actif à l'état consolidé de la situation financière.

p) Provisions

Les provisions sont des passifs dont l'échéance ou le montant est incertain. Les provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'événements passés, lorsqu'il est probable qu'une sortie de fonds soit nécessaire pour éteindre l'obligation, et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Le montant comptabilisé à titre de provision correspond à la meilleure estimation de la Société de l'obligation actuelle à la date de clôture des états financiers. Lorsque l'effet de l'actualisation est important, le montant de la provision est déterminé en actualisant les flux de trésorerie attendus à un taux avant impôt qui reflète les appréciations actuelles, par le marché, de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques au passif. Les principales provisions de la Société sont liées aux coûts de restructuration et aux contrats déficitaires. Les provisions sont révisées à chaque date de clôture des états financiers et les modifications aux estimations sont reflétées dans l'état consolidé du résultat.

i) Restructurations

Une provision pour restructuration est comptabilisée lorsque la Société a un plan formel et détaillé sur la restructuration, et qu'une attente fondée a été créée chez les personnes concernées, soit en débutant l'exécution du plan ou soit en annonçant les principales caractéristiques de ce dernier. Les pertes opérationnelles futures ne font l'objet d'aucune provision.

ii) Contrats déficitaires

Une provision pour contrats déficitaires est comptabilisée lorsque la Société est en présence d'un contrat en vertu duquel il est plus probable qu'improbable que les coûts inévitables pour satisfaire aux obligations contractuelles seront supérieurs aux avantages économiques que la Société s'attend à retirer du contrat. Une provision pour contrats déficitaires représente le moins élevé du coût de sortie du contrat ou du coût d'exécution du contrat.

q) Avantages du personnel

La Société offre divers régimes contributifs et non contributifs à prestations définies pour des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi, des régimes de retraite à cotisations définies et des régimes enregistrés d'épargne collectifs à l'intention des employés de la Société. Depuis le 1^{er} juin 2010, la plupart des employés ne participent qu'aux régimes de retraite à cotisations définies. La Société offre également d'autres régimes d'avantage du personnel à long terme qui prévoient la continuation des prestations pour soins de santé et soins dentaires en cas d'invalidité à long terme.

La Société participe à des régimes de retraite multi-employeurs qui sont comptabilisés à titre de régimes à cotisations définies. Les cotisations de la Société à ces régimes se limitent aux montants établis en vertu des conventions collectives. Les cotisations versées aux régimes sont comptabilisées en charge au moment de la prestation de services par les employés.

i) Régimes à prestations définies

Les coûts des régimes à prestations définies pour des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi sont établis avec l'aide d'actuaire indépendants à chaque date de clôture des états financiers, selon la méthode des unités de crédit projetées et selon les estimations les plus probables de la direction quant au taux d'actualisation, au rendement des placements des régimes, à l'évolution des salaires, à l'évolution du coût des soins de santé, à l'âge du départ à la retraite des salariés et à l'espérance de vie. Le taux d'actualisation est basé sur les taux d'intérêt du marché applicables aux obligations de sociétés de première catégorie dont les échéances correspondent au moment du versement des prestations prévues en vertu des régimes.

L'actif (passif) au titre des prestations définies comptabilisé à l'état consolidé de la situation financière correspond à la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies, déduction faite de la juste valeur des actifs du régime. La valeur des actifs des régimes est limitée au total du coût des services passés non comptabilisés et de la valeur actuelle des avantages économiques disponibles, soit sous forme de remboursement par le régime, soit sous forme de diminution des cotisations futures au régime (« effet du plafond de l'actif »). L'excédent, s'il y a lieu, est comptabilisé immédiatement aux autres éléments du résultat global (« AERG »). De plus, un passif minimum est comptabilisé lorsqu'une exigence de financement minimal en vertu de la loi au titre des services passés dépasse les avantages économiques disponibles, soit sous forme de remboursement du régime, soit sous forme de diminution des cotisations futures au régime.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Les écarts actuariels nets cumulatifs liés aux actifs des régimes et à l'obligation au titre des prestations définies, ainsi que la variation de l'effet du plafond de l'actif et de tout passif minimum, sont constatés aux AERG au cours de la période dans laquelle ils se produisent, sauf pour les écarts actuariels des autres avantages postérieurs à l'emploi qui sont comptabilisés immédiatement au résultat net.

Le coût des services passés est comptabilisé en charge à l'état consolidé du résultat au cours de la période à laquelle il survient. Le coût des services rendus et le coût financier relatif à l'obligation nette ou à l'actif net au titre des prestations définies sont comptabilisés au résultat net au cours de la période à laquelle ils surviennent, dans les charges opérationnelles et dans les frais financiers nets, respectivement.

ii) Régimes de retraite à cotisations définies, régimes enregistrés d'épargne collectifs et régimes généraux et obligatoires

En vertu des régimes de retraite à cotisations définies, des régimes enregistrés d'épargne collectifs et des régimes généraux et obligatoires, la Société verse des cotisations aux régimes des employés participants selon un pourcentage prédéterminé du salaire des employés et n'a aucune obligation juridique ou implicite de payer des montants supplémentaires. La charge pour ces régimes est comptabilisée au moment de la prestation de services par les employés, qui coïncide généralement avec le moment auquel les cotisations sont versées. Les cotisations de la Société qui sont versées aux régimes généraux et obligatoires sont gérées par les pouvoirs publics.

r) Rémunération à base d'actions

La Société a des régimes d'options d'achat d'actions et d'unités d'actions à l'intention de certains dirigeants, cadres supérieurs et administrateurs.

i) Régime d'options d'achat d'actions

Les options d'achat d'actions sont évaluées à leur juste valeur au moment de l'attribution au moyen du modèle Black-Scholes, et sont comptabilisées au résultat net selon un mode linéaire à raison de 25 % par année, soit sur la période d'acquisition des droits liés aux options, et selon l'estimation de la Société quant au nombre d'options qui seront acquises. À chaque date de clôture des états financiers, la Société révisé ses estimations quant au nombre d'options dont l'acquisition des droits est prévue, et comptabilise l'incidence de cette révision au résultat net, le cas échéant.

ii) Régime d'unités d'actions à l'intention de certains dirigeants et cadres supérieurs

La charge de rémunération liée aux unités d'actions à l'intention de certains dirigeants et cadres supérieurs est comptabilisée au résultat net selon un mode linéaire sur une période d'acquisition de trois ans, soit en fonction de l'atteinte prévue des cibles de rendement pour les unités liées au rendement, soit en fonction du maintien en poste pour les autres unités. Le passif relatif à ces unités est évalué à la juste valeur en fonction du cours des actions à droit de vote subalterne catégorie A de la Société, et est réévalué à chaque date de clôture des états financiers, jusqu'au paiement des unités. Toute variation de la juste valeur est comptabilisée au résultat net. À chaque date de clôture des états financiers, la Société révisé son estimation du nombre d'unités dont l'acquisition des droits est prévue, et comptabilise l'incidence de cette révision au résultat net dans les charges opérationnelles, le cas échéant.

iii) Régime d'unités d'actions à l'intention des administrateurs

La charge de rémunération liée aux unités d'actions à l'intention des administrateurs est comptabilisée au résultat net au moment de leur attribution. Ces unités sont initialement évaluées à la juste valeur en fonction du cours des actions à droit de vote subalterne catégorie A de la Société, et sont réévaluées à chaque date de clôture des états financiers jusqu'au paiement des unités. Toute variation de la juste valeur est comptabilisée au résultat net dans les charges opérationnelles.

s) Conversion des monnaies étrangères

Les états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de la Société. La monnaie fonctionnelle est la principale monnaie de l'environnement économique au sein duquel la Société exerce ses activités. La monnaie fonctionnelle des filiales étrangères opérantes est majoritairement le dollar américain.

Les transactions libellées dans une monnaie autre que la monnaie fonctionnelle de la Société ou d'une filiale étrangère, sont comptabilisées en appliquant le cours de change en vigueur à la date de transaction. À chaque date de clôture des états financiers, les éléments monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis en utilisant le cours en vigueur à cette date, et les éléments non monétaires qui sont évalués au coût historique ne sont pas réévalués au cours en vigueur à la date de clôture. Les écarts de change sont comptabilisés dans le résultat net de la période au cours de laquelle ils surviennent.

Les actifs et passifs des filiales étrangères dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar canadien sont convertis en dollars canadiens en appliquant le cours de change en vigueur à la date de clôture des états financiers. Les éléments des produits et des charges sont convertis au cours de change moyen de la période. Les écarts de change sont comptabilisés dans les AERG sous le poste « Écarts de conversion cumulés » et sont cumulés dans les capitaux propres. Le montant cumulé des écarts de change est reclassé au résultat net au moment de la sortie totale, ou partielle, de la participation dans l'établissement à l'étranger.

La Société désigne certains contrats de change à terme libellés en dollars américains, ainsi que certains de ses instruments financiers libellés en dollars américains comme éléments de couverture d'une portion équivalente de son investissement net dans certains établissements étrangers, qui ont comme monnaie fonctionnelle le dollar américain. Ainsi, la tranche efficace de la variation de la juste valeur des contrats de change ainsi que la variation de change des instruments financiers libellés en dollar américain, déduction faite de l'impôt applicable, est comptabilisée dans les AERG et la tranche inefficace est comptabilisée au résultat net. Les gains et les pertes constatés au cumul des AERG sont reclassés au résultat net au cours de la période pendant laquelle l'investissement net dans un établissement étranger relié fait l'objet d'une disposition totale ou partielle.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

t) Instruments financiers

Les actifs et les passifs financiers sont constatés initialement à la juste valeur et leur évaluation subséquente dépend de leur classement. Leur classement dépend de l'objet visé lorsque les instruments financiers ont été acquis ou émis, de leurs caractéristiques et de leur désignation par la Société.

Les actifs et passifs financiers sont classés et évalués subséquemment comme suit :

	Catégorie	Évaluation subséquente
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Prêts et créances	Coût amorti au taux d'intérêt effectif
Débiteurs et autres comptes à recevoir	Prêts et créances	Coût amorti au taux d'intérêt effectif
Créditeurs, autres charges à payer et autres passifs financiers	Autres passifs financiers	Coût amorti au taux d'intérêt effectif
Contrepartie conditionnelle	Juste valeur par le biais du résultat net	Juste valeur
Dettes à long terme	Autres passifs financiers	Coût amorti au taux d'intérêt effectif
Instruments financiers dérivés	Détenus à des fins de transaction	Juste valeur

Les coûts de transaction directement liés à l'acquisition ou à l'émission d'actifs et de passifs financiers sont capitalisés au coût des actifs et passifs financiers qui ne sont pas classés comme détenus à des fins de transaction. Ainsi, les frais liés à l'émission de la dette à long terme sont classés en diminution de la dette à long terme, et sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les variations de la juste valeur des instruments financiers détenus à des fins de transaction sont comptabilisées à l'état consolidé du résultat de la période pertinente. Les variations de la juste valeur des instruments financiers désignés comme couverture de flux de trésorerie sont comptabilisées, pour la portion efficace, à l'état consolidé du résultat global de la période pertinente jusqu'à leur réalisation, après quoi elles sont comptabilisées à l'état consolidé du résultat.

u) Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture

La Société identifie, évalue et gère ses risques financiers liés aux variations des taux d'intérêt et des taux de change afin d'en minimiser l'effet sur son résultat et sur sa situation financière, en utilisant des instruments financiers dérivés dont les paramètres ont été définis et approuvés par le conseil d'administration. Si la Société n'utilisait pas d'instruments financiers dérivés, son exposition à la volatilité des marchés serait plus importante.

Lorsqu'elle applique la comptabilité de couverture, la Société documente en bonne et due forme la relation entre les instruments financiers dérivés et les éléments couverts, ainsi que son objectif et sa stratégie de gestion des risques sur lesquels reposent ses activités de couverture, de même que les méthodes qui seront utilisées pour évaluer l'efficacité de la relation de couverture. Ce processus consiste à rattacher tous les instruments financiers dérivés désignés à titre d'élément de couverture à des actifs et des passifs spécifiques, à des engagements fermes ou des opérations prévues spécifiques.

Lors de la mise en place de la relation de couverture, et pendant toute sa durée, la Société doit avoir l'assurance raisonnable que cette relation sera efficace et en accord avec son objectif et sa stratégie de gestion des risques documentés initialement. L'efficacité de la relation de couverture doit être confirmée à chaque date de clôture des états financiers.

Pour les instruments financiers dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie, la tranche efficace de la relation de couverture, de même que la partie efficace des variations de la juste valeur du dérivé, sont comptabilisées dans les AERG et la tranche inefficace est comptabilisée à l'état consolidé du résultat. La tranche efficace de la relation de couverture de risque de change liée aux ventes en devises étrangères est reclassée aux résultats durant la période au cours de laquelle l'élément couvert influe sur les résultats. La tranche efficace de la relation de couverture de risque de change d'un engagement ferme d'acquisition d'une entité dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, reportée dans le cumul des AERG, est reclassée à l'encontre du goodwill lors de la comptabilisation initiale de l'entité acquise.

Lorsque les instruments de couverture prennent fin ou cessent d'être efficaces avant leur échéance, les gains et les pertes, produits ou charges rattachés à l'instrument de couverture, qui avaient été comptabilisés antérieurement dans les AERG par suite d'application de la comptabilité de couverture, sont reportés afin d'être comptabilisés au résultat net de la période au cours de laquelle l'actif acquis ou le passif assumé affecte le résultat net. Si l'élément couvert cesse d'exister pour cause d'échéance, d'expiration, d'annulation ou d'exercice avant que l'instrument de couverture prenne fin, les gains et les pertes, produits ou charges rattachés à l'instrument de couverture, qui avaient été comptabilisés antérieurement dans les AERG par suite de l'application de la comptabilité de couverture, sont comptabilisés dans le résultat net de la période visée par les états financiers, tout comme les gains et les pertes, produits ou charges correspondants comptabilisés à l'égard de l'élément couvert.

Les instruments financiers dérivés procurant une couverture économique, mais qui ne sont pas admissibles aux fins de la comptabilité de couverture, sont comptabilisés à leur juste valeur et les variations de la juste valeur sont imputées aux résultats. La Société n'utilise pas d'instrument financier dérivé à des fins de spéculation ou de transaction.

v) Activités abandonnées

Une activité abandonnée est une composante des activités de la Société, dont la Société s'est séparée ou qui répond aux critères de classement comme détenue en vue de la vente et qui représente une ligne d'activité ou une zone géographique principale et distincte, qui fait partie d'un plan unique et coordonné pour se séparer d'une ligne d'activité ou d'une région géographique principale et distincte, ou qui est une filiale acquise exclusivement en vue de la revente.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

w) Jugements critiques et sources d'incertitude relative aux estimations

La préparation des états financiers conformément aux IFRS exige que la direction de la Société fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants présentés des actifs et des passifs, sur les informations à fournir sur les actifs et les passifs éventuels à la date de clôture des états financiers et sur les montants des produits et des charges de la période concernée. Bien que la direction revoie régulièrement ses estimations, les résultats réels peuvent différer de celles-ci. L'incidence des modifications des estimations comptables est comptabilisée dans la période au cours de laquelle la modification se produit, et dans les périodes ultérieures touchées, lorsque applicable. Les éléments pour lesquels les estimations et les hypothèses sont importantes ou complexes sont présentés ci-dessous :

i) Regroupements d'entreprises

La détermination des justes valeurs associées aux immobilisations corporelles et incorporelles identifiables à la suite d'un regroupement d'entreprises nécessite que la direction formule des hypothèses. C'est le cas, notamment, lorsque la Société calcule ces justes valeurs à l'aide de techniques d'évaluation appropriées, qui se fondent généralement sur une prévision des flux de trésorerie futurs attendus en ce qui concerne les immobilisations incorporelles, et sur une approche par les coûts de remplacement, une approche par le résultat et/ou une approche marché pour les immobilisations corporelles. Ces évaluations sont étroitement liées aux hypothèses formulées par la direction à l'égard du rendement futur et de la durée de vie des actifs connexes et du taux d'actualisation utilisé. Des différences importantes à ces hypothèses peuvent faire varier considérablement les justes valeurs associées aux immobilisations incorporelles identifiables à la suite d'un regroupement d'entreprises, ce qui influencerait le montant de la charge d'amortissement.

ii) Dépréciation d'actifs non financiers

Dans le cadre des tests de dépréciation du goodwill et des immobilisations corporelles et incorporelles, la détermination de la valeur recouvrable d'une UGT est un processus d'évaluation complexe qui nécessite le recours à diverses méthodes, notamment celle fondée sur l'actualisation des flux de trésorerie futurs et celle fondée sur le marché.

Dans le cadre de l'utilisation de la méthode fondée sur l'actualisation des flux de trésorerie futurs, les projections de flux de trésorerie sont établies en fonction de l'expérience passée, de certaines tendances économiques et des tendances du secteur d'activité et du marché et représentent la meilleure estimation de la direction quant aux résultats futurs. La valeur recouvrable d'une UGT est également influencée par le taux d'actualisation utilisé dans le modèle, par le taux de croissance utilisé pour réaliser l'extrapolation et par le coût moyen pondéré du capital.

Dans le cadre de l'utilisation de la méthode fondée sur le marché, la Société estime la juste valeur de l'UGT en multipliant les résultats normalisés avant l'amortissement, les intérêts et les impôts par un multiple de capitalisation basé sur les données du marché.

Ces méthodes font intervenir une quantité importante d'hypothèses et d'estimations qui peuvent avoir une incidence importante sur la valeur recouvrable d'une UGT, et par le fait même, sur le montant de la dépréciation, s'il y a lieu. L'incidence de changements importants des hypothèses et de la révision d'estimations est comptabilisée au résultat net au cours de la période à laquelle ces changements surviennent et où ces estimations sont révisées, le cas échéant.

iii) Impôts sur le résultat

La Société établit sa charge d'impôt et ses actifs et passifs d'impôt en se fondant sur des interprétations des lois fiscales applicables, incluant les traités fiscaux établis entre divers pays dans lesquels elle exerce ses activités, ainsi que les règles et règlements sous-jacents. Ces interprétations font appel à des jugements et à des estimations qui peuvent être contestés lors de vérifications fiscales gouvernementales auxquelles la Société est régulièrement soumise. De nouvelles informations pourraient devenir disponibles, faisant en sorte que la Société change son jugement à l'égard du caractère approprié des actifs et passifs d'impôt existants. De tels changements auront une incidence sur le résultat net au cours de la période où ils surviennent.

Dans le cadre du calcul de l'impôt sur le résultat et des actifs et passifs d'impôts différés, le recours aux estimations est requis pour déterminer les taux et les montants appropriés, et pour tenir compte de la probabilité de réalisation des actifs d'impôts. Les actifs d'impôts différés reflètent aussi l'avantage lié aux pertes fiscales ainsi que des déductions inutilisées pouvant être reportées ultérieurement afin de réduire l'impôt exigible des prochains exercices. Cette évaluation exige que la Société formule des estimations significatives sur la possibilité, ou non, qu'il soit probable que les actifs d'impôt sur le revenu différé soient recouverts à partir du résultat imposable futur et, par conséquent, qu'ils puissent être constatés dans les états financiers consolidés de la Société. La Société s'appuie, entre autres, sur son expérience passée pour établir ses estimations.

Lorsque les montants sont déterminés de façon définitive, ils peuvent donner lieu à des ajustements aux actifs et aux passifs d'impôt exigible et différé.

iv) Avantages du personnel

Les coûts des régimes de retraite à prestations définies et l'actif (passif) au titre de prestations définies sont évalués au moyen de méthodes actuarielles. Les évaluations actuarielles sont fondées sur des hypothèses telles que les taux d'actualisation, les taux de rendement prévu des actifs, les taux de croissance de la rémunération et les taux de mortalité. En raison de la nature à long terme de ces obligations, ces estimations sont soumises à une incertitude importante. La direction revoit annuellement ces hypothèses, et l'incidence de cette révision est comptabilisée à l'état de la situation financière et au résultat global au cours de la période à laquelle ces estimations sont révisées, le cas échéant.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

La préparation des états financiers conformément aux IFRS exige également que la direction exerce des jugements, autres que ceux ayant trait à des estimations, à l'égard de l'application des méthodes comptables de la Société. Les éléments pour lesquels des jugements importants sont exercés sont :

v) Dépréciation d'actifs non financiers

Le goodwill acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises est alloué, à compter de la date d'acquisition, aux groupes d'UGT qui bénéficieront des synergies du regroupement. Dans le cadre de ce processus, la Société doit exercer son jugement en se basant sur les objectifs visés par le regroupement d'entreprises et sur la façon dont sont gérées ses activités. L'application d'un jugement différent pourrait entraîner un résultat différent dans le cadre du test de dépréciation annuel des actifs non financiers.

La Société fait également appel à son jugement pour évaluer si un test de dépréciation doit être effectué en raison de la présence d'indicateurs de dépréciation potentielle. Dans l'application de son jugement, la Société s'appuie principalement sur sa connaissance de ses activités et du contexte économique.

vi) Conversion de monnaies étrangères

Dans le cadre de la détermination de la monnaie fonctionnelle de ses filiales à l'étranger, la Société doit évaluer différents facteurs tels que la monnaie qui influence les prix de vente et les coûts, le contexte économique et le degré d'autonomie de la filiale. Suivant l'évaluation des différents facteurs, lorsque la monnaie fonctionnelle est difficile à déterminer, la Société a recours à son jugement pour déterminer la monnaie fonctionnelle qui représente le plus fidèlement les effets économiques des transactions, événements et conditions sous-jacents.

vii) Actifs disponibles à la vente et activités abandonnées

La Société exerce son jugement pour déterminer si un actif ou un groupe destiné à être cédé est disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel et si sa vente est hautement probable, auquel cas il doit être classé comme détenu en vue de la vente à la date de clôture. La Société exerce également son jugement pour déterminer si une composante de la Société qui a été cédée ou qui est classée comme étant détenue en vue de la vente respecte les critères de classement à titre d'activité abandonnée. Le principal point relativement auquel la direction exerce un jugement à cet égard consiste à déterminer si la composante représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte.

Normes comptables nouvelles ou modifiées adoptées

• **Immeubles de placement**

Les immeubles de placement sont des immeubles qui sont détenus pour en tirer des revenus de location ou pour valoriser le capital et que la Société n'occupe pas pour son propre usage. Les immeubles de placement sont initialement comptabilisés au prix de la transaction majoré des coûts de transaction lors de l'acquisition, ou au coût amorti dans le cas d'immeubles transférés depuis les immobilisations corporelles. Par la suite, les immeubles de placement sont évalués au coût amorti. Les immeubles de placement sont amortis selon le mode linéaire sur une durée de 20 à 40 ans. Les revenus de location sont reconnus aux états consolidés du résultat linéairement selon le terme du bail, et les frais d'opération des immeubles sont inscrits dans les charges opérationnelles.

• **Tableau des flux de trésorerie**

En janvier 2016, l'IASB a publié des modifications à l'IAS 7 « Tableau des flux de trésorerie » qui imposent de fournir des informations spécifiques permettant aux utilisateurs des états financiers d'évaluer les variations des passifs issus des activités de financement. Ces modifications ont été appliquées au cours de l'exercice clos le 28 octobre 2018. Les effets de cet amendement sont présentés en note 25.

Normes comptables nouvelles ou modifiées non encore adoptées

• **Instruments financiers**

En juillet 2014, l'IASB a publié l'IFRS 9 « Instruments financiers ». L'IFRS 9 vise le remplacement d'IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation » et IFRIC 9 « Réexamen des dérivés incorporés ».

L'IASB a mené à terme son projet de remplacement par étapes d'IAS 39. L'IFRS 9 prévoit une approche unique pour le classement et l'évaluation des instruments financiers fondée sur les caractéristiques des flux de trésorerie et le modèle économique dans lequel l'actif est détenu. Cette approche unique axée sur des principes remplace les exigences actuelles fondées sur des règles et donne lieu à un modèle de dépréciation unique pour tous les instruments financiers. L'IFRS 9 modifie également le modèle de comptabilité de couverture afin de tenir compte des pratiques en matière de gestion des risques d'une entité. L'IFRS 9 s'appliquera à la Société pour son exercice ouvert à compter du 29 octobre 2018, et son application anticipée est permise. La Société ne s'attend pas à ce que l'adoption de cette norme ait une incidence significative sur les états financiers consolidés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Normes comptables nouvelles ou modifiées non encore adoptées (suite)

• Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients ». L'IFRS 15 remplacera l'IAS 11 « Contrats de construction », l'IAS 18 « Produits des activités ordinaires », et les interprétations connexes.

Selon le principe de base d'IFRS 15, une entité doit comptabiliser les produits des activités ordinaires de manière à représenter le transfert des biens ou services promis aux clients, et à quel montant de contrepartie l'entité s'attend à avoir droit en échange de ces biens ou services. Plus particulièrement, la norme propose un modèle unique en cinq étapes pour décrire le transfert des biens et services promis aux clients.

Selon IFRS 15, une entité comptabilise les produits des activités ordinaires lorsqu'une obligation de prestation est remplie (ou à mesure qu'elle est remplie), c'est-à-dire lorsque le contrôle des biens ou des services sous-jacents visés par cette obligation de prestation est transféré au client. De plus, la norme contient des obligations d'information étendues. De nouveaux seuils ont été mis en place relativement aux estimations et aux jugements, ce qui pourrait avoir une incidence sur le montant des produits comptabilisés et/ou sur le moment de leur comptabilisation.

La Société a procédé à une revue détaillée de ses contrats ainsi que de ses termes et conditions de ventes conclus avec ses clients et a ainsi évalué l'impact de l'application du modèle à cinq étapes d'IFRS 15. La majorité des contrats conclus par la Société sont des contrats pour lesquels la vente de produits finis est généralement la seule obligation de prestation attendue. La Société a conclu que les produits doivent être comptabilisés lorsque le contrôle de l'actif est transféré au client, habituellement au moment de l'expédition des produits aux clients, conformément à sa pratique courante.

Pour certains contrats en vertu desquels la Société fournit des produits sur mesure ou des services et pour lesquels elle a un droit exécutoire de recevoir le paiement en contrepartie de la prestation effectuée, les critères permettant de constater les revenus progressivement pourraient être rencontrés et ainsi permettre de devancer le moment de la comptabilisation des revenus.

Certains contrats avec les clients contiennent des programmes incitatifs, notamment le paiement de remises établies selon les quantités achetées. Ces incitatifs représentent des contreparties variables selon l'IFRS 15, lesquelles doivent être estimées et comptabilisées en diminution des revenus auxquelles elles sont associées. Présentement, la Société comptabilise ses revenus déduction faite des provisions pour les incitatifs aux clients. La Société a conclu que les nouvelles directives de l'IFRS 15 relatives aux contreparties variables n'auront pas d'incidence sur la comptabilisation des programmes incitatifs dans ses états financiers consolidés.

La Société prévoit appliquer l'IFRS 15 par le biais de la méthode rétrospective modifiée et de comptabiliser l'impact de l'application de la norme à la date de première application, soit le 29 octobre 2018. La Société est à finaliser la révision de ses politiques, procédures et contrôles afin de respecter les exigences d'IFRS 15, notamment à l'égard de la présentation de l'information financière additionnelle à fournir. Sur la base des analyses effectuées à ce jour, la Société ne s'attend pas à ce que l'impact cumulatif sur les résultats non distribués au 29 octobre 2018 soit significatif.

• Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16 « Contrats de location ». L'IFRS 16 remplacera l'IAS 17 « Contrats de location » et l'IFRIC 4 « Déterminer si un accord contient un contrat de location ».

L'IFRS 16 présente les principes liés à la comptabilisation, à l'évaluation, à la présentation et aux informations à fournir pour les contrats de location applicables aux deux parties à un contrat, le preneur et le bailleur. La norme entraîne la comptabilisation de la plupart des contrats de location à l'état de la situation financière des preneurs selon un modèle de comptabilisation unique, et élimine la distinction qui existait entre les contrats de location-financement et les contrats de location simple. Les seules exceptions à cette norme visent les contrats de location de moins de un an et ceux dont la valeur de l'actif sous-jacent est faible. La comptabilisation se traduira par une majoration de l'état de la situation financière résultant de la comptabilisation d'un actif lié au droit d'utilisation et d'un passif compensatoire qui représente l'obligation d'effectuer des paiements locatifs. L'IFRS 16 s'appliquera à la Société pour son exercice ouvert à compter du 28 octobre 2019, et son application anticipée est permise. L'ampleur de l'incidence de l'adoption de cette norme sur les états financiers consolidés de la Société n'a pas encore été déterminée.

• Classement et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions

En juin 2016, l'IASB a publié « Classement et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions », qui vient modifier l'IFRS 2, « Paiement fondé sur des actions », et précise comment comptabiliser certains types de transactions dont le paiement est fondé sur des actions, comme l'incidence des conditions d'acquisition de droits et des conditions accessoires à l'acquisition de droits sur l'évaluation des paiements fondés sur des actions qui sont réglés en trésorerie. Ces modifications s'appliqueront à la Société pour son exercice ouvert à compter du 29 octobre 2018, et elles s'appliquent aux attributions effectuées à partir de cette date ainsi qu'aux attributions pour lesquelles les droits n'ont pas été acquis ou aux attributions pour lesquelles les droits ont été acquis mais qui n'ont pas été exercées à cette date. Ces modifications doivent être appliquées de façon prospective, et l'adoption rétrospective est permise. L'ampleur de l'incidence de l'adoption de ces modifications sur les états financiers consolidés de la Société n'a pas encore été déterminée.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Normes comptables nouvelles ou modifiées non encore adoptées (suite)

- **Modification, réduction ou liquidation d'un régime (modifications d'IAS 19)**

Le 7 février 2018, l'IASB a publié le document « Modification, réduction ou liquidation d'un régime (modifications d'IAS 19) ». Les modifications s'appliquent aux modifications, réductions ou liquidations de régimes qui auront lieu lors d'exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019 ou de la date à laquelle elles seront appliquées pour la première fois. L'adoption anticipée est permise. Les modifications de l'IAS 19 clarifient ce qui suit :

- lors de la modification, de la réduction ou de la liquidation d'un régime à prestations définies, une société doit maintenant utiliser des hypothèses actuarielles à jour afin de déterminer le coût des services rendus au cours de la période et les intérêts nets pour la période;
- l'effet du plafond de l'actif n'est pas pris en compte dans le calcul du gain ou de la perte sur la liquidation d'un régime.

La Société envisage d'adopter les modifications de l'IAS 19 dans ses états financiers consolidés de l'exercice ouvert le 28 octobre 2019. L'ampleur de l'incidence de l'adoption des modifications sera évaluée en cas de modification, réduction ou liquidation d'un régime à prestations définies.

- **IFRIC 23, Incertitude relative aux traitements fiscaux**

Le 7 juin 2017, l'IASB a publié l'interprétation IFRIC 23 « Incertitude relative aux traitements fiscaux ». L'interprétation fournit des directives sur la comptabilisation des actifs et des passifs d'impôt exigible et différé en cas d'incertitude relative aux traitements fiscaux. L'interprétation s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. L'adoption anticipée est permise. L'interprétation exige :

- qu'une entité détermine si elle doit considérer les traitements fiscaux incertains isolément ou plutôt regrouper certains d'entre eux, en fonction de ce qui fournit la meilleure prévision du dénouement;
- qu'une entité détermine s'il est probable qu'un traitement fiscal incertain sera accepté par l'administration fiscale;
- que, s'il n'est pas probable que le traitement fiscal incertain soit accepté, une entité évalue l'incertitude fiscale selon la méthode du montant le plus probable ou la méthode de l'espérance mathématique (valeur attendue), selon celle qui fournit la meilleure prévision du dénouement de l'incertitude.

La Société envisage d'adopter l'interprétation dans ses états financiers consolidés de l'exercice ouvert le 28 octobre 2019. L'ampleur de l'incidence de l'adoption de l'interprétation n'a pas encore été déterminée.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

3 INFORMATION SECTORIELLE

Au cours de l'exercice clos le 28 octobre 2018, en lien avec les changements dans la structure organisationnelle et à la suite de l'acquisition de Coveris Americas (note 4), les secteurs opérationnels de la Société ont été modifiés et sont désormais regroupés par la direction en trois secteurs distincts, soit ceux de l'emballage, de l'impression et des médias. La Société a procédé au retraitement de l'information sectorielle correspondante pour les périodes antérieures.

Le secteur de l'emballage, spécialisé dans l'extrusion, le laminage, l'impression et la transformation de solutions d'emballages, tire ses revenus de la production de plastique souple et de produits de papier, y compris des pellicules en rouleaux, des sacs et sachets, des films et sacs thermorétractables, et des revêtements spécialisés. Ses installations se situent principalement aux États-Unis, au Canada et en Amérique Latine.

Le secteur de l'impression tire ses revenus d'une offre de services intégrée pour les détaillants, incluant les services de prémédia, l'impression de circulaires et de produits marketing sur le lieu de vente, et la distribution de porte en porte, ainsi que d'une gamme de solutions d'impression novatrices en matière de journaux, de magazines, de livres en couleurs et de produits marketing personnalisés et de masse. Ses installations se situent au Canada.

La colonne Autres comprend les activités du secteur des médias, qui était présenté séparément dans le passé, certains coûts du siège social ainsi que l'élimination des ventes inter-sectorielles. Le secteur des médias tire ses revenus des produits d'édition imprimés et numériques, en français et en anglais, qui se déclinent comme suit : livres éducationnels, publications spécialisées pour les professionnels et journaux. Les ventes inter-sectorielles de la Société sont comptabilisées aux prix de transfert convenus, lesquels se rapprochent de la juste valeur. Les opérations autres que les ventes sont comptabilisées à la valeur comptable.

Les tableaux suivants présentent les différentes composantes sectorielles des états consolidés du résultat :

	Emballage	Impression	Autres	Résultats consolidés
Pour l'exercice clos le 28 octobre 2018				
Revenus	976,6 \$	1 545,2 \$	101,7 \$	2 623,5 \$
Charges opérationnelles	869,6	1 110,7	91,3	2 071,6
Frais de restructuration et autres coûts	8,0	9,2	(8,6)	8,6
Dépréciation d'actifs	—	3,5	3,1	6,6
Résultat opérationnel avant amortissement ⁽¹⁾	99,0	421,8	15,9	536,7
Amortissement	77,1	81,1	10,9	169,1
Résultat opérationnel	21,9 \$	340,7 \$	5,0 \$	367,6 \$
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté ⁽¹⁾	116,5	332,4	10,4 \$	459,3 \$
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾	79,6	277,3	(0,1)	356,8
Acquisitions d'actifs non courants ⁽²⁾	29,9 \$	33,7 \$	15,1 \$	78,7 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

3 INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)

Pour l'exercice clos le 29 octobre 2017	Emballage	Impression	Autres	Résultats consolidés
Revenus	308,2 \$	1 501,0 \$	198,0 \$	2 007,2 \$
Charges opérationnelles	272,2	1 130,5	207,8	1 610,5
Frais de restructuration et autres coûts (gains)	(1,4)	6,1	(18,3)	(13,6)
Dépréciation d'actifs	—	0,1	4,8	4,9
Résultat opérationnel avant amortissement ⁽¹⁾	37,4	364,3	3,7	405,4
Amortissement	20,3	68,8	14,3	103,4
Résultat opérationnel	17,1 \$	295,5 \$	(10,6) \$	302,0 \$
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté ⁽¹⁾	36,0	370,5	(9,8) \$	396,7 \$
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾	28,0	305,8	(23,1)	310,7
Acquisitions d'actifs non courants ⁽²⁾	8,8 \$	23,4 \$	16,2 \$	48,4 \$

⁽¹⁾ Les dirigeants de la Société utilisent principalement le résultat opérationnel ajusté pour prendre des décisions et évaluer la performance des secteurs. Le résultat opérationnel avant amortissement ajusté et le résultat opérationnel ajusté excluent les frais de restructuration et autres coûts (gains), la dépréciation d'actif, l'amortissement des immobilisations incorporelles issues de regroupements d'entreprises, le renversement de l'ajustement de la juste valeur des inventaires vendus en lien avec des acquisitions, ainsi que la reconnaissance accélérée des revenus reportés et l'amortissement accéléré des équipements dans le cadre de la nouvelle entente avec Hearst signée en décembre 2017 (note 31) (uniquement le résultat opérationnel ajusté en ce qui concerne l'amortissement des actifs incorporels liés à des acquisitions et l'amortissement accéléré des équipements).

Au cours de l'exercice clos le 28 octobre 2018, la Société a mis à jour sa définition du résultat opérationnel ajusté, qui exclut désormais l'amortissement des immobilisations incorporelles issues de regroupements d'entreprises et le renversement de l'ajustement de la juste valeur des inventaires vendus en lien avec des acquisitions. Ce changement de la définition n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés de la Société, autre que la présentation de l'information sectorielle.

⁽²⁾ Ces montants incluent les immobilisations incorporelles générées en interne, les acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, excluant celles acquises dans le cadre de regroupements d'entreprises, qu'elles soient payées ou non.

Suite au changement apporté à la structure organisationnelle et aux secteurs opérationnels, la Société a révisité ses groupes d'unités génératrices de trésorerie (« UGT ») pour lesquels le goodwill est suivi pour les besoins de gestion interne. Cette révision n'a pas eu d'autre effet que de revoir les groupes d'UGT, ainsi que le niveau auquel le goodwill est testé pour fins de dépréciation, et celui de fusionner le goodwill de l'ancien Groupe des emballages souples dans le Groupe Amériques du secteur de l'emballage tel que détaillé à la note 15 des états financiers annuels consolidés de la Société au 29 octobre 2017. Les goodwill des autres secteurs étaient en effet déjà testés et présentés séparément.

Juste avant les changements dans les secteurs d'activité, la Société a effectué un test de dépréciation pour chacune des unités génératrices de trésorerie sujette au changement et aucune dévaluation ne fut enregistrée.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

3 INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)

Les revenus de la Société par principaux produits et services pour les exercices clos le :

	28 octobre 2018	29 octobre 2017 ⁽¹⁾
Produits d'emballage	976,6 \$	308,2 \$
Produits d'impression	1 344,9	1 265,1
Produits d'édition et de contenu	167,6	291,7
Autres	134,4	142,2
	2 623,5 \$	2 007,2 \$

Le total de l'actif sectoriel de la Société se présente comme suit :

	Au 28 octobre 2018	Au 29 octobre 2017 ⁽¹⁾
Emballage	2 524,5 \$	480,1 \$
Impression	1 052,9	1 208,3
Autres ⁽²⁾	204,8	448,3
	3 782,2 \$	2 136,7 \$

⁽¹⁾ Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée au cours de l'exercice.

⁽²⁾ Cette rubrique comprend principalement la trésorerie, les débiteurs, les impôts sur le résultat à recevoir, les immobilisations corporelles et incorporelles, les impôts différés et l'actif au titre des régimes à prestations définies non alloués aux secteurs.

Les différentes composantes sectorielles géographiques des états consolidés du résultat et des états consolidés de la situation financière pour les exercices clos le :

Secteurs géographiques	28 octobre 2018	29 octobre 2017
Revenus		
Canada		
Intérieurs	1 478,9 \$	1 529,4 \$
Exportations	136,2	128,4
États-Unis	867,3	349,4
Autres	141,1	—
	2 623,5 \$	2 007,2 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

3 INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)

	Au 28 octobre 2018	Au 29 octobre 2017
Actifs non courants ⁽¹⁾		
Canada	798,7 \$	794,4 \$
États Unis	1 658,0	423,2
Autres	359,0	—
	2 815,7 \$	1 217,6 \$

(1) Ces montants incluent les immobilisations corporelles, les immobilisations incorporelles, le goodwill et les autres éléments d'actif non courants, et excluent les instruments financiers dérivés, les impôts différés, l'actif au titre des régimes à prestations définies et les placements dans des coentreprises.

4 REGROUPEMENTS ET CESSIONS D'ENTREPRISES

Transactions de l'exercice clos le 28 octobre 2018

Regroupements d'entreprises

• Coveris Americas

Le 1^{er} mai 2018, la Société a complété l'acquisition de la totalité des actions anciennement détenues par Coveris Holdings S.A. (« CHSA ») de Coveris Americas (l'« acquisition »). Ayant son siège social à Chicago, Coveris Americas fabrique une vaste gamme de produits de plastique souple et de produits de papier, y compris des pellicules en rouleaux, des sacs et sachets, des films coextrudés, des films thermorétractables, des substrats enduits et des étiquettes. L'acquisition de Coveris Americas s'inscrit dans la stratégie de croissance et permet à la Société de devenir un chef de file nord-américain en emballage souple.

La contrepartie payée en espèces s'élève à 1 536,6 millions de dollars (1 194,2 millions de dollars américains), incluant les ajustements habituels à l'égard du fonds de roulement. En date de l'acquisition, la Société a financé la contrepartie payée, de même que les frais liés à cette acquisition au moyen d'une combinaison:

- de liquidités pour un total de 228,0 millions de dollars;
- d'un montant prélevé sur les facilités de crédit existantes pour un montant de 222,3 millions de dollars, sous forme d'un montant de 55,0 millions de dollars et de 130,0 millions de dollars américains (167,3 millions de dollars) (note 18);
- d'un montant prélevé sur de nouvelles facilités de crédit pour un montant de 965,0 millions de dollars (750,0 millions de dollars américains) (note 18); et
- du produit net d'un placement auprès du public par voie de prise ferme portant sur des reçus de souscription de 274,9 millions de dollars (note 21).

Pour l'exercice clos le 28 octobre 2018, des coûts d'acquisition de 14,1 millions de dollars et des coûts d'intégration liés à l'acquisition de 11,7 millions ont été passés en charges et sont inclus dans les frais de restructuration et autres coûts (gains) (note 6).

L'acquisition de Coveris Americas a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition. Coveris Americas a été consolidée à partir de la date d'acquisition. La répartition préliminaire du prix d'acquisition et la contrepartie totale payée en trésorerie sont présentées dans le tableau ci-après. L'évaluation préliminaire par la Société de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge selon les estimations les plus probables et tenant compte de toute l'information et des données disponibles est également présentée dans le tableau ci-après. La Société venant récemment d'acquies Coveris Americas, il n'est pas possible au prix d'un effort raisonnable de répartir le prix d'achat de manière définitive au 28 octobre 2018. La comptabilisation du regroupement d'entreprises devrait être complétée aussitôt que la direction de la Société aura obtenu toute l'information disponible pertinente et jugée nécessaire pour finaliser cette répartition, dans un maximum de 12 mois à compter de la date d'acquisition. Ce processus pourrait résulter en un transfert d'un montant vers les actifs acquis, les passifs pris en charge ou le goodwill, ou en provenance de ceux-ci. Tout ajustement aux montants provisoires sera ajusté rétrospectivement en date d'acquisition pour refléter les données obtenues relativement aux faits et circonstances qui prévalaient et qui, s'ils avaient été connus à la date d'acquisition, auraient eu un impact sur l'évaluation de ces montants.

Au 28 octobre 2018, bien que le travail d'évaluation soit bien avancé, la Société n'avait pas encore finalisé l'évaluation de la juste valeur des principaux éléments suivants :

- les immobilisations incorporelles;
- les baux immobiliers, et
- la détermination des impôts différés.

Le travail d'évaluation de ces éléments se poursuivra au cours des prochains mois. La répartition finale du prix d'acquisition pourrait varier de manière importante des montants présentés ci-après et pourrait également donner lieu à des impacts favorables ou défavorables, entre autre, sur le niveau des charges d'amortissement et d'impôt sur le résultat actuellement comptabilisé, qui serait comptabilisé rétrospectivement en date d'acquisition.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

4 REGROUPEMENTS ET CESSIONS D'ENTREPRISES (SUITE)

• Coveris Americas (suite)

La juste valeur des créances acquises de 189,0 millions de dollars, dont un montant négligeable est considéré irrécouvrable à la date d'acquisition, et des inventaires de 177,1 millions est incluse dans les actifs courants dans la comptabilisation préliminaire de ce regroupement d'entreprises.

L'acquisition de Coveris Americas a donné lieu à un goodwill, puisque la contrepartie versée pour le regroupement comprenait des montants relatifs aux avantages liés aux synergies attendues, à la croissance des produits, au développement futur du marché et à la main-d'œuvre unifiée.

Au cours de l'exercice clos le 28 octobre 2018, la Société a conclu plusieurs contrats de change visant l'achat d'environ 477,5 millions de dollars américains pour couvrir l'exposition au risque de change de l'acquisition. Jusqu'à leur règlement au cours de l'exercice clos le 28 octobre 2018, ces contrats de change ne se qualifiaient pas pour la comptabilité de couverture et leur réévaluation à la juste valeur était comptabilisée en Frais financiers nets. Ces contrats ont généré un gain de 1,3 million de dollars.

Les états consolidés du résultat de la Société pour l'exercice clos le 28 octobre 2018 comprennent les résultats opérationnels de Coveris Americas depuis sa date d'acquisition, soit des revenus supplémentaires de 629,9 millions de dollars et un résultat opérationnel avant amortissement de 75,1 millions de dollars, incluant les ajustements liés à la comptabilisation de cette acquisition et excluant des coûts d'acquisition et des coûts d'intégration liés à l'acquisition de 7,4 millions de dollars encourus par Coveris Americas, ainsi que le renversement de l'ajustement de la juste valeur des inventaires vendus de 9,5 millions de dollars.

Si la Société avait acquis Coveris Americas au début de l'exercice clos le 28 octobre 2018, la Société estime que cela aurait eu pour effet d'augmenter les revenus d'un montant supplémentaire de 610,2 millions de dollars et le résultat opérationnel avant amortissement d'un montant supplémentaire de 80,9 millions de dollars. Pour établir ces montants, la Société a supposé que les ajustements de la juste valeur qui ont été effectués à la date d'acquisition auraient été les mêmes si l'acquisition avait eu lieu le 30 octobre 2017.

• Flexipak

Le 31 octobre 2017, la Société a acquis la totalité des actions de Les Industries Flexipak inc. (« Flexipak »), un fournisseur d'emballages souples situé à Montréal, au Québec, pour un prix d'achat de 10,7 millions de dollars, incluant une contrepartie conditionnelle en espèces de 0,2 million de dollars à payer suivant l'atteinte de seuils de performance financière préétablis. Cette acquisition permet à la Société de poursuivre son développement dans l'industrie de l'emballage.

Au cours de l'exercice clos le 28 octobre 2018, la Société a finalisé l'analyse de l'allocation du prix d'acquisition de Flexipak, ainsi que sa comptabilisation. Les changements apportés à la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge au cours de l'exercice clos le 28 octobre 2018 sont négligeables et sont inclus dans le tableau ci-après.

• Contech

Le 9 janvier 2018, la Société a acquis Contech, un leader de l'industrie du bâtiment au Québec en matière de formation, d'organisation d'expositions, d'événements de réseautage et de concours destinés aux professionnels de la construction pour un prix d'achat de 0,7 million de dollars. Cette acquisition s'inscrit naturellement dans l'offre de la Société et renforce sa position de leader de l'information stratégique dans la construction au Québec.

• Multifilm

Le 7 mars 2018, la Société a acquis Multifilm Packaging Corporation (« Multifilm »), un fournisseur d'emballages souples situé à Elgin, en Illinois, pour un prix d'achat de 60,3 millions de dollars, sujet à ajustements, et incluant une contrepartie conditionnelle en espèces de 15,1 millions de dollars à payer suivant l'atteinte de seuils de performance financière préétablis. Cette acquisition s'inscrit dans la stratégie de croissance pour le secteur de l'emballage.

Au cours de l'exercice clos le 28 octobre 2018, la Société a finalisé l'analyse de l'allocation du prix d'acquisition de Multifilm, ainsi que sa comptabilisation. Les changements apportés à la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge au cours de l'exercice clos le 28 octobre 2018 sont négligeables et sont inclus dans le tableau ci-après.

• Somabec

Le 2 octobre 2018, la Société a acquis Somabec Ltée ("Somabec"), un diffuseur et distributeur pancanadien d'ouvrages en langue française, et Edisem ("Edisem"), une maison d'édition, collectivement ("Somabec") pour un prix d'achat de 1,3 million de dollars. Cette acquisition permet à la Société d'optimiser notre offre dans les marchés de l'enseignement supérieur.

Les états consolidés du résultat de la Société pour l'exercice clos le 28 octobre 2018 comprennent les résultats opérationnels de Flexipak, Contech, Multifilm et Somabec depuis leur date d'acquisition, soit des revenus supplémentaires de 40,4 millions de dollars et un résultat opérationnel avant amortissement de 6,1 millions de dollars, incluant les ajustements liés à la comptabilisation de ces acquisitions. La juste valeur des créances acquises de 6,5 millions de dollars est incluse dans les actifs courants dans la comptabilisation préliminaire de ces regroupements d'entreprises.

Si la Société avait acquis ces entités au début de l'exercice clos le 28 octobre 2018, la Société estime que cela aurait eu pour effet d'augmenter les revenus d'un montant supplémentaire de 13,2 millions de dollars et le résultat opérationnel avant amortissement d'un montant supplémentaire de 1,4 millions de dollars. Pour établir ces montants, la Société a supposé que les ajustements de la juste valeur qui ont été effectués à la date d'acquisition auraient été les mêmes si l'acquisition avait eu lieu le 30 octobre 2017.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

4 REGROUPEMENTS ET CESSIONS D'ENTREPRISES (SUITE)

• Répartition du prix d'acquisition

Le tableau suivant présente la valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge des acquisitions d'entreprises à la date de prise de contrôle :

	Coveris Americas	Autres acquisitions ⁽¹⁾	Total
Actifs acquis			
Actifs courants (incluant 21,9 \$ de trésorerie acquise)	392,0 \$	16,7 \$	408,7 \$
Immobilisations corporelles	436,0	28,2	464,2
Immobilisations incorporelles	585,5	30,1	615,6
Goodwill (valeur fiscale nulle)	594,9	36,0	630,9
Impôts différés	0,3	—	0,3
Autres éléments d'actifs	1,4	—	1,4
	2 010,1	111,0	2 121,1
Passifs pris en charge			
Passifs courants	200,1	6,4	206,5
Dettes à long terme et contrats de location-financement (incluant la portion courante) ⁽²⁾	151,0	18,9	169,9
Prestations de retraite et autres régimes d'avantages post-emploi	17,2	—	17,2
Impôts différés	102,9	11,8	114,7
Autres éléments de passif	2,3	—	2,3
	473,5	37,1	510,6
	1 536,6 \$	73,9 \$	1 610,5 \$
Contrepartie totale			
Trésorerie déboursée	1 536,6 \$	58,6 \$	1 595,2 \$
Contrepartie conditionnelle à payer à court terme	—	0,2	0,2
Contrepartie conditionnelle à payer à long terme	—	15,1	15,1
	1 536,6 \$	73,9 \$	1 610,5 \$

⁽¹⁾ Les autres acquisitions incluent Flexipak, Multifilm, Contech et Somabec.

⁽²⁾ Au 28 octobre 2018, concernant Coveris Americas, la dette à long terme et certains contrats de location-financement pour un montant total de 143,9 millions de dollars avaient été remboursés par la Société. Concernant les autres acquisitions, la dette à long terme de 18,9 millions de dollars avait également été remboursée par la Société au 28 octobre 2018.

Cessions d'entreprises

• Vente de journaux locaux et régionaux du Québec

Au cours de l'exercice clos le 28 octobre 2018, la Société a procédé à la vente de plusieurs groupes de journaux locaux et régionaux dans la province de Québec, représentant un total de 67 journaux, ainsi que les propriétés Web s'y rattachant, en échange d'une contrepartie en espèces et d'une contrepartie à recevoir. Ces ventes de journaux s'inscrivent dans le cadre du plan de cession des journaux locaux et régionaux du Québec et de l'Ontario annoncé par la Société le 18 avril 2017.

• Vente de CEDROM-SNi inc.

Le 20 décembre 2017, la Société a annoncé la vente de sa participation dans la société CEDROM-SNi inc., qu'elle détenait à hauteur de 50 % et comptabilisait selon la méthode de la mise en équivalence, en échange d'une contrepartie en espèces et d'une contrepartie à recevoir.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

4 REGROUPEMENTS ET CESSIONS D'ENTREPRISES (SUITE)

Transactions de l'exercice clos le 29 octobre 2017

Regroupements d'entreprises

- **Conseils et Services Financiers**

Le 1^{er} décembre 2016, la Société avait acquis l'ensemble des marques spécialisées des groupes Conseillers et Services financiers de Rogers Média inc. ("Conseillers et Services financiers"), pour une contrepartie totale de 3,9 millions de dollars payée en espèces. Au cours de l'exercice clos le 29 octobre 2017, la Société avait procédé à l'évaluation finale de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge liés à ce regroupement. Les actifs acquis se composaient principalement d'immobilisation incorporelles de 3,7 millions de dollars et d'un goodwill de 0,8 million, contrebalancés par des passifs pris en charge d'un montant non significatif. Cette acquisition s'inscrivait dans la stratégie de la Société de faire croître son offre de produits et services spécialisés dans le Secteur des médias, en renforçant son portefeuille actuel de marques spécialisées. L'état consolidé du résultat de la Société pour l'exercice clos le 29 octobre 2017 comprenait les résultats opérationnels de Conseillers et Services financiers depuis la date d'acquisition. Si Conseillers et Services financiers avaient été acquis en date du 1^{er} novembre 2016, l'état consolidé du résultat de la Société n'aurait pas été modifié significativement.

- **Autres regroupements**

Au cours de l'exercice clos le 29 octobre 2017, des montants de 7,8 millions de dollars et 4,6 millions avaient été payés relativement à des contreparties conditionnelles liées à des acquisitions réalisées en 2016 et en 2015, respectivement, et un montant de 0,4 million avait été encaissé relativement à une acquisition réalisée en 2016. De plus, la Société avait procédé à l'évaluation finale de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge de Flexstar Packaging inc., acquis le 14 octobre 2016. Les changements apportés à la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge étaient négligeables.

Cessions d'entreprises

- **Actifs médias Atlantique**

Le 12 avril 2017, la Société avait disposé de ses actifs médias dans les provinces de l'Atlantique en échange d'une contrepartie en espèces et d'une contrepartie à recevoir. La transaction inclut 28 marques et propriétés Web s'y rattachant, quatre usines d'impression liées au secteur des médias, des activités d'impression commerciale dans la province de Terre-Neuve-et-Labrador et des activités de distribution dans les provinces de l'Atlantique. Au cours de l'exercice clos le 29 octobre 2017, la Société avait procédé au paiement final de la clause d'ajustement du fonds de roulement.

- **Journaux locaux et régionaux du Québec et de l'Ontario**

Au cours de l'exercice clos le 29 octobre 2017, la Société avait procédé à la vente de 11 groupes de journaux locaux et régionaux dans la province du Québec, représentant un total de 22 journaux et propriétés Web s'y rattachant, dans le cadre du plan de cession des journaux locaux et régionaux du Québec et de l'Ontario tel qu'annoncé le 18 avril 2017, en échange de contreparties en espèces, et pour certains, de contreparties à recevoir.

Les actifs médias dans les provinces de l'Atlantique et les journaux locaux et régionaux dans la province du Québec ne représentaient pas une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte tel que défini par les IFRS. Ainsi, la vente de ces journaux n'a pas été classée en tant qu'activité abandonnée au cours de l'exercice clos le 29 octobre 2017.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

5 CHARGES OPÉRATIONNELLES

Les charges opérationnelles par principales rubriques se détaillent comme suit pour les exercices clos le :

	28 octobre 2018	29 octobre 2017
Coûts liés au personnel	654,0 \$	592,0 \$
Chaîne d'approvisionnement et logistique ⁽¹⁾	1 303,7	890,3
Autres biens et services ⁽²⁾	113,9	128,2
	2 071,6 \$	1 610,5 \$

⁽¹⁾ Le poste « Chaîne d'approvisionnement et logistique » comprend principalement les coûts de production et de distribution liés aux fournisseurs externes.

⁽²⁾ Le poste « Autres biens et services » comprend principalement les coûts de promotion, de publicité et de télécommunications, les fournitures de bureau, les frais liés à l'immobilier ainsi que les honoraires professionnels. Les contrats de location simple comptabilisés au cours de l'exercice clos le 28 octobre 2018 se sont élevés à 26,4 millions de dollars (23,2 millions pour l'exercice clos le 29 octobre 2017). Les revenus de location et de sous-location comptabilisés au cours de l'exercice clos le 28 octobre 2018 se sont élevés à 3,9 millions de dollars (4,5 millions pour l'exercice clos le 29 octobre 2017).

Le coût des marchandises vendues constaté dans les charges opérationnelles pour l'exercice clos le 28 octobre 2018 a été de 1 599,3 millions de dollars (1 085,6 millions pour l'exercice clos le 29 octobre 2017). Un montant de 4,9 millions de dollars a été comptabilisé à titre de charge pour désuétude des stocks pour l'exercice clos le 28 octobre 2018 (1,1 million pour l'exercice clos le 29 octobre 2017).

6 FRAIS DE RESTRUCTURATION ET AUTRES COÛTS (GAINS)

Les frais de restructuration et autres coûts (gains) par principales rubriques se détaillent comme suit pour les exercices clos le :

	28 octobre 2018	29 octobre 2017 ⁽¹⁾
Réduction d'effectifs	11,6 \$	13,2 \$
Gains reliés à la vente de certaines activités (note 4) ⁽²⁾	(27,2)	(24,1)
Autres éléments	2,7	2,0
Gains nets sur la vente d'immeubles	(6,5)	(3,8)
Contrats déficitaires	2,0	0,6
Coûts d'acquisition d'entreprises ⁽³⁾	14,3	0,5
Autres coûts liés aux acquisitions ⁽⁴⁾	11,7	—
Autres revenus ⁽⁵⁾	—	(2,0)
	8,6 \$	(13,6) \$

⁽¹⁾ Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée au cours de l'exercice.

⁽²⁾ Inclut les gains nets sur la vente de journaux locaux et régionaux dans la province du Québec et des actifs des provinces de l'Atlantique (note 4), ainsi qu'une provision de 10,3 millions de dollars pour prêt douteux liée à une transaction précédente pour l'exercice clos le 28 octobre 2018.

⁽³⁾ Les coûts d'acquisition d'entreprises comprennent les coûts de transaction, principalement des frais juridiques, les commissions payées à la réussite de la transaction et autres honoraires professionnels, pour des regroupements d'entreprises potentiels ou réalisés.

⁽⁴⁾ Les autres coûts liés aux acquisitions comprennent les coûts en lien avec l'intégration des entreprises acquises.

⁽⁵⁾ Les autres revenus représentent principalement l'effet de la réévaluation de contreparties conditionnelles à payer dans le cadre de regroupements d'entreprises (note 4).

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

7 DÉPRÉCIATION D'ACTIFS

La dépréciation d'actifs par principales rubriques se détaille comme suit pour les exercices clos le :

	28 octobre 2018	29 octobre 2017
Immobilisations corporelles	3,5 \$	1,2 \$
Immobilisations incorporelles	3,1	3,7
	6,6 \$	4,9 \$

Immobilisations corporelles

Au cours des exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017, la Société a enregistré des charges de dépréciation des immobilisations corporelles dans le secteur de l'impression de 3,5 millions de dollars, principalement en lien avec la fermeture d'une usine suite à l'arrêt de la publication de certains journaux, et 1,2 million, principalement attribuable à du matériel de production qui n'était plus utilisé, respectivement.

Immobilisations incorporelles

Au cours de l'exercice clos le 28 octobre 2018, la Société a procédé au test annuel de dépréciation des immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée, qui sont composées des noms commerciaux acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises d'édition de livres. La Société a conclu que les valeurs recouvrables des UGT soumises au test étaient supérieures à leur valeur comptable. Par conséquent, aucune charge de dépréciation n'a été enregistrée au cours de l'exercice pour les immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée. Au cours de l'exercice clos le 29 octobre 2017, aucune charge de dépréciation n'a été enregistrée pour les immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée.

Au cours des exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017, la Société a enregistré une charge de dépréciation des immobilisations incorporelles de 3,1 millions de dollars et de 3,7 millions, respectivement, principalement attribuable à des coûts liés à des projets en technologie dans le secteur des médias à la suite de la vente des actifs médias dans les provinces de l'Atlantique et des journaux locaux et régionaux dans la province du Québec (note 4).

Goodwill

Au cours des exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017, la Société a procédé au test annuel de dépréciation du goodwill. La Société a conclu que les valeurs recouvrables des groupes d'UGT soumis au test étaient supérieures à leur valeur comptable. Par conséquent, aucune charge de dépréciation n'a été enregistrée au cours de ces exercices.

Test annuel de dépréciation

Au 28 octobre 2018, la Société a procédé aux tests de dépréciation annuels du goodwill et des immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée, conformément au paragraphe n) de la note 2 « Principales méthodes comptables ».

- **Immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée**

Les valeurs recouvrables des UGT établies pour les fins du test de dépréciation des immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée ont été déterminées sur la base de la valeur d'utilité.

- **Goodwill**

Les valeurs recouvrables des groupes d'UGT établies pour les fins du test de dépréciation du goodwill ont été déterminées selon la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de sortie et la valeur d'utilité.

La juste valeur diminuée des coûts de sortie est établie à l'aide de multiples de capitalisation appliqués aux prévisions budgétaires pour l'exercice 2019, qui proviennent de sociétés comparables et dont les activités sont similaires à l'UGT ou au groupe d'UGT concerné. Ces données sont observées sur le marché.

La valeur d'utilité est établie en actualisant les flux de trésorerie futurs prévus, qui proviennent de prévisions financières sur trois ans approuvées par la direction. Les prévisions financières sont fondées sur l'expérience passée et reflètent les attentes de la direction quant aux résultats opérationnels et aux dépenses d'investissement, en tenant compte de la stratégie d'entreprise et des tendances économiques et spécifiques du secteur d'activité et du marché. Au-delà de la période de trois ans, les flux de trésorerie font l'objet d'extrapolations selon des taux de croissance ou de décroissance perpétuels estimatifs, qui ne sont pas supérieurs à ceux prévus pour les marchés spécifiques dans lesquels les groupes d'UGT exercent leurs activités.

Les hypothèses utilisées par la Société dans le modèle d'actualisation des flux de trésorerie futurs prévus sont classées au niveau 3 dans la hiérarchie des justes valeurs, ce qui signifie qu'elles ne sont pas fondées sur des données de marché observables. La Société a effectué une analyse de sensibilité des multiples de capitalisation et des résultats opérationnels dans le cadre de l'évaluation des valeurs recouvrables des UGT ou groupes d'UGT soumis aux tests de dépréciation. Les résultats de l'analyse de sensibilité démontrent qu'une baisse des multiples de capitalisation de 0,5x ou d'une baisse de 5 % des résultats opérationnels avant amortissement ne changerait pas les résultats des tests.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

7 DÉPRÉCIATION D'ACTIFS (SUITE)

Le tableau suivant présente les principaux groupes d'UGT soumis au test de dépréciation du goodwill, la méthode avec laquelle la valeur recouvrable a été établie et les hypothèses clés utilisées à la date du test de dépréciation :

	Valeur comptable du goodwill	Base d'établissement de la valeur recouvrable	Multiple de capitalisation
Secteur de l'emballage			
Amériques	752,8 \$	Juste valeur	10,6x
Revêtement	70,0	Juste valeur	10,6x
Secteur de l'impression			
Groupe des journaux et du détail	211,5	Juste valeur	5,6x
Groupe des magazines, des livres et des catalogues	65,4	Juste valeur	5,6x

Le calcul le plus récent de la valeur recouvrable du Groupe du prémédia et du Groupe d'édition de livres, ainsi que celui des UGT liées aux noms commerciaux acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises d'édition de livres ont été utilisés pour les tests de dépréciation du goodwill de ces groupes et des immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée de ces groupes d'UGT au 28 octobre 2018, les critères décrits à la note 2 n) aux états financiers consolidés étant satisfaits.

8 AMORTISSEMENT

L'amortissement par principales rubriques se détaille comme suit pour les exercices clos le :

	28 octobre 2018	29 octobre 2017
Immobilisations corporelles et immeubles de placement	117,5 \$	77,1 \$
Immobilisations incorporelles	51,6	26,3
	169,1	103,4
Immobilisations incorporelles et autres éléments d'actif, constatés dans les postes de revenus et charges opérationnelles	24,4	24,4
	193,5 \$	127,8 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

9 FRAIS FINANCIERS NETS

Les frais financiers nets par principales rubriques se détaillent comme suit pour les exercices clos le :

	28 octobre 2018	29 octobre 2017 ⁽¹⁾
Frais financiers de la dette à long terme	40,7 \$	17,5 \$
Intérêts nets sur l'actif et le passif au titre des régimes à prestations définies (note 27)	1,9	1,7
Autres revenus	(3,5)	(0,9)
Gains nets de change	(2,6)	(0,6)
	36,5 \$	17,7 \$

⁽¹⁾ Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée au cours de l'exercice.

10 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

Le tableau suivant présente le rapprochement entre les impôts sur le résultat au taux d'imposition statutaire prévu par la loi au Canada et les impôts sur le résultat au taux d'imposition effectif pour les exercices clos le :

	28 octobre 2018	29 octobre 2017
Résultat avant quote-part du résultat net dans des coentreprises et impôts sur le résultat	331,1 \$	284,3 \$
Taux d'imposition statutaire prévu par la loi au Canada ⁽¹⁾	26,72 %	26,82 %
Impôts sur le résultat au taux d'imposition statutaire	88,5	76,2
Effet des écarts des taux d'imposition dans d'autres juridictions	(5,1)	2,1
Impôts sur les dépenses non déductibles et les revenus non imposables	(1,1)	(3,1)
Variation d'actifs d'impôt différé liés à des pertes fiscales ou à des différences temporaires non comptabilisées antérieurement	(1,7)	(0,4)
Effet de la réforme fiscale américaine ⁽²⁾	36,6	—
Autres	0,6	(1,7)
Impôts sur le résultat au taux d'imposition effectif	117,8 \$	73,1 \$
Impôts sur le résultat avant les éléments suivants :	88,5 \$	73,7 \$
Effet de la réforme fiscale américaine ⁽²⁾	36,6	—
Impôts sur les frais de restructuration et autres coûts (gains)	(5,6)	0,8
Impôts sur la dépréciation d'actifs	(1,7)	(1,4)
Impôts sur le résultat au taux d'imposition effectif	117,8 \$	73,1 \$

⁽¹⁾ Le taux d'imposition applicable de la Société correspond aux taux canadiens combinés applicables dans les provinces où la Société exerce ses activités.

⁽²⁾ Le 22 décembre 2017, une réforme fiscale américaine, connue sous l'appellation « Tax Cuts and Jobs Act » (TCJA) est entrée en vigueur. Le TCJA constitue une réforme majeure de la législation fiscale fédérale américaine, incluant, sans s'y limiter, la réduction du taux d'impôt statutaire fédéral des sociétés aux États-Unis à partir du 1er janvier 2018, le faisant passer d'un taux progressif pouvant aller jusqu'à 35 % à un taux fixe de 21 %. L'impact le plus important du TCJA enregistré dans les résultats de la Société pour l'exercice clos le 28 octobre 2018 découle de cette baisse de taux et de la réévaluation de ses actifs nets d'impôt différé pour les présenter au taux réduit. La Société a ainsi enregistré une dépense d'impôt de 36,6 millions de dollars représentant la baisse de valeur de ses actifs d'impôt différé réévalués au taux en vigueur. Pour son exercice 2018, le taux statutaire fédéral américain de la Société s'est établi à un taux moyen de 23,2 % et sera à 21 % pour son exercice 2019.

La provision d'impôt américaine de la Société pour son exercice clos le 28 octobre 2018, ainsi que les actifs et passifs d'impôt en découlant, ont été établis en fonction de la législation fiscale (« Internal Revenue Code ») et les règlements connexes présentement en vigueur. Le U.S. Treasury Department, l'Internal Revenue Service (IRS) et d'autres organismes de normalisation émettront éventuellement des directives (de telles directives pouvant avoir une application rétroactive) sur la manière dont les dispositions de la Loi seront appliquées ou administrées. Ces directives pourraient conduire à une interprétation très différente de la nôtre. Au fur et à mesure que lesdites directives seront publiées par l'IRS ou tout autre organisme de normalisation, nous pourrions refaire les analyses des données pertinentes et potentiellement apporter des ajustements aux montants enregistrés. Ces ajustements pourraient affecter de manière significative notre situation financière, nos résultats d'exploitation ainsi que notre taux effectif d'imposition dans la période au cours de laquelle les ajustements seront effectués.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

10 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT (SUITE)

Le tableau suivant présente les composantes de la charge d'impôts sur le résultat pour les exercices clos le :

	28 octobre 2018	29 octobre 2017
Impôts sur le résultat exigibles		
Exercice considéré	58,3 \$	49,4 \$
Ajustement au titre des exercices antérieurs	(0,9)	0,5
	57,4	49,9
Impôts différés		
Ajustement au titre des exercices antérieurs	1,1	(1,4)
Création et renversement des différences temporaires	22,4	24,4
Variation d'actifs d'impôt différé liés à des pertes fiscales ou à des différences temporaires non comptabilisées antérieurement	(1,7)	(0,4)
Incidence des variations des taux d'impôt	38,6	0,6
	60,4	23,2
Total des impôts sur le résultat	117,8 \$	73,1 \$

Le tableau suivant présente les composantes des actifs et des passifs d'impôt différé :

	Au 28 octobre 2018		Au 29 octobre 2017	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Immobilisations corporelles	— \$	80,6 \$	— \$	42,1 \$
Immobilisations incorporelles et goodwill	—	173,5	—	38,0
Provisions	17,4	—	16,7	—
Revenus reportés	7,3	—	41,9	—
Dette à long terme	—	1,2	—	1,9
Régimes à prestations définies	14,9	—	12,5	—
Émission d'actions	3,0	—	—	—
Report de pertes	101,1	—	105,5	—
Dépenses d'intérêts	26,4	—	—	—
Autres	5,2	—	0,3	—
	175,3	255,3	176,9	82,0
Compensation des actifs et passifs	(156,9)	(156,9)	(37,9)	(37,9)
	18,4 \$	98,4 \$	139,0 \$	44,1 \$

Les pertes reportées incluses dans les actifs d'impôt différé ont une échéance s'étalant de 2019 à 2038.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

10 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT (SUITE)

La variation des actifs et passifs d'impôt différé au cours de l'exercice clos le 28 octobre 2018 s'établit comme suit :

	Solde au 29 octobre 2017	Comptabilisé aux résultats	Variation du cours de change	Comptabilisé dans les autres éléments du résultat global	Émission d'actions	Regroupements d'entreprises	Solde au 28 octobre 2018
Immobilisations corporelles	(42,1) \$	9,8 \$	(1,3) \$	— \$	— \$	(47,0) \$	(80,6) \$
Immobilisations incorporelles et goodwill	(38,0)	10,1	(2,8)	—	—	(142,8)	(173,5)
Provisions	16,7	(4,5)	0,2	—	—	5,0	17,4
Revenus reportés	41,9	(34,1)	(0,5)	—	—	—	7,3
Dettes à long terme	(1,9)	0,1	0,3	0,3	—	—	(1,2)
Régimes à prestations définies	12,5	(0,9)	0,2	(1,8)	—	4,9	14,9
Émission d'actions	—	—	—	—	3,0	—	3,0
Report de pertes	105,5	(47,4)	2,0	—	—	41,0	101,1
Dépenses d'intérêts	—	—	0,4	—	—	26,0	26,4
Autres	0,3	6,5	(0,7)	0,6	—	(1,5)	5,2
	94,9 \$	(60,4) \$	(2,2) \$	(0,9) \$	3,0 \$	(114,4) \$	(80,0) \$

La variation des actifs et passifs d'impôt différé au cours de l'exercice clos le 29 octobre 2017 s'établit comme suit :

	Solde au 30 octobre 2016	Comptabilisé aux résultats	Variation du cours de change	Comptabilisé dans les autres éléments du résultat global	Regroupements d'entreprises	Solde au 29 octobre 2017
Immobilisations corporelles	(45,9) \$	3,1 \$	— \$	— \$	0,7 \$	(42,1) \$
Immobilisations incorporelles et goodwill	(41,9)	3,7	0,4	—	(0,2)	(38,0)
Provisions	16,0	1,0	(0,1)	—	(0,2)	16,7
Revenus reportés	59,3	(16,5)	(0,9)	—	—	41,9
Dettes à long terme	(2,4)	1,5	—	(1,0)	—	(1,9)
Régimes à prestations définies	15,8	(0,9)	—	(2,4)	—	12,5
Report de pertes	124,0	(13,8)	(4,7)	—	—	105,5
Autres	3,0	(1,3)	0,4	(0,9)	(0,9)	0,3
	127,9 \$	(23,2) \$	(4,9) \$	(4,3) \$	(0,6) \$	94,9 \$

Au 28 octobre 2018, la Société dispose de pertes en capital de 0,9 million de dollars qui peuvent être reportées indéfiniment et pour lesquelles les avantages pouvant en découler n'ont pas été comptabilisés. En plus des pertes considérées aux livres, la Société dispose de différences temporaires déductibles et de pertes reportées dans certains états des États-Unis, et considérant qu'il est improbable qu'un bénéfice imposable futur suffisant sera disponible pour en utiliser une partie, la Société n'a pas constaté d'actif d'impôt différé totalisant 32,4 millions de dollars. Les pertes reportées rattachées à cet actif non constaté expirent entre 2019 et 2038.

Au 28 octobre 2018, aucun passif d'impôt différé n'a été constaté relativement aux différences temporaires découlant de placements dans des filiales puisque la Société contrôle les décisions relativement à la réalisation de ces passifs et qu'il est probable que les différences temporaires ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

11 DÉBITEURS

Les composantes des débiteurs se détaillent comme suit :

	Au 28 octobre 2018	Au 29 octobre 2017
Comptes clients	515,2 \$	336,1 \$
Provisions pour créances douteuses	(4,4)	(5,3)
Autres débiteurs	54,6	49,8
	565,4 \$	380,6 \$

12 STOCKS

Les composantes des stocks se détaillent comme suit :

	Au 28 octobre 2018	Au 29 octobre 2017
Matières premières	151,1 \$	71,4 \$
Travaux en cours et produits finis	167,2	53,3
Provision pour désuétude	(12,7)	(7,8)
	305,6 \$	116,9 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

13 IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET IMMEUBLES DE PLACEMENT

Les tableaux suivants présentent l'évolution des immobilisations corporelles et immeubles de placement pour les exercices clos le :

	Terrains	Bâtiments	Immeubles de placement	Améliorations locatives	Matériel de production	Matériel de production loué (contrats de location- financement)	Autres équipements	Construction en cours et dépôts sur équipements	Total
28 octobre 2018									
Coût									
Solde au début de l'exercice	43,8 \$	228,6 \$	— \$	46,7 \$	1 189,2 \$	13,0 \$	86,4 \$	15,0 \$	1 622,7 \$
Acquisitions	—	2,1	0,2	0,5	8,4	—	1,4	45,5	58,1
Transfert (note 31)	(27,4)	(45,0)	72,4	—	—	—	—	—	—
Mises en service	—	7,3	0,1	1,3	38,5	—	1,4	(48,6)	—
Regroupements d'entreprises (note 4)	20,7	70,6	—	0,2	339,1	—	3,6	30,0	464,2
Cessions d'entreprises (note 4)	—	(0,8)	—	(0,3)	(0,1)	—	(0,2)	—	(1,4)
Cessions et mises hors service	(0,9)	(5,9)	—	(1,6)	(188,1)	(0,1)	(11,9)	(0,5)	(209,0)
Variation du cours de change et autres	0,3	1,5	1,3	(0,1)	4,5	—	0,3	0,4	8,2
Solde au 28 octobre 2018	36,5 \$	258,4 \$	74,0 \$	46,7 \$	1 391,5 \$	12,9 \$	81,0 \$	41,8 \$	1 942,8 \$
Cumul de l'amortissement et des dépréciations									
Solde au début de l'exercice	— \$	(121,6) \$	— \$	(21,9) \$	(889,2) \$	(13,0) \$	(76,2) \$	— \$	(1 121,9) \$
Amortissement	—	(9,5)	(0,9)	(4,3)	(97,1)	—	(5,7)	—	(117,5)
Transfert (note 31)	—	17,0	(17,0)	—	—	—	—	—	—
Cessions d'entreprises (note 4)	—	0,5	—	0,2	0,1	—	0,1	—	0,9
Cessions et mises hors service	—	2,6	—	1,3	174,1	0,1	11,6	—	189,7
Dépréciations	—	—	—	(0,2)	(3,3)	—	—	—	(3,5)
Variation du cours de change et autres	—	(0,2)	(0,3)	0,2	(1,3)	—	(0,3)	—	(1,9)
Solde au 28 octobre 2018	— \$	(111,2) \$	(18,2) \$	(24,7) \$	(816,7) \$	(12,9) \$	(70,5) \$	— \$	(1 054,2) \$
Valeur comptable nette	36,5 \$	147,2 \$	55,8 \$	22,0 \$	574,8 \$	— \$	10,5 \$	41,8 \$	888,6 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

13 IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET IMMEUBLES DE PLACEMENT (SUITE)

29 octobre 2017	Terrains	Bâtiments	Améliorations locatives	Matériel de production	Matériel de production loué (contrats de location- financement)	Autres équipements	Constructions en cours et dépôts sur équipements	Total
Coût								
Solde au début de l'exercice	46,9 \$	242,8 \$	47,5 \$	1 197,4 \$	13,0 \$	100,6 \$	30,7 \$	1 678,9 \$
Acquisitions	—	0,4	0,6	8,0	—	0,9	23,9	33,8
Mises en service	—	4,9	0,9	31,6	—	2,1	(39,5)	—
Regroupements d'entreprises (note 4)	—	—	—	(0,5)	—	—	(0,1)	(0,6)
Cessions d'entreprises (note 4)	(1,4)	(9,7)	(0,9)	(15,3)	—	(4,3)	—	(31,6)
Cessions et mises hors service	(0,5)	(7,1)	(1,4)	(25,1)	—	(12,1)	—	(46,2)
Variation du cours de change et autres	(1,2)	(2,7)	—	(6,9)	—	(0,8)	—	(11,6)
Solde au 29 octobre 2017	43,8 \$	228,6 \$	46,7 \$	1 189,2 \$	13,0 \$	86,4 \$	15,0 \$	1 622,7 \$
Cumul de l'amortissement et des dépréciations								
Solde au début de l'exercice	— \$	(123,9) \$	(19,8) \$	(870,4) \$	(13,0) \$	(85,8) \$	— \$	(1 112,9) \$
Amortissement	—	(8,5)	(3,9)	(58,1)	(0,1)	(6,5)	—	(77,1)
Cessions d'entreprises (note 4)	—	6,1	0,6	14,5	—	4,0	—	25,2
Cessions et mises hors service	—	4,1	1,2	23,1	0,1	11,8	—	40,3
Dépréciations	—	—	—	(1,2)	—	—	—	(1,2)
Variation du cours de change et autres	—	0,6	—	2,9	—	0,3	—	3,8
Solde au 29 octobre 2017	— \$	(121,6) \$	(21,9) \$	(889,2) \$	(13,0) \$	(76,2) \$	— \$	(1 121,9) \$
Valeur comptable nette	43,8 \$	107,0 \$	24,8 \$	300,0 \$	— \$	10,2 \$	15,0 \$	500,8 \$

Coûts d'emprunt capitalisés aux immobilisations corporelles

Pour les exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017, des montants négligeables ont été capitalisés aux immobilisations corporelles à titre de coûts d'emprunt.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

14 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les tableaux suivants présentent l'évolution des immobilisations incorporelles pour les exercices clos le :

	Durée d'utilité déterminée					Durée d'utilité indéterminée		Total
	Relations d'affaires	Coût de prépublication d'ouvrages	Titres d'ouvrages pédagogiques	Ententes de non-concurrence	Coûts liés à des projets en technologie	Contrats d'impression acquis et autres	Noms commerciaux	
28 octobre 2018								
Coût								
Solde au début de l'exercice	180,5 \$	143,4 \$	12,6 \$	9,7 \$	51,8 \$	15,5 \$	21,5 \$	435,0 \$
Ajouts (générés en interne)	—	10,6	—	—	4,6	—	—	15,2
Acquisitions	5,4	—	—	—	—	—	—	5,4
Regroupements d'entreprises (note 4)	615,5	—	—	—	0,1	—	—	615,6
Cessions d'entreprises (note 4)	(2,9)	—	—	—	—	(4,0)	(5,5)	(12,4)
Mises hors service	(10,4)	—	—	(2,1)	(9,5)	(8,2)	(6,0)	(36,2)
Variation du cours de change et autres	11,6	—	—	—	0,6	—	—	12,2
Solde au 28 octobre 2018	799,7 \$	154,0 \$	12,6 \$	7,6 \$	47,6 \$	3,3 \$	10,0 \$	1 034,8 \$
Cumul de l'amortissement et des dépréciations								
Solde au début de l'exercice	(72,8) \$	(117,5) \$	(10,9) \$	(8,6) \$	(30,9) \$	(12,9) \$	(10,3) \$	(263,9) \$
Amortissement	(44,2)	(11,6)	(0,6)	(0,2)	(6,3)	(0,4)	(0,2)	(63,5)
Cessions d'entreprises (note 4)	2,0	—	—	—	—	1,8	4,2	8,0
Mises hors service	10,4	—	—	2,1	9,5	8,2	6,0	36,2
Dépréciations	—	—	—	—	(3,1)	—	—	(3,1)
Variation du cours de change et autres	(0,8)	—	—	—	(0,6)	—	—	(1,4)
Solde au 28 octobre 2018	(105,4) \$	(129,1) \$	(11,5) \$	(6,7) \$	(31,4) \$	(3,3) \$	(0,3) \$	(287,7) \$
Valeur comptable nette	694,3 \$	24,9 \$	1,1 \$	0,9 \$	16,2 \$	— \$	9,7 \$	747,1 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

14 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (SUITE)

	Durée d'utilité déterminée					Durée d'utilité indéterminée		Total
	Relations d'affaires	Coût de prépublication d'ouvrages	Titres d'ouvrages pédagogiques	Ententes de non-concurrence	Coûts liés à des projets en technologie	Contrats d'impression acquis et autres	Noms commerciaux	
29 octobre 2017								
Coût								
Solde au début de l'exercice	184,5 \$	133,9 \$	12,6 \$	10,1 \$	52,8 \$	15,5 \$	115,3 \$	524,7 \$
Ajouts (générés en interne)	—	9,5	—	—	5,1	—	—	14,6
Regroupements d'entreprises (note 4)	2,1	—	—	—	—	—	1,6	3,7
Cessions d'entreprises (note 4)	—	—	—	—	(0,9)	—	(95,4)	(96,3)
Mises hors service	(1,7)	—	—	(0,4)	(5,2)	—	—	(7,3)
Variation du cours de change et autres	(4,4)	—	—	—	—	—	—	(4,4)
Solde au 29 octobre 2017	180,5 \$	143,4 \$	12,6 \$	9,7 \$	51,8 \$	15,5 \$	21,5 \$	435,0 \$
Cumul de l'amortissement et des dépréciations								
Solde au début de l'exercice	(59,1) \$	(104,8) \$	(9,9) \$	(8,3) \$	(25,4) \$	(11,6) \$	(88,6) \$	(307,7) \$
Amortissement	(16,5)	(12,7)	(1,0)	(0,7)	(7,4)	(1,3)	(0,2)	(39,8)
Cessions d'entreprises (note 4)	—	—	—	—	0,4	—	78,5	78,9
Mises hors service	1,7	—	—	0,4	5,2	—	—	7,3
Dépréciations	—	—	—	—	(3,7)	—	—	(3,7)
Variations du cours de change et autres	1,1	—	—	—	—	—	—	1,1
Solde au 29 octobre 2017	(72,8) \$	(117,5) \$	(10,9) \$	(8,6) \$	(30,9) \$	(12,9) \$	(10,3) \$	(263,9) \$
Valeur comptable nette	107,7 \$	25,9 \$	1,7 \$	1,1 \$	20,9 \$	2,6 \$	11,2 \$	171,1 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

15 GOODWILL

Le tableau suivant présente l'évolution du goodwill pour les exercices clos le :

	28 octobre 2018	29 octobre 2017
Solde au début de l'exercice	505,0 \$	509,7 \$
Regroupements d'entreprises (note 4)	630,9	1,6
Variation du cours de change	14,1	(6,3)
Solde à la fin de l'exercice	1 150,0 \$	505,0 \$

La valeur comptable du goodwill est répartie entre les groupes d'UGT de la façon suivante :

	Au 28 octobre 2018	Au 29 octobre 2017
Secteurs opérationnels		
Secteur de l'emballage		
Groupe Amériques ⁽¹⁾	755,5 \$	— \$
Groupe Revêtements	70,1	—
Groupe des emballages souples ⁽¹⁾	—	182,5
	825,6	182,5
Secteur de l'impression		
Groupe des journaux et du détail	211,5	211,5
Groupe des magazines, des livres et des catalogues	65,4	65,4
Groupe du prémédia	12,5	12,5
	289,4	289,4
Secteur des médias		
Groupe d'édition de livres	20,8	19,5
Groupe des solutions d'affaires	14,2	13,6
	35,0	33,1
	1 150,0 \$	505,0 \$

⁽¹⁾ La Société a regroupé le goodwill précédemment alloué au Groupe des emballages souples avec le goodwill du groupe d'UGT Groupe Amériques provenant de l'acquisition de Coveris Americas (note 4) du fait des synergies attendues entre les activités d'emballage existantes avant l'acquisition et celles de Coveris Americas en Amérique.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

16 AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF

Les composantes des autres éléments d'actif se détaillent comme suit :

	Au 28 octobre 2018	Au 29 octobre 2017 ⁽¹⁾
Coûts d'acquisition de contrats	19,2 \$	21,8 \$
Actif au titre des régimes à prestations définies (note 27)	5,0	2,6
Juste valeur des instruments financiers dérivés	0,1	1,8
Autres	10,7	14,4
	35,0 \$	40,6 \$

⁽¹⁾ Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée au cours de l'exercice.

17 CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

Les composantes des créditeurs et charges à payer se détaillent comme suit :

	Au 28 octobre 2018	Au 29 octobre 2017 ⁽¹⁾
Comptes fournisseurs et autres frais courus	267,4 \$	159,8 \$
Salaires et autres avantages à payer	104,7	85,6
Rémunération à base d'actions (note 23)	12,5	16,9
Instruments financiers dérivés	0,6	0,1
Frais financiers à payer	9,9	6,1
Autres	36,5	36,2
	431,6 \$	304,7 \$

⁽¹⁾ Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée au cours de l'exercice.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

18 DETTE À LONG TERME

La dette à long terme se détaille comme suit :

	Taux d'intérêt effectif au		Au 28 octobre 2018	Au 29 octobre 2017
	28 octobre 2018	Échéances		
Billets non garantis de premier rang - 3,897 %	4,03 %	2019	250,0 \$	250,0 \$
Facilité de crédit en dollars américains	4,01	2023	130,8	—
Prêts à terme - 750 millions de dollars américains	4,06	2020 à 2023	981,0	—
Débetures - Fonds de solidarité FTQ				
Série 1 - 5,58 %	—	2019	—	50,0
Série 2 - 4,011 %	—	2020	—	50,0
Débeture unifiée - Fonds de solidarité FTQ - 4,784 %	4,84	2028	100,0	—
Contrats de location-financement	—		5,8	—
			1 467,6	350,0
Frais d'émission de la dette à long terme au coût amorti			6,6	1,7
Total de la dette à long terme			1 461,0	348,3
Portion courante de la dette à long terme			251,2	—
			1 209,8 \$	348,3 \$

Billets non garantis de premier rang

Les billets non garantis de premier rang, au montant de 250,0 millions de dollars, portent intérêt au taux de 3,897 %, et échéant en 2019. Les intérêts sont payables en versements semestriels. Les billets sont des obligations non garanties directes de la Société qui occupent un rang égal à toutes les autres dettes non garanties et non subordonnées de la Société.

Prolongement de la facilité de crédit

La Société dispose d'une facilité de crédit au montant de 400,0 millions de dollars ou l'équivalent en dollars américains, qui venait à échéance en février 2022, et dont l'échéance a été prolongée le 22 décembre 2017 jusqu'en février 2023 selon les mêmes modalités. Le taux d'intérêt applicable à la facilité de crédit est basé sur la cote de crédit accordée par Standard & Poor's et DBRS. Selon la cote de crédit actuelle, il s'agit soit du taux de base bancaire, du taux des acceptations bancaires ou du LIBOR, majorés de 1,675 %, ou alors du taux préférentiel du Canada ou du taux préférentiel des États-Unis, majorés de 0,675 %. Au 28 octobre 2018, le taux nominal était de 3,51 % et de 3,72 % pour la facilité de crédit en dollars canadiens et en dollars américains, respectivement.

Au 28 octobre 2018, un montant de 130,8 millions de dollars était prélevé sur la facilité de crédit et aucun montant sur les lettres de crédit n'était émis, et la disponibilité au titre de la facilité de crédit était de 269,2 millions.

La Société avait des ententes relatives à des facilités de lettres de crédit renouvelables et non engagées, pour un montant total de 30,0 millions de dollars, qui venaient à l'échéance le 11 avril 2018. Au cours de l'exercice clos le 28 octobre 2018, la Société a renouvelé ses facilités de lettres de crédit qui n'ont désormais plus d'échéance. Les frais applicables à la portion émise sur ces facilités de lettres de crédit sont de 0,80 % annuellement. Au 28 octobre 2018, des lettres de crédit au montant de 28,7 millions de dollars (17,6 millions au 29 octobre 2017) avaient été émises à même ces facilités, principalement en garantie des cotisations non versées au titre de l'insuffisance de solvabilité des régimes à prestations définies de la Société (note 27 « Avantages du personnel »).

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

18 DETTE À LONG TERME (SUITE)

Émission de Prêts à terme

Le 1^{er} mai 2018, dans le cadre de l'acquisition de Coveris Americas (note 4), la Société a conclu une entente visant l'émission de nouvelles facilités de crédit non renouvelables, sous la forme de six tranches de prêts à terme émises en dollars américains (les « Prêts à terme ») et ayant les caractéristiques suivantes en date d'émission:

	Montant émis en USD	Montant équivalent en CAD à la date d'émission	Échéance
Prêts à terme			
Prêt à terme A	112,5 \$	144,8 \$	2020
Prêt à terme B	112,5	144,8	2021
Prêt à terme C	150,0	192,9	2021
Prêt à terme D	150,0	192,9	2022
Prêt à terme E	112,5	144,8	2022
Prêt à terme F	112,5	144,8	2023
	750,0 \$	965,0 \$	

Les Prêts à terme portent intérêt au taux de base américain ou au LIBOR, majoré d'une marge applicable de 0,70 % à 1,70 %, payables semestriellement et sont remboursables sur des durées allant de 30 à 60 mois, selon la tranche.

Des frais d'émission d'un montant de 5,3 millions de dollars ont été encourus et comptabilisés en réduction de la dette à long terme, et seront amortis selon la méthode de l'intérêt effectif sur la durée des Prêts à terme.

Instruments de couverture

Au cours de l'exercice clos le 28 octobre 2018, la Société avait désigné un montant moyen de 187,0 millions de dollars américains (254,4 millions de dollars) des prêts à terme et de la facilité de crédit en dollars américains comme instruments de couverture de l'investissement net dans ses établissements étrangers. Aucune inefficacité n'ayant été constatée au cours de l'exercice clos le 28 octobre 2018, il n'y a donc pas eu d'impact sur les états consolidés du résultat. Par conséquent, un montant de 4,0 millions de dollars de perte de change a été reclassé dans les autres éléments du résultat global.

Modification des débetures - Fonds de solidarité FTQ

Le 13 juillet 2018, la Société a modifié certaines conditions des Débetures - Fonds de solidarité FTQ Série 1 - 5,58 % et Série 2 - 4,011 % de 50,0 millions de dollars chacune, en les unifiant en une seule débenture (la « Débenture unifiée - Fonds de solidarité FTQ » ou la « Débenture unifiée ») de 100,0 millions de dollars, portant intérêt au taux de 4,784 % l'an, payable semestriellement et échéant le 1^{er} février 2028. Des frais de financement de 0,5 million de dollars ont été encourus et sont amortis selon la méthode de l'intérêt effectif sur la durée de la Débenture unifiée.

La Société est soumise à certaines clauses restrictives, y compris le maintien de certains ratios financiers. Au cours des exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017, la Société n'a été en défaut à l'égard d'aucune de ces clauses.

Les versements de capital requis par la Société au cours des prochains exercices sont les suivants :

	Versements de capital
2019	251,2 \$
2020	148,5
2021	344,8
2022	475,1
2023	148,0
Après	100,0
	1 467,6 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

19 PROVISIONS

Le tableau suivant présente l'évolution des provisions pour l'exercice clos le 28 octobre 2018 :

	Frais de restructuration	Contrats déficitaires	Autres	Total
Solde au début de l'exercice	4,6 \$	2,5 \$	0,6 \$	7,7 \$
Provisions enregistrées	11,7	2,0	0,3	14,0
Montants utilisés	(13,7)	(2,2)	(0,3)	(16,2)
Provisions renversées	(0,1)	(0,1)	(0,2)	(0,4)
Regroupements d'entreprises	—	0,9	—	0,9
Solde au 28 octobre 2018	2,5 \$	3,1 \$	0,4 \$	6,0 \$
Portion courante	2,5 \$	1,2 \$	— \$	3,7 \$
Portion non courante	—	1,9	0,4	2,3
	2,5 \$	3,1 \$	0,4 \$	6,0 \$

Frais de restructuration

La Société procède à des mesures de rationalisation dans ses secteurs opérationnels en raison de changements structurels importants dans les industries de l'impression et des médias. De plus, dans le cadre de l'acquisition de Coveris Americas (note 4), la Société a encouru des frais de réduction et de rétention de personnel.

Contrats déficitaires

Les provisions pour contrats déficitaires sont rattachées à des contrats de location simple pour des espaces inutilisés par la Société à la suite de mesures de rationalisation, et correspondent à la valeur actualisée des charges de location futures que la Société devra déboursier en vertu des contrats qui ne peuvent être annulés, déduction faite des revenus de sous-location estimatifs futurs qui devraient être tirés de ces contrats. L'échéance maximale de ces contrats est de 4,5 ans.

20 AUTRES ÉLÉMENTS DU PASSIF

Les composantes des autres éléments du passif se détaillent comme suit :

	Au 28 octobre 2018	Au 29 octobre 2017
Revenus reportés	21,8 \$	84,1 \$
Charges à payer et autres passifs	24,4	8,6
Rémunération à base d'actions (note 23)	11,0	15,8
Passif au titre des régimes à prestations définies (note 27)	63,0	50,5
Instruments financiers dérivés	0,1	—
	120,3 \$	159,0 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

21 CAPITAL SOCIAL

Actions à droit de vote subalterne catégorie A : actions à droit de vote subalterne sans valeur nominale, autorisées en nombre illimité, comportant un vote par action, participantes.

Actions catégorie B : actions à droit de vote sans valeur nominale, autorisées en nombre illimité, comportant 20 votes par action, convertibles en actions à droit de vote subalterne catégorie A, participantes.

Le tableau suivant présente l'évolution du capital social de la Société pour les exercices clos le :

	28 octobre 2018		29 octobre 2017	
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant
Actions à droit de vote subalterne catégorie A				
Solde au début de l'exercice	63 567 144	352,6 \$	62 886 445	342,8 \$
Conversion d'actions catégorie B en actions à droit de vote subalterne catégorie A	4 600	—	89 100	0,1
Actions rachetées et annulées	(1 022 290)	(7,1)	(2 663)	—
Émission d'actions dans le cadre d'un placement public d'appel à l'épargne, net de frais d'émission	10 810 000	277,9	—	—
Levée d'options d'achat d'actions	—	—	594 262	9,7
Solde à la fin de l'exercice	73 359 454	623,4	63 567 144	352,6
Actions catégorie B				
Solde au début de l'exercice	13 985 526	19,0	14 074 626	19,1
Conversion d'actions catégorie B en actions à droit de vote subalterne catégorie A	(4 600)	—	(89 100)	(0,1)
Solde à la fin de l'exercice	13 980 926	19,0	13 985 526	19,0
	87 340 380	642,4 \$	77 552 670	371,6 \$

Émission d'actions

Dans le cadre de l'acquisition de Coveris Americas (note 4), la Société a émis 10 810 000 reçus de souscription en date du 20 avril 2018 au moyen d'un placement auprès du public par voie de prise ferme. Le 1^{er} mai 2018, à la clôture finale de la transaction de Coveris Americas, chaque reçu de souscription a donné à son porteur le droit de recevoir d'office, sans contrepartie additionnelle ni mesure à prendre, une action à droit de vote subalterne catégorie A de la Société.

Les actions émises en contrepartie de reçus de souscription se présentent comme suit:

	Placement public
Nombre d'actions émises en contrepartie de reçus de souscription	10 810 000
Prix par reçu de souscription (en \$)	26,60 \$
Produit brut	287,5
Moins: frais d'émission d'actions	(12,6)
Plus: Impôts sur le résultat liés aux frais d'émission d'actions	3,0
Actions émises en contrepartie de reçus de souscription	277,9 \$
Moins: Impôts sur le résultat hors trésorerie liés aux frais d'émission d'actions	(3,0) \$
Produit net de l'émission d'actions en contrepartie des reçus de souscription	274,9 \$

Les frais d'émission de 9,6 millions de dollars, net d'impôts, ont été comptabilisés en diminution du capital-actions lors de l'émission des actions à droit de vote subalterne catégorie A.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

21 CAPITAL SOCIAL (SUITE)

Rachat d'actions

La Société a été autorisée à racheter sur le marché libre, pour annulation, ou sous réserve des autorisations des autorités en matière de valeurs mobilières en vertu d'ententes de gré à gré, entre le 1^{er} octobre 2018 et le 30 septembre 2019, ou une date antérieure si l'offre est complétée ou résiliée par la Société, jusqu'à concurrence de 1 000 000 de ses actions à droit de vote subalterne catégorie A et jusqu'à concurrence de 189 344 actions catégorie B. Les rachats ont été faits dans le cours normal des activités au prix du marché par l'entremise de la Bourse de Toronto.

La Société avait été autorisée à racheter sur le marché libre, pour annulation, ou sous réserve des autorisations des autorités en matière de valeurs mobilières en vertu d'ententes de gré à gré, entre le 17 avril 2017 et le 16 avril 2018, ou une date antérieure si l'offre est complétée ou résiliée par la Société, jusqu'à concurrence de 2 000 000 de ses actions à droit de vote subalterne catégorie A et jusqu'à concurrence de 442 349 actions catégorie B. Les rachats ont été faits dans le cours normal des activités au prix du marché par l'entremise de la Bourse de Toronto.

La Société avait été autorisée à racheter sur le marché libre, pour annulation, ou sous réserve des autorisations des autorités en matière de valeurs mobilières en vertu d'ententes de gré à gré, entre le 15 avril 2016 et le 14 avril 2017, ou une date antérieure si l'offre est complétée ou résiliée par la Société, jusqu'à concurrence de 2 000 000 de ses actions à droit de vote subalterne catégorie A et jusqu'à concurrence de 226 344 actions catégorie B. Les rachats ont été faits dans le cours normal des activités au prix du marché par l'entremise de la Bourse de Toronto.

Au cours de l'exercice clos le 28 octobre 2018, la Société a racheté et annulé 1 022 290 de ses actions à droit de vote subalterne catégorie A à un prix moyen pondéré de 23,13\$, pour une contrepartie totale en espèces de 23,6 millions de dollars. La Société n'avait aucune obligation de racheter ses actions à droit de vote subalterne catégorie A au 28 octobre 2018. Au cours de l'exercice clos le 28 octobre 2018, la Société n'a effectué aucun rachat de ses actions catégorie B, et n'avait aucune obligation de les racheter à cette date.

Au cours de l'exercice clos le 29 octobre 2017, la Société a racheté et annulé 2 663 de ses actions à droit de vote subalterne catégorie A à un prix moyen pondéré de 17,48 \$, pour une contrepartie totale en espèces négligeable. La Société n'avait aucune obligation de racheter ses actions à droit de vote subalterne catégorie A au 29 octobre 2017. Au cours de l'exercice clos le 29 octobre 2017, la Société n'a effectué aucun rachat de ses actions catégorie B, et n'avait aucune obligation de les racheter à cette date.

Levée d'options d'achat d'actions

Lorsque les dirigeants et cadres supérieurs lèvent leurs options d'achat d'actions, la contrepartie versée par ceux-ci est portée au crédit du capital social et le montant crédité antérieurement au surplus d'apport est également viré au capital social. Pour l'exercice clos le 28 octobre 2018, il n'y a pas eu de levée d'options d'achat d'actions. Pour l'exercice clos le 29 octobre 2017, la contrepartie reçue a été de 7,6 millions de dollars, et un montant de 2,1 millions a été transféré du surplus d'apport au capital social.

Dividendes

Des dividendes de 0,830 \$ et 0,785 \$ par action ont été déclarés et versés aux détenteurs d'actions pour les exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017, respectivement.

22 RÉSULTAT NET PAR ACTION

Le tableau suivant présente un rapprochement des composantes utilisées dans le calcul du résultat net de base et dilué par action pour les exercices clos le :

	28 octobre 2018	29 octobre 2017
Numérateur		
Résultat net	213,4 \$	211,5 \$
Dénominateur (en millions)		
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation - de base	82,5	77,3
Effet dilutif des options d'achat d'actions	0,1	0,2
Nombre moyen pondéré d'actions - dilué	82,6	77,5

Aux 28 octobre 2018 et 29 octobre 2017, toutes les options d'achat d'actions sont incluses dans le calcul du résultat net dilué par action étant donné leur effet potentiel dilutif.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

23 RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS

Régime d'options d'achat d'actions

La Société a un régime d'options d'achat d'actions à l'intention de certains dirigeants et cadres supérieurs. Le nombre d'actions à droit de vote subalterne catégorie A autorisées pour émission et le solde des actions pouvant être émises en vertu de ce régime en date du 28 octobre 2018 sont de 6 078 562 et 3 583 635, respectivement. Selon le régime, les options d'achat d'actions peuvent être levées à raison d'une option pour une action à droit de vote subalterne catégorie A. Le prix de levée de chaque option est égal au cours moyen pondéré de toutes les transactions pour les cinq jours qui précèdent immédiatement la date d'attribution des options. La Société a cessé d'octroyer des options d'achat d'actions au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2014.

Pour les exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017, des charges de rémunération au titre du régime d'options d'achat d'actions de montants négligeables, respectivement, ont été imputées aux états consolidés du résultat et ont augmenté le surplus d'apport inclus dans les capitaux propres.

Le tableau suivant présente l'évolution de la situation du régime pour les exercices clos le :

	28 octobre 2018		29 octobre 2017	
	Nombre d'options	Moyenne pondérée des prix de levée	Nombre d'options	Moyenne pondérée des prix de levée
Options en cours au début de l'exercice	135 240	11,33 \$	729 502	12,60 \$
Levées	—	—	(594 262)	12,89
Options en cours à la fin de l'exercice	135 240	11,33 \$	135 240	11,33 \$
Options pouvant être levées à la fin de l'exercice	135 240	11,33 \$	135 240	11,33 \$

Au 28 octobre 2018, le solde des options d'achat d'actions disponible pour attributions futures en vertu du régime était de 3 448 395.

Au 28 octobre 2018, le prix de levée des options en cours à la fin de l'exercice était de 11,33 \$ et leur durée de vie contractuelle résiduelle était de 1,2 an.

Régime d'unités d'actions à l'intention de certains dirigeants et cadres supérieurs

La Société offre un régime d'unités d'actions à l'intention de certains dirigeants et cadres supérieurs en vertu duquel des unités d'actions différées (« UAD ») et des unités d'actions restreintes (« UAR ») sont attribuées. Les UAD et les UAR acquises seront versées, au gré de la Société, en espèces ou en actions à droit de vote subalterne catégorie A de la Société achetées sur le marché libre.

Le tableau suivant présente l'évolution de la situation du régime pour les exercices clos le :

Nombre d'unités	28 octobre 2018	29 octobre 2017	28 octobre 2018	29 octobre 2017
	UAD		UAR	
Solde au début de l'exercice	289 786	274 168	957 312	1 069 860
Unités attribuées	18 278	13 545	293 880	248 371
Unités annulées	(4 129)	—	(28 944)	(6 198)
Unités payées	(5 613)	(6 907)	(353 927)	(382 726)
Unités converties	(35)	—	35	—
Dividendes versés en unités	9 748	8 980	26 544	28 005
Solde à la fin de l'exercice	308 035	289 786	894 900	957 312

Au 28 octobre 2018, le passif relatif au régime d'unités d'actions à l'intention de certains dirigeants et cadres supérieurs était de 18,1 millions de dollars, dont 11,0 millions de dollars présentés en Autres éléments du passif (25,1 millions au 29 octobre 2017, dont 15,8 millions de dollars présentés en Autres éléments du passif). Les charges enregistrées dans les états consolidés du résultat pour les exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017 ont été de 2,9 millions de dollars et 16,6 millions, respectivement. Des montants de 9,9 millions de dollars et 8,0 millions ont été payés en vertu de ce régime pour les exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017, respectivement.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

23 RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS (SUITE)

Régime d'unités d'actions à l'intention des administrateurs

La Société offre un régime d'unités d'actions différées à l'intention de ses administrateurs. En vertu de ce régime, les administrateurs peuvent choisir de recevoir à titre de rémunération une somme en espèces, des unités d'actions différées ou une combinaison des deux.

Le tableau suivant présente l'évolution de la situation du régime pour les exercices clos le :

Nombre d'unités	28 octobre 2018	29 octobre 2017
Solde au début de l'exercice	268 551	377 901
Rémunération des administrateurs	28 925	25 931
Unités payées	(55 928)	(145 014)
Dividendes versés en unités	7 720	9 733
Solde à la fin de l'exercice	249 268	268 551

Au 28 octobre 2018, le passif relatif au régime d'unités d'actions à l'intention des administrateurs était de 5,4 millions de dollars (7,6 millions au 29 octobre 2017). La charge (le gain) enregistré dans les états consolidés du résultat pour les exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017 ont été de (0,8) million de dollars et 4,4 millions de dollars, respectivement. Des montants de 1,4 million de dollars et 3,6 millions de dollars ont été payés en vertu de ce régime pour les exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017, respectivement.

24 CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

	Couverture de flux de trésorerie	Écarts de conversion cumulés	Écarts actuariels des régimes à prestations définies	Cumul des autres éléments du résultat global
Solde au 29 octobre 2017	1,0 \$	21,7 \$	(28,2) \$	(5,5) \$
Variation nette des gains (pertes), déduction faite des impôts sur le résultat	(0,8)	13,8	3,3	16,3
Solde au 28 octobre 2018	0,2 \$	35,5 \$	(24,9) \$	10,8 \$
Solde au 31 octobre 2016	(1,6) \$	38,7 \$	(34,4) \$	2,7 \$
Variation nette des gains (pertes), déduction faite des impôts sur le résultat	2,6	(17,0)	6,2	(8,2)
Solde au 29 octobre 2017	1,0 \$	21,7 \$	(28,2) \$	(5,5) \$

Au 28 octobre 2018, il est prévu que les montants suivants soient reclassés au résultat net des prochains exercices comme suit :

	2019	Total
Variation nette de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	0,3 \$	0,3 \$
Impôts sur le résultat	0,1	0,1
	0,2 \$	0,2 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

25 INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

La variation des éléments hors caisse liés aux opérations se résume comme suit pour les exercices clos le :

	28 octobre 2018	29 octobre 2017
Débiteurs	14,9 \$	28,4 \$
Stocks	(3,6)	0,3
Frais payés d'avance et autres actifs courants	(1,0)	(0,6)
Créditeurs et charges à payer	(99,4)	(0,3)
Provisions	(4,4)	(5,7)
Revenus reportés et dépôts	(90,1)	(49,9)
Régimes à prestations définies	(1,2)	(3,2)
	(184,8) \$	(31,0) \$

Le tableau ci-dessous présente la variation des passifs financiers au cours de l'exercice clos le 28 octobre 2018 :

	29 octobre 2017	Flux de trésorerie liés aux activités de financement	Changements sans contrepartie de trésorerie				Intérêts coursus	28 octobre 2018
			Acquisitions d'entreprises	Effet de change	Amendement sur contrats existants	Amortissement des frais de financement		
Billets non garantis de premier rang - 3,897 %	250,0 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	4,6 \$	254,6 \$
Facilité de crédit en dollars canadiens	—	—	—	—	—	—	0,1	0,1
Facilité de crédit en dollars américains	—	129,0	—	1,8	—	—	—	130,8
Prêts à terme - 750 millions de dollars américains	—	965,0	—	16,0	—	—	4,0	985,0
Débiteures - Fonds de solidarité FTQ								
Série 1 - 5,58 %	50,0	—	—	—	(50,0)	—	—	—
Série 2 - 4,011 %	50,0	—	—	—	(50,0)	—	—	—
Débiteure unifiée - Fonds de solidarité FTQ - 4,784 %	—	—	—	—	100,0	—	0,8	100,8
Autres dettes externes	—	(164,0)	164,0	—	—	—	—	—
Frais de financement non amortis	(1,7)	(6,2)	—	—	—	1,3	—	(6,6)
Contrats de location-financement	—	(0,3)	5,9	0,2	—	—	—	5,8
Contreparties conditionnelles	0,1	—	15,3	0,2	—	—	—	15,6
	348,4 \$	923,5 \$	185,2 \$	18,2 \$	— \$	1,3 \$	9,5 \$	1 486,1 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

26 TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants sont les personnes ayant l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités de la Société, directement ou indirectement, y compris les administrateurs (dirigeants ou non) de la Société.

Le tableau suivant présente la rémunération gagnée par les principaux dirigeants pour les exercices clos le :

	28 octobre 2018	29 octobre 2017
Salaires et autres avantages à court terme	11,3 \$	10,9 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	0,8	0,7
Rémunération à base d'actions	1,5	17,4
	13,6 \$	29,0 \$

27 AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société offre à ses employés divers régimes contributifs et non contributifs à prestations définies pour des prestations de retraite et d'autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, des régimes de retraite à cotisations définies, des régimes enregistrés d'épargne collectifs et des régimes de retraite multi-employeurs. Depuis le 1^{er} juin 2010, la plupart des employés ne participent qu'aux régimes de retraite à cotisations définies. Pour les régimes à prestations définies, la valeur des prestations est généralement établie selon les années de services et le salaire des employés. La capitalisation des régimes est calculée selon des estimations actuarielles et est soumise aux restrictions découlant des règlements fiscaux et autres règlements pertinents. Les estimations actuarielles effectuées au cours de l'exercice tiennent compte d'hypothèses relatives aux prévisions salariales jusqu'à la retraite et du taux de rendement présumé à long terme des actifs des régimes. Pour les régimes de retraite à cotisations définies, les régimes de retraite multi-employeurs et les régimes enregistrés d'épargne collectifs, la seule obligation de la Société est de remettre la cotisation mensuelle de l'employeur. Certaines obligations de la Société aux termes des régimes à prestations définies sont garanties par des lettres de crédit, émises à même les facilités de crédit de la Société, en garantie des cotisations non versées au titre de l'insuffisance de capitalisation des régimes. Les cotisations versées par la Société aux régimes de retraite à cotisations définies sont comptabilisées en charges dans la période au cours de laquelle elles sont gagnées par les employés. Les actifs des régimes de retraite à prestations définies de la Société sont détenus en fiducie hors du contrôle de la société. La Société comptabilise les montants annuels liés à ses régimes de retraite à prestations définies d'après des calculs qui reposent sur diverses hypothèses actuarielles, notamment concernant les taux d'actualisation, les taux de mortalité et les taux de rendement annuels des actifs des régimes. Ces estimations sont susceptibles de varier de manière importante d'une période à l'autre, selon le rendement des actifs des régimes, les évaluations actuarielles et la conjoncture de marché. La Société passe en revue ses hypothèses actuarielles chaque année et y apporte des modifications en fonction des taux en vigueur et des tendances courantes. La Société estime que les hypothèses utilisées aux fins de la comptabilisation de son obligation au titre des prestations constituées sont raisonnables à la lumière de son expérience, de la conjoncture de marché et des données fournies par son actuaire externe et son conseiller en placements.

Acquisition de Coveris Americas

Les employés de la Société participent à des régimes de retraite à cotisations définies et à des régimes de retraite à prestations définies. Les régimes de Coveris Americas ont été fermés aux nouveaux participants avant le 1^{er} janvier 2014. Par conséquent, le calcul des prestations définitives aux termes des régimes américains correspondait aux prestations gagnées aux termes des régimes américains à la date à laquelle ces régimes ont cessé d'accepter de nouveaux participants.

Le conseil d'administration de la Société, à l'aide de son comité de retraite, est responsable de la surveillance et de la gouvernance des régimes de retraite. Le comité de retraite aide le conseil à s'acquitter de ses responsabilités de supervision générales à l'égard des régimes de retraite, notamment en ce qui concerne les décisions de placements, les cotisations aux régimes à prestations définies et la sélection des possibilités de placement des régimes à cotisations définies. Les actifs des régimes de retraite sont détenus en fidéicommiss, excepté les rentes assurées. Les régimes de retraite de la Société sont gérés conformément aux lois canadiennes et provinciales, et des États Unis applicables aux régimes de retraite, lesquelles prescrivent des exigences de financement minimal et maximal pour les régimes de retraite à prestations définies.

La politique de financement de la Société consiste à verser des cotisations à ses régimes de retraite en se fondant sur diverses méthodes d'évaluation actuarielle, comme le permettent les organismes de réglementation en matière de régimes de retraite. Les cotisations de la Société à ses régimes de retraite reflètent les plus récentes évaluations actuarielles concernant le rendement sur les placements, les projections salariales et les avantages liés aux services futurs. La capitalisation des régimes de retraite repose sur des bases d'évaluations de financement qui sont différentes de la base comptable et pour lesquelles les méthodes et hypothèses peuvent différer des méthodes et hypothèses utilisées à des fins comptables.

Les régimes de retraite à prestations définies et les autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi exposent la Société à certains risques particuliers, notamment le rendement sur les placements, les modifications du taux d'actualisation utilisé pour évaluer l'obligation, le taux de mortalité des participants, l'inflation et les coûts de soins de santé.

La Société offre également d'autres régimes d'avantage du personnel à long terme qui prévoient la continuation des prestations pour soins de santé et soins dentaires en cas d'invalidité à long terme.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

27 AVANTAGES DU PERSONNEL (SUITE)

Les évaluations actuarielles les plus récentes aux fins de capitalisation des régimes de retraite de la Société datent du 31 décembre 2015 pour les régimes enregistrés au Québec, du 31 décembre 2016 pour les régimes enregistrés en Ontario et du 1^{er} décembre 2017 pour les régimes de Coveris Americas enregistrés aux États Unis.

L'obligation au titre des prestations définies et la juste valeur des actifs des régimes sont mesurées à la date des états financiers consolidés annuels. Le tableau suivant présente les variations de l'obligation au titre des régimes à prestations définies et de la juste valeur des actifs des régimes pour les exercices clos le :

	Prestations de retraite		Autres régimes à prestations définies		Total	
	28 octobre 2018	29 octobre 2017	28 octobre 2018	29 octobre 2017	28 octobre 2018	29 octobre 2017
Obligation au titre des régimes à prestations définies						
Solde au début de l'exercice	723,7 \$	781,4 \$	13,7 \$	13,3 \$	737,4 \$	794,7 \$
Coût des services rendus ⁽¹⁾	—	—	0,8	0,3	0,8	0,3
Coût des services passés	—	(0,3)	—	—	—	(0,3)
Regroupements d'entreprises	107,6	—	1,1	—	108,7	—
Coût financier relatif à l'obligation au titre des prestations définies	27,2	24,8	0,5	0,4	27,7	25,2
Écarts actuariels découlant de :						
L'expérience du régime	0,1	1,5	(0,4)	(0,1)	(0,3)	1,4
Changements dans les hypothèses démographiques	(0,5)	0,2	(0,4)	—	(0,9)	0,2
Changements dans les hypothèses financières	(30,5)	(30,9)	0,1	0,9	(30,4)	(30,0)
Obligation au titre des prestations définies éteinte à la suite de la liquidation	—	(1,0)	—	—	—	(1,0)
Prestations versées	(65,3)	(51,9)	(1,1)	(1,1)	(66,4)	(53,0)
Variation du cours de change et autres	(0,5)	(0,1)	—	—	(0,5)	(0,1)
Solde à la fin de l'exercice	761,8 \$	723,7 \$	14,3 \$	13,7 \$	776,1 \$	737,4 \$
Juste valeur des actifs des régimes						
Solde au début de l'exercice	692,6 \$	737,3 \$	— \$	— \$	692,6 \$	737,3 \$
Revenus d'intérêts sur les actifs des régimes	25,8	23,5	—	—	25,8	23,5
Regroupements d'entreprises	91,5	—	—	—	91,5	—
Écarts actuariels sur les actifs des régimes	(26,5)	(19,0)	—	—	(26,5)	(19,0)
Frais d'administration (autres que les coûts de gestion des actifs)	(1,6)	(1,1)	—	—	(1,6)	(1,1)
Prestations versées	(65,3)	(51,9)	(1,1)	(1,1)	(66,4)	(53,0)
Cotisations de l'employeur	3,4	5,0	1,1	1,1	4,5	6,1
Actif distribué à la suite de la liquidation	—	(1,2)	—	—	—	(1,2)
Variation du cours de change et autres	1,3	—	—	—	1,3	—
Solde à la fin de l'exercice	721,2 \$	692,6 \$	— \$	— \$	721,2 \$	692,6 \$
Déficit des régimes	(40,6) \$	(31,1) \$	(14,3) \$	(13,7) \$	(54,9) \$	(44,8) \$
Effet du plafond de l'actif	(3,1)	(3,1)	—	—	(3,1)	(3,1)
Passif au titre des régimes à prestations définies	(43,7) \$	(34,2) \$	(14,3) \$	(13,7) \$	(58,0) \$	(47,9) \$

⁽¹⁾ Le coût des services rendus des autres régimes à prestations définies inclut la variation nette du régime d'invalidité à long terme, composée du coût des services rendus et des écarts actuariels. Le coût des services passés de ce régime est présenté sur une ligne distincte.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

27 AVANTAGES DU PERSONNEL (SUITE)

L'actif (le passif) au titre des régimes à prestations définies figurent comme suit aux états financiers consolidés de la situation financière :

	Au 28 octobre 2018	Au 29 octobre 2017
Autres éléments d'actif (note 16)	5,0 \$	2,6 \$
Autres éléments du passif (note 20)	(63,0)	(50,5)
	(58,0) \$	(47,9) \$

Le tableau suivant présente la composition de la juste valeur des actifs des régimes :

	Au 28 octobre 2018	Au 29 octobre 2017
Cotés sur un marché actif		
Titres de capitaux propres		
Actions canadiennes et étrangères et fonds de placement	99,4 \$	70,3 \$
Titres de créances		
Obligations de gouvernements et d'entreprises et fonds de placement	399,6	391,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie et fonds de placement	11,3	6,8
	510,3	468,6
Non cotés sur un marché actif		
Rentes assurées	210,9	224,0
	721,2 \$	692,6 \$

Au 28 octobre 2018, les actifs des régimes comprenaient des actions de la Société pour un montant de 0,4 million de dollars (0,6 million au 29 octobre 2017).

La stratégie d'appariement des actifs et des passifs de la Société consiste à minimiser le risque, par l'achat de rentes assurées et de titres de créances. Pour les exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017, les régimes ont investi dans des rentes assurées sans rachat des engagements. Leur juste valeur est considérée être égale à l'obligation au titre des prestations définies des participants visés par l'achat de rentes, calculée selon les hypothèses applicables à la date de clôture.

Le tableau suivant présente la situation de capitalisation des régimes à prestations définies :

	Prestations de retraite		Autres régimes à prestations définies		Total	
	Au 28 octobre 2018	Au 29 octobre 2017	Au 28 octobre 2018	Au 29 octobre 2017	Au 28 octobre 2018	Au 29 octobre 2017
Juste valeur des actifs des régimes capitalisés ou partiellement capitalisés	721,2 \$	692,6 \$	— \$	— \$	721,2 \$	692,6 \$
Obligation au titre des régimes à prestations définies des régimes capitalisés ou partiellement capitalisés	735,5	694,5	—	—	735,5	694,5
Effet du plafond de l'actif	(3,1)	(3,1)	—	—	(3,1)	(3,1)
Situation de capitalisation des régimes capitalisés ou partiellement capitalisés - déficit	(17,4) \$	(5,0) \$	— \$	— \$	(17,4) \$	(5,0) \$
Obligation au titre des régimes à prestations définies des régimes sans capitalisation	(26,3)	(29,2)	(14,3)	(13,7)	(40,6)	(42,9)
Situation de capitalisation totale - déficit	(43,7) \$	(34,2) \$	(14,3) \$	(13,7) \$	(58,0) \$	(47,9) \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

27 AVANTAGES DU PERSONNEL (SUITE)

La Société prévoit verser des cotisations estimées à un montant de 3,1 millions de dollars à ses régimes à prestations définies au cours de l'exercice se terminant le 27 octobre 2019, considérant qu'elle prévoit utiliser des lettres de crédit à même ses facilités de crédit, en garantie des cotisations non versées au titre de l'insuffisance de solvabilité des régimes à prestations définies. Le montant réel versé pourrait différer de l'estimation, selon les résultats des évaluations actuarielles, le rendement des placements, la volatilité des taux d'actualisation, les exigences réglementaires et d'autres facteurs.

Le tableau suivant présente les principales hypothèses utilisées pour calculer l'obligation au titre des régimes à prestations définies de la Société :

	Au 28 octobre 2018	Au 29 octobre 2017
Taux d'actualisation, à la fin de l'exercice		
Canada	3,90 %	3,60 %
États Unis	4,25	—
Moyenne pondérée du taux de croissance de la rémunération		
Canada	2,45	3,03

Au 28 octobre 2018, au Canada, le taux de croissance du coût des soins de santé relatif aux régimes pour les autres avantages postérieurs à l'emploi était évalué à 6,0 %, diminuant graduellement pour s'établir à 4,15 % pendant 15 ans.

Le tableau suivant présente l'incidence de la variation des principales hypothèses sur l'obligation au titre des prestations définies pour l'exercice clos le 28 octobre 2018 et comporte certaines limites. Les sensibilités de chacune des principales hypothèses ont été calculées sans tenir compte de la modification des autres hypothèses. Les résultats réels pourraient donc entraîner la modification des autres hypothèses simultanément. Toute modification d'un facteur pourrait entraîner une modification d'un autre facteur, ce qui pourrait amplifier ou atténuer l'incidence des variations des principales hypothèses.

	Obligation au titre des prestations définies
Augmentation (diminution)	
Incidence d'une augmentation de 0,1 % du taux d'actualisation	(9,2) \$
Incidence d'une diminution de 0,1 % du taux d'actualisation	9,4
Incidence d'une augmentation de 1,0 % du taux de croissance du coût des soins de santé	1,0
Incidence d'une diminution de 1,0 % du taux de croissance du coût des soins de santé	(0,9)

Le tableau suivant présente la composition du coût au titre des régimes à prestations définies pour les exercices clos le :

	Prestations de retraite		Autres régimes à prestations définies		Total	
	28 octobre 2018	29 octobre 2017	28 octobre 2018	29 octobre 2017	28 octobre 2018	29 octobre 2017
Coût des services rendus	— \$	— \$	0,8 \$	0,3 \$	0,8 \$	0,3 \$
Coût des services passés	—	(0,3)	—	—	—	(0,3)
Frais d'administration	1,6	1,1	—	—	1,6	1,1
Perte résultant d'une liquidation	—	0,2	—	—	—	0,2
Coût des régimes comptabilisé dans le résultat net	1,6	1,0	0,8	0,3	2,4	1,3
Coût financier relatif à l'obligation au titre des régimes à prestations définies	27,2	24,8	0,5	0,4	27,7	25,2
Revenus d'intérêts sur les actifs des régimes	(25,8)	(23,5)	—	—	(25,8)	(23,5)
Intérêts nets sur le passif au titre des régimes à prestations définies	1,4	1,3	0,5	0,4	1,9	1,7
Coût au titre des régimes à prestations définies	3,0 \$	2,3 \$	1,3 \$	0,7 \$	4,3 \$	3,0 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

27 AVANTAGES DU PERSONNEL (SUITE)

Les coûts au titre des régimes à prestations définies constatés dans les charges opérationnelles aux états consolidés du résultat pour les exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017 ont été de 1,6 million de dollars et 1,1 million, respectivement. Les gains nets ou les coûts au titre des régimes à prestations définies constatés dans les frais de restructuration et autres coûts (gains) aux états consolidés du résultat pour les exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017 ont été de 0,8 million de dollars et de 0,3 million, respectivement.

Le tableau suivant présente les coûts constatés dans les charges opérationnelles à l'état consolidé du résultat pour les régimes de retraite à cotisations définies et pour les régimes généraux et obligatoires pour les exercices clos le :

	28 octobre 2018	29 octobre 2017
Régimes de retraite à cotisations définies	18,0 \$	17,7 \$
Régimes généraux et obligatoires	14,1	15,8
	32,1 \$	33,5 \$

28 ENGAGEMENTS, GARANTIES ET PASSIFS ÉVENTUELS

Engagements

La Société s'est engagée, en vertu de différents contrats de location simple de locaux, à effectuer des paiements s'échelonnant jusqu'en 2029. Les paiements minimums exigibles liés à l'ensemble de ces engagements pour les prochains exercices sont les suivants :

	Jusqu'à 1 an	Entre 1 et 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Contrats de location de locaux ⁽¹⁾	26,3 \$	61,2 \$	21,4 \$	108,9 \$
Contrats pour l'acquisition de matériel de production	4,2	3,2	—	7,4
	30,5 \$	64,4 \$	21,4 \$	116,3 \$

⁽¹⁾ La Société a conclu des opérations de sous-location à l'égard de certains de ses espaces en vertu de contrats de location simple venant à échéance entre 2019 et 2025. La Société estime pouvoir récupérer un montant totalisant 20,2 millions de dollars.

Garanties

Dans le cours normal de ses activités, la Société a fourni à des tiers les principales garanties suivantes :

a) Indemnisations des tierces parties

En vertu des modalités de conventions d'emprunt, la Société s'est engagée à indemniser les détenteurs de titres d'emprunt advenant des changements en ce qui a trait aux lois et à la réglementation résultant en une augmentation des coûts engagés ou une réduction des montants autrement payables aux détenteurs. Ces engagements d'indemnisation auront cours jusqu'à l'échéance des ententes et ne comportent aucune limite. En raison de la nature de ces offres d'indemnisation, la Société ne peut estimer le montant maximal du paiement éventuel qu'elle pourrait être tenue de payer aux tierces parties impliquées. Par le passé, la Société n'a effectué aucun paiement d'indemnisation et, au 28 octobre 2018, la Société n'a pas inscrit de passif relativement à ces offres d'indemnisation.

b) Cessions d'entreprises

Dans le cadre de cessions d'activités ou d'actifs, la Société a convenu de donner une garantie contre toute réclamation pouvant résulter de ses activités passées ou aux termes d'ententes en vigueur au moment de la conclusion de telles transactions. En raison de la nature de ces offres d'indemnisation, la Société ne peut estimer le montant maximal du paiement éventuel qu'elle pourrait être tenue de payer aux bénéficiaires de la garantie. Par le passé, la Société n'a versé aucune indemnisation importante et, au 28 octobre 2018, la Société n'a pas inscrit de passif relativement à ces offres d'indemnisation.

Passifs éventuels

Dans le cours normal des affaires, la Société est impliquée dans diverses réclamations et poursuites. Même si l'issue de ces différents dossiers en cours au 28 octobre 2018 ne peut être prévue avec certitude, la Société estime que leur dénouement n'aurait vraisemblablement pas de répercussions négatives importantes sur sa situation financière et ses résultats opérationnels, compte tenu des provisions ou des couvertures d'assurance dont certaines réclamations ou poursuites font l'objet.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

29 INSTRUMENTS FINANCIERS

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque que la Société subisse des pertes découlant du défaut de paiement d'obligations contractuelles par des tierces parties. La Société est exposée au risque de crédit relativement à ses comptes débiteurs, de même que dans le cadre de ses activités courantes de trésorerie. L'exposition maximale de la Société au risque de crédit relatif à ces éléments est représentée par leur valeur comptable dans les états consolidés de la situation financière. La Société est également exposée au risque de crédit à l'égard de ses actifs d'instruments financiers dérivés. Toutefois, la Société estime que le risque est peu élevé puisqu'elle ne traite qu'avec des institutions financières reconnues, ayant une cote de crédit de qualité supérieure. Aux 28 octobre 2018 et 29 octobre 2017, l'exposition maximale de la Société au risque de crédit relatif aux actifs d'instruments financiers dérivés était faible.

La Société analyse et révisé régulièrement la situation financière de sa clientèle et applique des procédures d'évaluation rigoureuses pour tout nouveau client. Une limite de crédit spécifique par client est établie et révisée régulièrement par la Société pour les clients importants ou considérés à risque. De plus, en raison de la diversification de ses produits, de sa clientèle et de sa couverture géographique, la Société estime qu'elle est protégée contre une concentration du risque de crédit. La Société possède également une police d'assurance-crédit couvrant certains clients pour un montant maximum de 25,0 millions de dollars de pertes combinées par année. Les conditions de la police comprennent les clauses usuelles et comportent des limites quant aux montants pouvant être réclamés par événement et par année de couverture.

Au 28 octobre 2018, aucun client ne représente à lui seul 10,0 % ou plus des revenus de la Société, ou 10,0 % ou plus des comptes clients associés.

La Société détermine les débiteurs qui sont en souffrance en fonction des types de clients, de leur historique de paiements et du secteur dans lequel ils évoluent. La provision pour créances douteuses et les débiteurs en souffrance sont revus à chaque date de clôture par la direction. La Société enregistre une dépense pour créances douteuses seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

Les débiteurs en souffrance se détaillent comme suit :

	Au 28 octobre 2018	Au 29 octobre 2017
Comptes clients		
1 - 30 jours en souffrance	71,8 \$	53,4 \$
31 - 60 jours en souffrance	21,0	11,1
Plus de 60 jours en souffrance	12,8	10,7
	105,6	75,2
Provision pour créances douteuses	(4,4)	(5,3)
	101,2 \$	69,9 \$

La variation de la provision pour créances douteuses se détaille comme suit pour les exercices clos le :

	28 octobre 2018	29 octobre 2017
Solde au début de l'exercice	5,3 \$	4,7 \$
Regroupements d'entreprises (note 4)	2,6	—
Dépense pour créances douteuses	0,6	2,2
Créances recouvrées ou radiées	(4,1)	(1,6)
Solde à la fin de l'exercice	4,4 \$	5,3 \$

En se basant sur l'historique de paiements des clients, la Société est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir les risques de non-paiements.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

29 INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Société ne soit pas en mesure de rencontrer ses obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance. La Société est exposée au risque de liquidité relativement à ses comptes créditeurs, sa dette à long terme, ses passifs d'instruments financiers dérivés et ses obligations contractuelles.

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des passifs financiers au 28 octobre 2018 :

	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Jusqu'à 1 an	Entre 1 et 3 ans	Entre 3 et 5 ans	Après 5 ans
Passifs financiers non dérivés						
Créditeurs et charges à payer	430,7 \$	430,7 \$	430,7 \$	— \$	— \$	— \$
Dette à long terme	1 461,0	1 658,0	305,0	580,8	651,8	120,4
Autres éléments de passif monétaire, excluant les contreparties conditionnelles	12,8	12,8	—	12,8	—	—
Contreparties conditionnelles	15,6	15,6	0,3	—	15,3	—
	1 920,1	2 117,1	736,0	593,6	667,1	120,4
Instruments financiers dérivés						
Contrats de change à terme au passif	0,7	0,7	0,6	0,1	—	—
	1 920,8 \$	2 117,8 \$	736,6 \$	593,7 \$	667,1 \$	120,4 \$

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des passifs financiers au 29 octobre 2017 :

	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Jusqu'à 1 an	Entre 1 et 3 ans	Entre 3 et 5 ans	Après 5 ans
Passifs financiers non dérivés						
Créditeurs et charges à payer	304,5 \$	304,5 \$	304,5 \$	— \$	— \$	— \$
Dette à long terme	348,3	378,6	14,5	364,1	—	—
Autres éléments de passif monétaire, excluant les contreparties conditionnelles	17,0	17,0	—	17,0	—	—
Contreparties conditionnelles	0,1	0,1	0,1	—	—	—
	669,9	700,2	319,1	381,1	—	—
Instruments financiers dérivés						
Contrats de change à terme au passif	0,1	0,1	0,1	—	—	—
	670,0 \$	700,3 \$	319,2 \$	381,1 \$	— \$	— \$

La Société croit que les fonds futurs générés par les activités opérationnelles et l'accès à des liquidités additionnelles provenant des marchés de capitaux et bancaires seront suffisants pour rencontrer ses obligations. De plus, la Société a conclu des contrats à long terme avec la majorité de ses clients importants.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la Société subisse des pertes résultant de changements défavorables dans les facteurs sous-jacents du marché, dont les taux d'intérêt et les taux de change.

a) Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de marché lié aux fluctuations des taux d'intérêt étant donné que ses dettes à long terme sont à taux fixe et à taux variable. La Société gère ce risque en maintenant une composition adéquate d'emprunts à taux fixe et à taux variable.

Pour l'exercice clos le 28 octobre 2018, toutes choses étant égales par ailleurs, si les taux d'intérêt avaient augmenté ou diminué de 50 points de base, le résultat net de la Société aurait diminué ou augmenté de 2,9 millions de dollars.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

29 INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

b) Risque de change

La Société exerce des activités et exporte ses produits aux États-Unis et dans plusieurs autres pays, et achète du matériel de production en devise américaine. De plus, une partie de la dette à long terme de la Société est dénommée en dollars américains. La Société est, par conséquent, exposée à des risques découlant des variations des taux de change.

Pour gérer le risque de change lié aux exportations aux États-Unis, la Société est partie à des contrats de change à terme. Au 28 octobre 2018, la Société était partie à des contrats de change à terme visant la vente de 107,0 millions de dollars américains (76,0 millions de dollars américains au 29 octobre 2017), dont 66,5 millions de dollars américains, 28,5 millions et 12,0 millions seront vendus au cours des exercices 2019, 2020 et 2021, respectivement. L'échéance des contrats de change à terme varie de 1 à 36 mois, à des taux variant de 1,2637 à 1,3526. Les contrats de change à terme sont désignés à titre d'instruments de couverture de flux de trésorerie et d'investissement net au 28 octobre 2018 et les relations de couverture ont été efficaces et en accord avec l'objectif et la stratégie de gestion des risques tout au long de l'exercice. Au cours des exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017, aucune charge d'inefficacité n'a été comptabilisée à l'état consolidé des résultats.

Tel qu'indiqué à la note 18, la Société a désigné une partie des prêts à terme et de la facilité de crédit en dollars américains comme instruments de couverture de l'investissement net dans ses établissements étrangers, lui permettant ainsi de limiter son risque de change. Le montant désigné a varié entre 195,0 millions et 228,0 millions de dollars américains au cours de l'exercice. La tranche efficace des pertes de change latentes sur la conversion de la dette libellée en dollars américains désignée comme élément de couverture représente un montant de 4,0 millions de dollars pour l'exercice clos le 28 octobre 2018 et a été comptabilisée aux autres éléments du résultat global.

Pour les exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017, toutes choses étant égales par ailleurs, une appréciation hypothétique de 10,0 % du dollar américain par rapport au dollar canadien aurait eu l'effet suivant sur le résultat net et les AERG :

	28 octobre 2018		29 octobre 2017	
	Résultat net	Autres éléments du résultat global	Résultat net	Autres éléments du résultat global
Exposition au dollar américain	4,3 \$	(10,9) \$	(1,3) \$	(7,7) \$

Une dépréciation hypothétique de 10,0 % du dollar américain par rapport au dollar canadien aurait l'effet contraire sur le résultat net et les AERG.

Juste valeur

La juste valeur représente le montant qui serait reçu pour la vente d'un actif ou versé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Les estimations de la juste valeur sont effectuées à un moment précis, en tenant compte d'hypothèses concernant les montants, l'échelonnement des flux de trésorerie futurs estimatifs et les taux d'actualisation. Par conséquent, de par sa nature estimative et subjective, la juste valeur ne doit pas être interprétée comme étant réalisable advenant le règlement immédiat des instruments financiers.

La valeur comptable de la trésorerie, des débiteurs, des créditeurs et des charges à payer se rapproche de leur juste valeur en raison de leur échéance à court terme. Le tableau suivant indique la juste valeur et la valeur comptable des autres instruments financiers et des instruments financiers dérivés au 28 octobre 2018 et 29 octobre 2017.

La juste valeur de la dette à long terme est établie en utilisant une méthode d'actualisation des flux de trésorerie futurs et des estimations formulées par la direction quant aux taux d'intérêts sur les marchés pour des émissions identiques ou similaires.

Les seuls instruments financiers de la Société qui sont évalués à la juste valeur de façon récurrente dans les périodes subséquentes à leur comptabilisation initiale sont les instruments financiers dérivés, soit les contrats de change à terme et les contreparties conditionnelles à payer dans le cadre de regroupements d'entreprises. La juste valeur des instruments financiers dérivés est établie à l'aide d'une évaluation à la valeur de marché estimée, ajustée en fonction de la qualité du crédit de la contrepartie. Le modèle d'évaluation des contreparties conditionnelles tient compte de la valeur actualisée des paiements attendus par application d'un taux d'actualisation ajusté pour tenir compte du risque. Le paiement attendu est déterminé en évaluant les divers scénarios de réalisation des seuils de performance financière préétablis, le montant à payer aux termes de chaque scénario et la probabilité de réalisation de chacun de ces scénarios.

La Société présente une hiérarchie des justes valeurs sur trois niveaux qui tient compte de l'importance des données utilisées pour établir les évaluations à la juste valeur. La juste valeur des actifs et passifs financiers classés dans les trois niveaux suivants est évaluée comme suit :

- Niveau 1 - Cours (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques
- Niveau 2 - Données autres que les cours visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (prix) ou indirectement (dérivés des prix)
- Niveau 3 - Données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

29 INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Le tableau suivant présente la juste valeur et la valeur comptable des autres instruments financiers et des instruments financiers dérivés :

	Au 28 octobre 2018		Au 29 octobre 2017	
	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable
Contrats de change à terme à l'actif	1,7 \$	1,7 \$	5,0 \$	5,0 \$
Contreparties conditionnelles	(15,6)	(15,6)	0,2	0,2
Dette à long terme	(1 472,6)	(1 461,0)	(359,6)	(348,3)
Contrats de change à terme au passif	(0,7)	(0,7)	(0,1)	(0,1)

Ces instruments financiers correspondent au niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs, à l'exception des contreparties conditionnelles à payer dans le cadre de regroupements d'entreprises qui correspondent au niveau 3. Au cours des exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017, il n'y a eu aucun transfert d'instruments financiers entre les niveaux 1, 2 et 3.

Analyse de sensibilité des instruments financiers de niveau 3

Au 28 octobre 2018, toutes choses étant égales par ailleurs, une augmentation de 10 % des seuils de performance financière prévus des entreprises acquises se serait traduite par une diminution du résultat net de 5,4 millions de dollars. Une diminution de 10 % des seuils de performance financière prévus se serait traduite par une augmentation du résultat net de 8,2 millions de dollars.

La variation des instruments financiers de niveau 3 se détaille comme suit pour les exercices clos le :

	28 octobre 2018	29 octobre 2017
Solde au début de l'exercice	(0,2) \$	(15,0) \$
Regroupements d'entreprises (note 4)	(15,3)	—
Montant payé	—	12,5
Variation incluse au résultat net	—	2,0
Variation du cours de change	(0,1)	0,3
Solde à la fin de l'exercice	(15,6) \$	(0,2) \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

30 GESTION DU CAPITAL

Les principaux objectifs de la Société à l'égard de la gestion du capital sont les suivants :

- Optimiser la structure de financement en visant un ratio d'endettement net sur le résultat opérationnel avant amortissement excluant la reconnaissance accélérée des revenus reportés, les frais de restructuration et autres coûts (gains), la dépréciation d'actifs et le renversement de l'ajustement de la juste valeur des inventaires vendus en lien avec des regroupements d'entreprises (le "résultat opérationnel avant amortissement ajusté") afin de conserver une cote de solvabilité élevée;
- Préserver sa flexibilité financière dans le but de pouvoir saisir des occasions d'investissements stratégiques.

La Société s'appuie sur le ratio d'endettement net sur le résultat opérationnel avant amortissement ajusté comme indicateur principal de mesure de levier financier. Le ratio d'endettement net se présente comme suit pour les exercices clos le :

	28 octobre 2018	29 octobre 2017 ⁽¹⁾
Dette à long terme	1 209,8 \$	348,3 \$
Portion courante de la dette à long terme	251,2	—
Trésorerie	(40,5)	(247,1)
Endettement net	1 420,5 \$	101,2 \$
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté	459,3 \$	396,7 \$
Ratio d'endettement net	3,1x	0,3x

⁽¹⁾ Les montants de l'exercice clos le 29 octobre 2017 ont été ajustés pour tenir compte des modifications apportées à la définition du résultat opérationnel avant amortissement ajusté adoptée au cours de l'exercice clos le 28 octobre 2018.

Pour l'exercice clos le 28 octobre 2018, la Société n'a été en défaut à l'égard d'aucune de ses obligations financières, de même qu'à l'égard d'aucune de ses clauses restrictives.

31 NOUVELLE ENTENTE AVEC HEARST

Le 21 décembre 2017, The Hearst Corporation (« Hearst ») a résilié le contrat de services d'impression en vertu duquel la Société imprimait le journal San Francisco Chronicle dans son usine de Fremont en Californie et une nouvelle entente a été signée, dans le cadre de laquelle il a été convenu entre les parties que :

- la Société continuerait à offrir les services d'impression à Hearst jusqu'au 1^{er} avril 2018,
- la Société vendrait à Hearst certains équipements utilisés pour l'impression du San Francisco Chronicle,
- la Société louerait à Hearst son usine de Fremont jusqu'en 2025 avec une option de renouvellement de 3 ans,
- la Société offrirait à Hearst des services de transition jusqu'à fin octobre 2018, permettant à celle-ci d'acquérir les connaissances nécessaires pour opérer l'usine de Fremont.

L'ancienne entente prévoyait le paiement par Hearst d'une compensation de 31,9 millions de dollars pour la résiliation anticipée du contrat d'impression.

Au cours de l'exercice clos le 28 octobre 2018, un montant de 54,7 millions de dollars a été perçu par la Société relativement à la résiliation de l'ancienne entente et à la conclusion de la nouvelle entente.

Les revenus reportés existants sur le contrat des services d'impression, qui totalisaient 95,0 millions de dollars au 21 décembre 2017, auxquels est venue s'ajouter la compensation de résiliation de 31,9 millions de dollars, ont été reconnus au cours de l'exercice clos le 28 octobre 2018 selon le tableau ci-dessous, exception faite de la part des revenus reportés alloués aux revenus de location, d'un montant de 16,5 millions de dollars, qui sera comptabilisée à titre de revenus sur la durée du contrat de location de l'usine de Fremont. Du fait de cette transaction, la Société a reclassé la valeur comptable du bâtiment et du terrain de Fremont d'immeuble à usage propre à immeuble de placement pour un montant de 55,4 millions de dollars.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

31 NOUVELLE ENTENTE AVEC HEARST (SUITE)

La Société a revu la période d'amortissement et la valeur résiduelle des équipements d'impression qui ont été cédés à Hearst et de ceux qui seront transférés dans d'autres usines dans le cadre de la nouvelle entente.

Le tableau suivant présente les effets de la transaction sur le résultat opérationnel de la Société pour l'exercice clos le 28 octobre 2018 :

Reconnaissance des revenus reportés	
Reconnaissance de l'exercice, portion liée au contrat d'impression	12,3 \$
Reconnaissance de l'exercice, portion liée au contrat de location	1,4
Reconnaissance accélérée	102,1
	115,8
Autre revenus	
Services de transition et loyers du bâtiment	11,9
	11,9
Amortissement des équipements d'impression vendus et à transférer	
Amortissement de l'exercice	(2,3)
Amortissement accéléré	(22,0)
	(24,3)
Effet net de la transaction sur le résultat opérationnel	103,4 \$